

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ÉTUDE DE L'INFLUENCE DES EXPERTS DANS LE PROCESSUS DE
SÉCURISATION DE L'ARCTIQUE ÉTABLI PAR LE GOUVERNEMENT CANADIEN
ENTRE 2005 ET 2010

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
KATIA HEDIR

FÉVRIER 2016

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.07-2011). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

L'écriture de ce document a été l'un des projets les plus durs que j'ai eu à affronter jusqu'à présent, mais également l'une des expériences les plus enrichissantes que j'aurai vécues. Si elle m'a permis d'en apprendre beaucoup sur moi, elle m'a surtout ouvert les yeux sur la chance que j'ai d'être entourée de personnes aussi formidables. En effet, un travail de cette envergure aurait été difficilement réalisable sans le support de mes proches. Alors, avant de débiter mon mémoire, je tiens à mettre sur papier toute la gratitude que j'ai pour eux.

Maman et Jessica. Vous avoir eu à mes côtés toutes ces années est un vrai don et si je suis rendue ici aujourd'hui, je vous le dois en grande partie. Vous m'avez supporté dans mes peines, dans mes périodes de découragement, en dédramatisant la situation et en m'incitant à être fière de ce que j'avais accompli. Merci pour votre support, vos mots gentils, vos encouragements et votre bonne humeur. Vous ne pouvez même pas soupçonner à quel point je vous adore.

Pascal, tu m'as toujours appuyé à 100% lors de ma démarche. Tu as été présent tout au long de cette aventure, m'encourageant lors de mes moments les plus difficiles, m'entourant de ton amour. Tu as su trouver les mots justes pour m'inciter à continuer. Pour ça et pour la chance que j'aie de t'avoir dans ma vie, merci. Je t'aime.

Un dernier remerciement à mon directeur de mémoire, monsieur Stéphane Roussel, qui malgré ses nombreux projets, m'a guidé dans ce mémoire. Merci pour votre compréhension et votre professionnalisme. Je suis fière d'avoir été une de vos élèves.

DÉDICACE

À ma famille, à mon amoureux et à mes amis,
ma plus profonde reconnaissance.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	vii
LISTE DES TABLEAUX.....	viii
LISTES DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES.....	ix
RÉSUMÉ.....	x
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
NOUVEAUX ENJEUX EN ARCTIQUE, REGAIN D'INTÉRÊT POUR LA RÉGION ET PROBLÉMATIQUE.....	4
1.1 Les effets des changements climatiques sur l'Arctique.....	4
1.2 Les politiciens canadiens et l'Arctique, entre intérêt et désintérêt politique et militaire face à l'Arctique.....	11
1.3 Un intérêt également cyclique chez les experts canadiens.....	14
1.4 Questionnement.....	17
1.5 Hypothèses.....	17
CHAPITRE II	
CADRE THÉORIQUE.....	19
2.1 L'École de Copenhague.....	19
2.1.1 La sécurisation.....	21
2.1.2 Concepts liés à la sécurisation.....	22

2.1.3	Un processus de sécurisation comprenant une double rhétorique.....	24
2.2	Méthodologie et opérationnalisation de notre cadre théorique.....	26

CHAPITRE III

LES DÉBUTS DE LA MISE EN PLACE DU PROCESSUS DE SÉCURISATION AUTOUR DE LA QUESTION ARCTIQUE AU CANADA DANS LES ANNÉES

2000.....		29
3.1	Construction d'une nouvelle rhétorique du «vrai» par les experts canadiens dès 1999.....	29
3.2	Un discours sécuritaire provenant d'acteurs institutionnels entendu par Ottawa.....	35
3.3	La sécurisation de l'Arctique dans le cadre plus large d'un discours Continentaliste.....	38
3.4	Constats.....	42

CHAPITRE IV

POURSUITE DU PROCESSUS DE SÉCURISATION SOUS UNE MENACE AMÉRICAINNE.....

		43
4.1	Relations entre le Canada et les États-Unis sur l'Arctique.....	43
4.1.1	Litige concernant la mer de Beaufort.....	44
4.1.2	Litige concernant le PNO.....	45
4.1.3	Entente sur un statu quo quant au PNO.....	48
4.2	La poursuite du processus de sécurisation sous le thème de la menace américaine : Construction d'un savoir du «vrai» par les acteurs institutionnels...	49
4.3	La poursuite du processus de sécurisation sous le thème de la menace américaine : Un appel entendu par la classe politique.....	52
4.3.1	L'importance du territoire et de l'identité arctique.....	53
4.3.2	Poursuite d'une sécurisation pour contrer le danger américain.....	55
4.4	Constats.....	57

CHAPITRE V

POURSUITE DU PROCESSUS DE SÉCURISATION SOUS UNE MENACE RUSSE.....

5.1	Relations canado-russes en Arctique.....	59
5.2	Drapeau russe.....	62
5.3	Naissance d'une menace et essor d'un discours sécuritaire.....	66
5.4	Crise géorgienne et montée de la menace russe dans la rhétorique gouvernementale.....	67
5.5	Intrusions aériennes russes et sécurisation par le biais d'une menace russe.....	69
5.5.1	Exagération des intrusions aériennes russes et l'intérêt canadien.....	72
5.6	Construction d'un discours du vrai par les experts canadiens sur la menace russe.....	73
5.7	Constats.....	76

CHAPITRE VI

POURSUITE DU PROCESSUS DE SÉCURISATION SOUS UNE MENACE

CHINOISE.....	78
6.1 Implications chinoises en Arctique.....	78
6.1.1 Recherches scientifiques et publications.....	79
6.1.2 Jeu de séduction diplomatique.....	80
6.2 Les intérêts de Pékin à l'endroit de l'Arctique.....	82
6.2.1 Un intérêt pour le PNO.....	83
6.2.2 Jouer dans la cour des grands.....	84
6.3 Sécurisation en Arctique grâce à la menace chinoise?.....	85
6.4 Explication de l'image négative de la Chine en Arctique et construction d'un discours du «vrai» par les experts.....	87
6.4.1 Un processus de sécurisation véhiculé par les experts non entendu pour des raisons électorales et économiques.....	93
6.5 Constats.....	96

CONCLUSION.....	97
-----------------	----

BIBLIOGRAPHIE.....	103
--------------------	-----

LISTE DES FIGURES

Figure		Page
1.1	Les sources potentielles d'hydrocarbure dans l'Arctique canadien.....	7
5.1	Territoires arctiques canadiens et russes.....	60
5.2	Trajet russe jusqu'au Pôle Nord.....	63
5.3	Les différentes zones maritimes	65

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
1.1 Distance entre quelques ports, en transitant par Panama, Suez, le PNE et le PNO.....	10

LISTES DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

CA	Conseil de l'Arctique
CLPC	Commission des limites du plateau continental
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
GTISA	Groupe de travail interministériel sur la sécurité de l'Arctique
EPIC	Énoncé de politique internationale
NORAD	North American Aerospace Defense Command
PNE	Passage du Nord-Est
PNO	Passage du Nord-Ouest

RÉSUMÉ

Avec ce travail de recherche, nous avons voulu analyser le processus de sécurisation mis en place autour de la question de l'Arctique entre les années 2005 et 2010. Didier Bigo mentionne qu'un processus de sécurisation établi par les membres de la classe politique est toujours précédé d'un autre processus, cette fois-ci créé par des acteurs institutionnels. Aussi, nous avons voulu vérifier si cette théorie s'appliquait à la sécurisation de l'Arctique par Ottawa durant la période étudiée.

Pour ce faire, nous avons divisé le processus mis en place par Ottawa en quatre pans, soit celui ayant débuté en 2005 grâce à la publication de *l'Énoncé de politique internationale du Canada* et ceux ayant successivement suivi basés sur des menaces américaines, russes et chinoises. Nous devons déterminer si tous ces pans correspondaient véritablement à des processus de sécurisation mis en place par le gouvernement et nous devons vérifier si chacun avait été précédé de la création d'un discours du «vrai» par les experts.

Nous avons formulé deux hypothèses. La première étant que chaque pan étudié était bel et bien un processus de sécurisation établi par le gouvernement canadien pour faire de l'Arctique une région exigeant des mesures exceptionnelles. Notre deuxième hypothèse était que tous ces pans de processus avaient été précédés d'une construction d'un discours du «vrai» par les experts canadiens. À la suite de l'analyse de ces quatre segments, nous avons réalisé qu'un processus de sécurisation n'est pas un mécanisme simple qui suit une logique préétablie. En effet, contrairement à ce que Bigo soutenait, un processus de sécurisation mis en place par un gouvernement n'est pas toujours précédé d'un processus mis en place lui-même par des experts. Trois cas de figure sont donc possibles. Une sécurisation peut se faire par des acteurs politiques sans que des acteurs institutionnels créent un savoir du vrai. Par ailleurs, un processus de sécurisation peut être entamé par des experts sans que le message soit entendu et ensuite véhiculé par le gouvernement. Enfin, il est possible d'avoir le cas de figure exprimé par Bigo, soit une sécurisation établie par des dirigeants politiques précédemment mis de l'avant par une certaine *intelligentsia*.

Mots clés : Arctique, sécurisation, gouvernement, Ottawa, experts, acteurs institutionnels, *intelligentsia*, menaces, États-Unis, Russie, Chine, Passage du Nord-Ouest.

INTRODUCTION

L'Arctique a longtemps fasciné par son éloignement et par son étendue. Malgré ces attraits, les politiciens canadiens n'y ont jamais porté un intérêt constant. Néanmoins, après avoir été mis de côté durant près de quinze ans, le sujet de l'Arctique a recommencé à intéresser la classe politique canadienne à partir de 2005. En effet, lors de cette même année, le gouvernement de Paul Martin publia l'*Énoncé de politique internationale du Canada* (EPIC), document présentant une réelle volonté d'Ottawa de prendre des mesures concrètes pour défendre une région arctique possiblement touchée à moyen et long terme par diverses menaces sécuritaires.¹

Les cinq années qui suivront, sous les mandats de Stephen Harper, ne feront que confirmer l'intérêt visible du gouvernement à s'occuper de la sécurité du Nord canadien. Plus précisément, cela s'exprimera sous le gouvernement de Harper par la multiplication de discours fermes et belliqueux concernant la défense de l'Arctique contre des menaces étatiques, principalement américaines, russes et chinoises.

Le comportement d'Ottawa face à la question sécuritaire arctique peut se traduire par l'adoption d'un processus de sécurisation, concept majeur de l'École de Copenhague. En effet, depuis 2005, les deux gouvernements qui se sont succédés à la tête du pays ont émis une multitude de discours et publications officielles cherchant à sécuriser la région, autrement dit, à faire passer la question sécuritaire de l'Arctique d'une situation normale à une situation exigeant des mesures et des politiques exceptionnelles.

¹ Huebert, R. (2005-2006, hiver). Un regain d'intérêt pour la sécurité de l'Arctique canadien?. *Revue militaire canadienne*. p. 25.

D'un autre côté, un grand nombre des éléments retrouvés dans ces actes de langage fut également émis par plusieurs membres de l'*intelligentsia* canadienne, et ce, bien avant qu'Ottawa ne les utilise à son niveau. Cette facette de la sécurisation de l'Arctique ayant été très peu étudiée, nous chercherons à analyser dans notre mémoire l'influence des acteurs institutionnels canadiens – soit les spécialistes des questions sécuritaires arctiques ou canadiennes provenant des milieux universitaires, militaires ou de la fonction publique du Canada – sur la rhétorique de sécurisation utilisée par Ottawa au sujet de l'Arctique. Ainsi, est-il possible de croire que le message véhiculé par certains experts ait été celui entendu et mis en pratique par le gouvernement canadien à partir de 2005? Les experts peuvent-ils avoir eu une telle influence sur la classe politique? Si oui, après la publication de l'EPIC, les experts spécialistes des questions sécuritaires arctiques ont-ils poussé Ottawa à adopter de nouveaux comportements, surtout sachant qu'Ottawa s'est opposé médiatiquement à plusieurs États sur la question de l'Arctique?

Didier Bigo mentionne qu'un processus de sécurisation complet débute toujours par une construction par les acteurs institutionnels œuvrant dans des domaines en lien avec la sécurité d'un savoir du «vrai» (ouvrages, articles scientifiques, études, recherches, statistiques, conférences, séminaires, etc.) qui est en lui-même un processus de sécurisation. Celui-ci est ensuite transmis aux membres de la classe politique qui le véhiculent par la suite à leur niveau. En nous basant sur cet élément, nous émettons deux hypothèses. Tout d'abord, nous croyons que les politiciens canadiens ont mis en place un processus de sécurisation autour de la question arctique de 2005, et ce, jusqu'au début de la décennie 2010, en utilisant divers dangers, dont des menaces étatiques, pour faire de la question sécuritaire arctique un enjeu qui demande des mesures exceptionnelles. Ensuite, nous croyons que toutes les menaces utilisées par Ottawa pour sécuriser l'Arctique sont d'abord apparues dans des publications d'experts canadiens qui ont créé sur ces sujets des discours du «vrai».

Pour vérifier notre hypothèse, nous avons entrepris d'étudier la rhétorique gouvernementale de 2005 à 2012 en la divisant en quatre parties, soit l'apparition du processus de sécurisation que nous évaluons à 2005 avec la publication de l'EPIC, l'utilisation d'une menace américaine pour sécuriser l'Arctique qui débutera également en 2005, l'apparition d'un processus de sécurisation basé sur une menace russe qui sera visible dès 2008, et enfin, l'emploi dès 2008-2009 d'une menace chinoise par Ottawa afin de poursuivre la sécurisation de l'Arctique. Pour chaque pan, nous avons voulu vérifier si la rhétorique utilisée par le gouvernement était bel et bien un processus de sécurisation et si ce dernier avait été précédemment véhiculé par des experts canadiens.

Aussi, en prenant en compte ces derniers éléments, notre mémoire comprendra en tout six chapitres. Le premier chapitre comprendra une mise en contexte des enjeux présents et futurs auxquels l'Arctique fait face. Par ailleurs, nous poserons également dans cette section les éléments historiques qui expliquent les différentes phases d'intérêt et de désintérêt d'Ottawa face à son territoire Arctique. Nous nous concentrerons également à analyser le contexte plus actuel qui explique le nouveau regain d'intérêt du gouvernement canadien sur la région. Enfin, c'est également dans ce chapitre que nous poserons notre questionnement et notre hypothèse.

Comme nous croyons que l'attitude du Canada face à l'Arctique depuis 2005 correspond à un processus de sécurisation, nous poserons dans notre second chapitre les bases de ce concept majeur de l'École de Copenhague ainsi que les concepts qui lui sont liés. Par ailleurs, nous expliquerons également la méthodologie que nous utiliserons afin de vérifier ou infirmer notre hypothèse.

Les quatre chapitres suivants auront tous les mêmes objectifs et suivront la même démarche. En effet, ces chapitres analyseront chacun des quatre pans du processus de sécurisation évoqués ci-haut, soit celui mis en place en 2005 avec la publication de l'EPIC et les processus de sécurisation ayant utilisé les menaces américaines, russes et chinoises. Pour chacun des pans, nous analyserons si la rhétorique gouvernementale est le

reflet d'un processus de sécurisation et si celui-ci a été précédé d'une création d'un discours du «vrai» par des acteurs institutionnels.

Ce mémoire prendra fin avec une conclusion qui reprendra les constats des quatre processus de sécurisation étudiés afin de voir si notre hypothèse est validée.

CHAPITRE I

NOUVEAUX ENJEUX EN ARCTIQUE, REGAIN D'INTÉRÊT POUR LA RÉGION ET PROBLÉMATIQUE

La présente section analysera tout d'abord les différents enjeux touchant présentement ou dans un avenir proche l'Arctique. Ce chapitre posera également les éléments contextuels et historiques qui expliquent l'apparition et la disparition de l'intérêt gouvernemental face aux questions sécuritaires arctiques. Il posera enfin le contexte du récent regain d'intérêt d'Ottawa et des commentateurs politiques face à la défense de l'Arctique, élément essentiel à la compréhension de l'attitude adoptée par Ottawa depuis 2005.

1.1 Les effets des changements climatiques sur l'Arctique

Les changements climatiques sont un fait reconnu par la grande majorité de la communauté scientifique et suscitent depuis quelques décennies une grande inquiétude à travers le monde. À l'échelle de la planète, ce phénomène environnemental s'est traduit, entre autres, par une hausse des températures moyennes, une élévation du niveau de la mer et un bouleversement ou une accentuation des climats spécifiques de certaines régions. Ainsi, le rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) de 2013 rapporte

que dans le dernier siècle, l'est de l'Amérique du Nord, le nord de l'Europe et le centre et nord de l'Asie ont connu une forte augmentation de leurs précipitations. Phénomène inverse au Sahel, en Méditerranée, en Afrique australe et dans une partie de l'Asie du Sud, qui eux connurent une progression d'épisodes de sécheresses.² Si certains effets de ces changements climatiques sont déjà perceptibles, les experts estiment qu'ils tendront à empirer très fortement dans les prochaines décennies. Les conséquences pourraient s'avérer dangereuses, autant pour les faunes des milieux terrestres et aquatiques, que pour le genre humain.

Par ailleurs, si les températures ont augmenté presque partout sur la planète, ce même rapport révèle que l'hémisphère nord a connu des hausses de températures plus élevées que dans le reste du monde. Certes, la région a connu tout au long des millénaires de nombreux événements de glaciation et de réchauffement, mais l'épisode des dernières décennies de redoux n'a pas de comparaison historique.³ La conséquence directe de ce phénomène se présente sous la forme de la fonte en Arctique des glaciers, des calottes glaciaires et des nappes glaciaires polaires, qui ont eu pour effet d'augmenter dangereusement le niveau des mers.⁴

Rapid sea ice loss is one of the most prominent indicators of Arctic climate change. There has been a trend of decreasing Northern Hemisphere sea ice extent since 1978, with the summer of 2012 being the lowest in recorded history. The 2012 minimum sea ice extent was 49% below the 1979 to 2000 average and 18% below the previous record from 2007. The amount of multi-year sea ice has been reduced, i.e., the sea ice has been thinning and thus the ice volume is reduced.⁵

² Cubasch, U., D. Wuebbles, D. Chen, M.C. Facchini, D. Frame, N. Mahowald, et J.-G. Winther. (2013). The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. *Climate change 2013*. p. 121. Récupéré de http://www.climatechange2013.org/images/report/WG1AR5_Chapter01_FINAL.pdf (Page consultée le 24 août 2015).

³ Borgerson, G. S. (2008). The economic and security implications of global warming. *Foreign affairs*. p. 65.

⁴ Cubasch, U., et al (2013), *op. cit.*

⁵ *Idem.*

Les conséquences de ces changements sont multiples pour la région arctique. Au plan écologique, ce bouleversement de températures a commencé à avoir un impact dramatique sur la faune. Des animaux comme les ours polaires, les phoques et de nombreux autres mammifères voient leur survie menacée par la graduelle disparition de leur habitat naturel. Si certains scientifiques s'inquiètent également de la pérennité de plusieurs végétaux et animaux marins arctiques, des plantes et des bancs de certaines catégories de poissons qui n'avaient encore jamais été détectés en Arctique sont désormais présents dans cette région. Exemple parfait de ce trouble climatique, le Groenland, qui a longtemps été un territoire arctique aride, a connu dans la dernière décennie une flambée de son développement agricole grâce à l'essor de nouvelles cultures comme le brocoli, le foin et les pommes de terre.⁶

Ironiquement, les changements climatiques dans cette région sont également la possible promesse d'un développement économique important. En effet, selon plusieurs pronostiques, la fonte accélérée de la calotte glaciaire pourra libérer le potentiel commercial de la région. Même si les chiffres sont encore au stade de l'estimation, on croit que le territoire abonde en ressources minérales et en hydrocarbures. L'intérêt de ces ressources est grand dans un monde où tous recherchent de nouvelles sources d'approvisionnement. Plus spécifiquement, l'Arctique recèlerait d'importantes réserves en pétrole, gaz, diamants, or, étain et platine (voir fig. 1.1).⁷

D'après une évaluation effectuée en 2008 par l'US Geological Survey, l'Arctique renferme environ 13 p. 100 du pétrole non découvert (90 milliards de barils de pétrole non découvert et techniquement extractible), 30 p. 100 du gaz naturel non découvert (1 670 billions de pieds cubes [47,3 billions de mètres cubes] de gaz naturel techniquement extractible) et 20 p. 100 des liquides du gaz naturel (44 milliards de barils de liquides du gaz

⁶ Borgerson, G. S. (2008). op. cit.. p. 67.

⁷ Parlement du Canada. [s.d.]. *L'Arctique et les hydrocarbures*. Récupéré de <http://www.parl.gc.ca/content/LOP/researchpublications/prb0807-f.htm> (Page consultée le 16 juillet 2015).

naturel techniquement extractible) qui existent dans le monde. Ces ressources au nord du cercle arctique représentent environ 22 p. 100 des ressources non découvertes et techniquement extractibles du monde.⁸

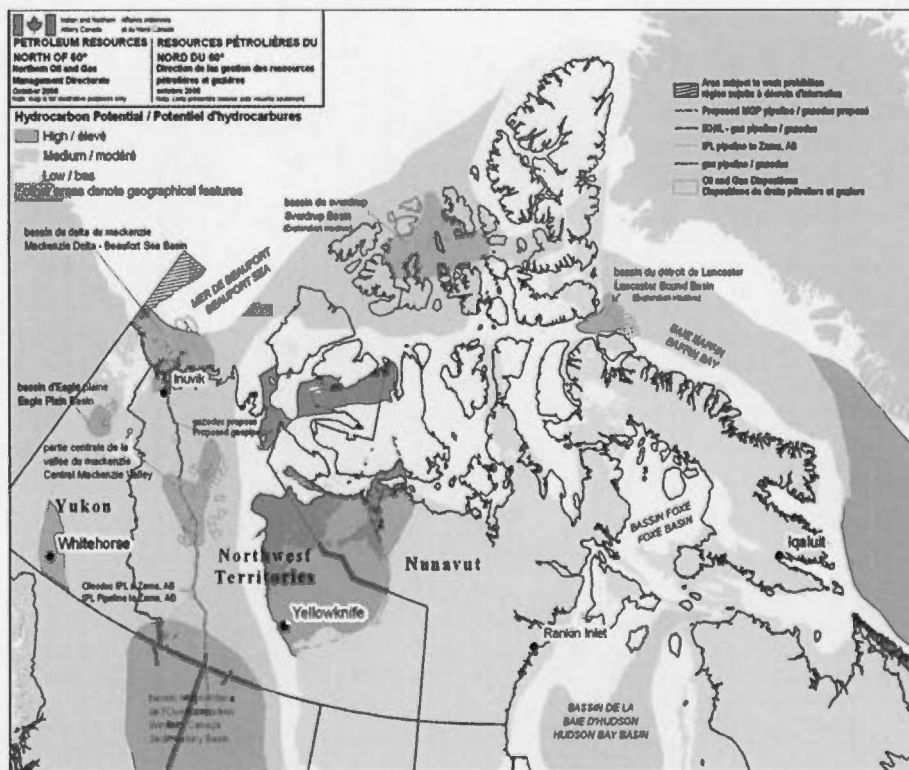


Figure 1.1 Les sources potentielles d'hydrocarbures dans l'Arctique Canadien (Source : Parlement du Canada. [s.d.]. *L'Arctique et les hydrocarbures*. Récupéré de <http://www.parl.gc.ca/content/LOP/researchpublications/prb0807-f.htm>) (Page consultée le 12 décembre 2014)

⁸ *Idem*

Les changements climatiques auraient également comme seconde conséquence positive l'apparition de nouvelles voies maritimes navigables qui serviraient à des fins commerciales. Deux réseaux de routes font l'objet de conjectures, soit celles du PNE (Passage du Nord-Est) et celles du PNO (Passage du Nord-Ouest). Dans le cas du PNE, aussi appelé la route maritime du nord, il permettrait de relier les océans Atlantique et Pacifique en longeant la côte nord de la Sibérie. Bordant principalement le territoire russe, ce passage a longtemps été utilisé à des fins militaires et géostratégiques par l'Union soviétique, avant d'être abandonné après son implosion. Les régions polaires russes ayant été durement touchées par les hausses de températures des dernières années, le PNE suscite à nouveau un vif intérêt en Russie. Les navires peuvent désormais le sillonner une grande partie de l'année. D'ailleurs, sous l'impulsion du président Vladimir Poutine, plusieurs ports bordant ce passage ont été construits ou modernisés afin de faciliter la navigation commerciale.⁹

À l'instar du PNE, le PNO a également longtemps fait rêver par son potentiel de navigabilité, promettant de relier les océans Atlantique et Pacifique par plusieurs chemins maritimes traversant les îles arctiques canadiennes. Cependant, contrairement à son pendant russe, les rigueurs hivernales de la région ont jusqu'à récemment empêché toute navigation commerciale, et ce, malgré les avancées technologiques. Le réchauffement climatique ayant atteint l'Arctique canadien et ayant fait fondre de grande quantité de glaces, cette nouvelle donne permet une ouverture totale des voies à l'été 2007. Loin d'être un événement isolé, le phénomène s'est reproduit à quelques reprises dans les années suivantes.

Ces deux passages attirent l'attention internationale, principalement en raison des bénéfices financiers qu'ils pourraient apporter. Si les changements climatiques devaient se maintenir en Arctique et que la fonte de la banquise devait persister, cela se traduirait forcément par une ouverture de ces voies navigables qui deviendraient

⁹ Lasserre, F. (2009). Vers une route maritime? Passages arctiques et trafic maritime international. *Diplomatie*. p. 41.

praticables durant une plus grande partie de l'année. Aussi, ces passages seraient intéressants par les hypothétiques économies de temps, de distance et au final de coût qu'ils apporteraient aux armateurs. En effet, ils permettraient à ces derniers de réduire de manière importante la distance de certains trajets (voir tab. 1.1).¹⁰

¹⁰ *Idem.*

Tableau 1.1 Distance entre quelques ports, en transitant par Panama, Suez, le PNE et le PNO

Origine-Destination	Panama	PNO	PNE	Suez et Malacca
Londres-Yokohama	23 300	14 080	13 841	21 200
Marseille-Yokohama	24 030	16 720	17 954	17 800
Marseille-Shanghai	26 038	19 160	19 718	16 460
Marseille- Singapour	29 484	21 600	23 672	12 420
Rotterdam-Singapour	28 994	19 900	19 641	15 950
Rotterdam-Shanghai	25 588	16 100	15 793	19 550
Rotterdam-Yokohama	23 470	13 950	13 360	21 170
Hambourg- Seattle	17 110	13 410	12 770	29 780
Rotterdam-Vancouver	16 350	14 330	13 200	28 400
Rotterdam- Los Angeles	14 490	15 120	15 552	29 750
Lisbonne- Los Angeles	14 165	14 940	16 150	27 225
Lisbonne-Singapour	25 341	19 740	20 070	13 191
Lisbonne- Yokohama	21 590	14 240	15 230	18 724
Gioia Tauro-Hongkong	25 934	20 230	20 950	14 093
Gioia Tauro-Singapour	29 460	21 700	23 180	11 430
Barcelone-Hongkong	24 044	18 950	20 090	14 693
New York- Shanghai	20 880	17 030	19 893	22 930
New York-Hongkong	21 260	18 140	20 985	21 570
New York-Singapour	23 580	19 540	23 121	19 320
Nouvelle Orléans-Singapour	22 410	21 950	25 770	
Maracaibo Terminal pétrolier - Hongkong	18 329	19 530	23 380	22 790

En vert: distance la plus courte. En jaune : moins de 15% de différence.

D'après F. Lasserre. (2009). Vers une route maritime? Passages arctiques et trafic maritime international. *Diplomatie*, p.5-6.

1.2 Les politiciens canadiens et l'Arctique, entre intérêt et désintérêt politique et militaire face à l'Arctique

Les politiciens canadiens ont toujours eu une relation complexe avec leur zone nordique. Région inhospitalière et isolée pendant une bonne partie de l'année, les différents gouvernements qu'Ottawa a vu défiler n'y ont porté que très peu d'intérêt politique, ne s'inquiétant qu'à de rares moments de sa sécurité. Pour Rob Huebert, cette situation trouve probablement son explication dans les conditions complexes de cette région.

La sécurité du Nord pose depuis toujours un problème aux décideurs et aux militaires canadiens. Compte tenu de la superficie du territoire, de la complexité des menaces et des conditions climatiques, il paraît presque impossible d'assurer la sécurité de cette région. On a souvent l'impression que les dirigeants politiques et les planificateurs de la défense ont choisi la politique de l'autruche. Lorsqu'ils ont pris des décisions, c'était généralement en réaction à des actes posés par l'un des voisins du Canada, comme les États-Unis ou l'ancienne Union soviétique. Même quand le gouvernement a décidé d'agir, il s'est souvent montré peu enclin à consacrer les ressources nécessaires à l'application de ses décisions.¹¹

Pour Huebert, il est possible d'identifier le début d'une certaine préoccupation pour la sécurité de l'Arctique en 1941, suite à l'attaque de la Marine nippone sur la base navale de Pearl Harbor. Ayant échoué dans leur tentative de couler les porte-avions américains, les Japonais tenteront un nouvel assaut à l'été 1942, en attaquant l'île américaine de Midway. Durant la même période, et afin d'ajouter une pression supplémentaire sur les Américains, l'armée nippone lancera également une attaque sur un archipel d'îles leur appartenant, les îles Aléoutiennes, situées dans le sud-ouest de l'Alaska. Si la marine japonaise fut défaite à Midway, elle fut néanmoins victorieuse sur l'archipel, l'occupant jusqu'à sa reprise par le Canada et les États-Unis en 1943. Durant les quelques mois de l'occupation des îles Aléoutiennes, Ottawa et

¹¹ Huebert, R. (2005-2006, hiver). Un regain d'intérêt pour la sécurité de l'Arctique canadien?. *Revue militaire canadienne*. p. 17.

Washington travaillèrent de pair afin d'éviter d'autres avancées de l'armée nippone. Cela se traduisit, entre autres, par la construction d'une voie de 2288 kilomètres qui relia Dawson Creek en Colombie-Britannique à Fairbanks en Alaska. Cette route devait ainsi permettre le transport de munitions et d'effectifs afin de bloquer toutes actions japonaises.¹²

L'auteur explique également que la fin de la guerre du Pacifique ne mit pas un terme aux volontés du Canada de sécuriser l'Arctique, puisqu'une nouvelle menace fit son apparition, soit l'Union soviétique. Ainsi, durant la Guerre froide, on craignait que ce nouvel ennemi qui possédait désormais des armes nucléaires, des bombardiers à long rayon d'action et des missiles balistiques utilise le territoire arctique pour attaquer des villes nord-américaines. Aussi, pour contrer toutes possibles actions de l'Union soviétique sur le continent américain, le pays a, une nouvelle fois, travaillé conjointement avec son voisin étatsunien.¹³ Pour ce faire, les différents gouvernements qui se sont succédé à Ottawa ont dû permettre l'injection d'importants fonds dans les budgets militaires et ont conclu avec Washington plusieurs ententes en matière de surveillance et de protection de l'espace aérien nord-américain. Concrètement, on assistera à la mise sur pied du Commandement de la défense aérienne de l'Amérique du Nord, qui deviendra le NORAD (North American Aerospace Defense Command).¹⁴

Dans les années 1990, on assista à une diminution de l'intérêt politique des décideurs canadiens pour cette région. Deux causes, l'une interne et l'autre externe, expliquent cette situation. L'un des premiers facteurs se rapporte à l'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev à la tête de l'Union soviétique qui permit de mettre fin à la guerre froide par le biais de politiques d'ouvertures vers l'Occident. Cet épisode s'accompagna de nombreuses initiatives de coopération proposées par le président, et ce, afin de gérer

¹² *Ibid.*, p. 18.

¹³ *Idem.*

¹⁴ *Ibid.*, p. 19.

de manière commune la région arctique. Quatre secteurs civils furent ciblés, soit la planification énergétique, la protection de l'environnement, la coopération scientifique et le transport maritime. L'objectif avoué de cette démarche était d'assurer la sécurité régionale, tout en séparant les affaires civiles et militaires. Les résultats d'une telle entreprise furent perceptibles rapidement chez tous les États circumpolaires, puisqu'elle déclencha une démilitarisation de l'Arctique.¹⁵

Par ailleurs, durant la même période et dans la décennie qui suivra, le Canada connut un déficit galopant qui l'amena à vouloir redresser ses finances publiques. Aussi, pour rétablir la situation, les dirigeants politiques de l'époque établirent des restrictions budgétaires qui se sont soldées par l'abandon de plusieurs politiques jugées moins importantes. Pour le territoire arctique, cela s'est traduit par une élimination des déploiements navals et par une réduction de la présence de l'Armée de terre et de la Force aérienne dans la région. Enfin, pour garder tout de même un œil sur l'endroit et répondant à la volonté de l'ex-URSS de mettre sur pied une initiative commune de gestion de l'Arctique, le Canada, sous la gouverne de Jean Chrétien, s'est reposée sur la diplomatie et le multilatéralisme, en participant à la création du Conseil de l'Arctique (CA).¹⁶ Réunissant les huit États circumpolaires (Canada, Danemark, États-Unis, Finlande, Islande, Norvège, Russie et Suède), six organisations internationales de peuples autochtones (*Aleut International Association*, *Arctic Athabaskan Council*, *Conseil circumpolaire inuit*, *Gwich'in Council International*, *l'Association russe des populations autochtones du Nord* et *Saami Council*), le CA comprend également comme membres, six États non arctiques,

¹⁵ Burgarelli, P. P. (2013, 30 juillet). Le dilemme de l'Arctique : sécurisation ou coopération?. *The Prince Arthur Herald*. Récupéré de <http://princearthurherald.com/fr/international/le-dilemme-de-larctique-securisation-ou-cooperation> (Page consultée le 11 juin 2015).

¹⁶ Roussel, S. et F. Perreault. (2008). Le retour du Canada dans l'Arctique ou le parfait alignement des logiques stratégiques, politiques et idéologiques. *L'état du Québec 2009*. p. 575.

plusieurs organisations intergouvernementales et de nombreuses ONG qui ont un statut d'observateur.¹⁷

1.3 Un intérêt également cyclique chez les experts canadiens

Le phénomène d'intérêt et de désintérêt de la question arctique semble également avoir été la norme chez les commentateurs politiques canadiens. En effet, en étudiant la base de données du *Canadien Foreign Relations Index* qui liste tous les travaux scientifiques de politique étrangère canadienne depuis 1945, Jérémie Cornut a conclu que le sujet des études sur l'Arctique avait connu quatre âges d'or, soit : « entre 1956 et 1960, entre 1969 et 1977, entre 1983 et 1991, et depuis 2006. »¹⁸ Pour l'auteur, une multitude de facteurs peuvent expliquer le regain d'intérêt des commentateurs politiques pour les questions arctiques. Parmi ceux-ci, on retrouve la conjoncture politique immédiate, l'instrumentalisation politique de la question arctique par le gouvernement fédéral canadien, le contexte politique internationale, les avancées technologiques, les changements climatiques et les questions concernant les peuples autochtones.¹⁹ Cornut conclut que si ces logiques peuvent se recouper et s'entrecroiser, le regain d'intérêt pour la question arctique par les experts canadiens ne peut s'expliquer par une logique simple et qu'il est « impossible de prévoir quand l'Arctique va apparaître ou disparaître de l'agenda de la recherche scientifique ». ²⁰

S'il y a effectivement eu une flambée d'études sur l'Arctique depuis 2006, Huebert mentionne néanmoins que dès la fin de la décennie 1990, les experts canadiens se sont remis à s'intéresser aux questions entourant ce territoire. Ce nouvel intérêt

¹⁷ Affaires étrangères, Commerce et Développement du Canada. [s.d.]. *Le Conseil de l'Arctique*. Récupéré de <http://www.international.gc.ca/arctic-arctique/council-conseil.aspx?lang=fra> (Page consultée le 7 avril 2015).

¹⁸ Cornut, J. (2000). L'Arctique dans une perspective historique : retour sur quatre âges d'or. *International Journal*, Vol 65, no 4. 2010. p.944.

¹⁹ *Ibid.* p. 946-947.

²⁰ *Ibid.* p. 947.

s'explique principalement par l'apparition dans les débats politiques et médiatiques de la problématique concernant les changements climatiques. Possédant un immense territoire situé en zone arctique, une région des plus aptes à connaître les conséquences de ce phénomène environnemental, un certain intérêt s'est développé chez l'*intelligentsia* canadienne.²¹ Ainsi, plusieurs craignaient que la fonte des glaces libère de manière définitive le PNO, devenant un raccourci tentant pour les navires étrangers. Par ailleurs, Ottawa ayant depuis longtemps cessé de fournir les ressources nécessaires pour surveiller et défendre cette région, l'ouverture des eaux arctiques pouvait selon les experts devenir un problème sécuritaire pour le Canada. De plus, l'arrivée de nouveaux pays émergents, avec un besoin un grand besoin ressources énergétiques, pouvait pousser les grandes puissances à chercher de nouvelles sources d'approvisionnements. L'Arctique, avec la possibilité de fonte d'une grande partie de son territoire, permettait de penser qu'elle serait une de ces sources. Enfin, l'Arctique canadien est depuis des décennies l'objet de nombreux contentieux que le Canada partage avec plusieurs autres États circumpolaires. Si jusqu'à aujourd'hui, aucun de ces litiges n'a dégénéré en conflit sérieux, l'arrivée des changements climatiques leur attribuait une certaine urgence.²² Aussi, conscients de la situation, de petits groupes d'universitaires et de fonctionnaires de plusieurs ministères travaillèrent collectivement afin de remettre les questions relatives à l'Arctique au sommet des priorités des politiques canadiennes. Pour ce faire, de nombreuses études exposant les différents enjeux au sujet de ce territoire furent publiées. Plusieurs d'entre elles sommèrent les autorités en place d'agir en assurant, entre autres, une présence plus accrue des forces canadiennes dans cette région.²³

²¹ Roussel, S. et François Perreault. (2008). Le retour du Canada dans l'Arctique ou le parfait alignement des logiques stratégiques, politiques et idéologiques. *L'état du Québec 2009*, p. 574.

²² *Idem*.

²³ Huebert, R. (2005-2006, hiver). Un regain d'intérêt pour la sécurité de l'Arctique canadien?. *Revue militaire canadienne*, p. 22.

Le message semblera être entendu à partir de 2005. En effet, les gouvernements qui se succéderont dès lors à Ottawa, sous les mandats des premiers ministres Martin et Harper, sembleront attacher beaucoup d'importance à la région et reprendront à leur niveau les craintes précédemment fomentées par les experts. En effet, ils afficheront dans leurs discours un désir de remettre l'Arctique au sommet des priorités politiques canadiennes, mais également de faire de ce territoire un enjeu sécuritaire de premier ordre, le premier ministre Harper n'hésitant pas à utiliser des phrases-chocs comme : «Use it or loose it!». ²⁴ Ainsi, dans les publications et discours gouvernementaux, il sera dès lors la norme de décrire la région arctique comme un territoire courant un grand danger, mentionnant par la suite qu'il était du devoir du Canada de défendre cette région.

Cette aura de menace éminente véhiculée par le gouvernement canadien sera expliquée par François Perreault comme la mise en place d'un processus de sécurisation autour de la question de l'Arctique par Ottawa. Concept majeur de l'École de Copenhague, la sécurisation est en fait un processus mis en place par un individu ou un groupe qui établit une menace existentielle à l'endroit d'un sujet afin de persuader un auditoire de l'importance d'agir. Aussi, selon Perreault, depuis la moitié des années 2000, les hommes politiques canadiens par le biais de discours et de publications ont instauré un sentiment de danger autour de certains enjeux politiques, identitaires, environnementaux et économiques touchant à l'Arctique, afin de faire de ces derniers des enjeux qui exigent désormais des politiques urgentes et exceptionnelles. ²⁵

Par ailleurs, Whitney Lackenbauer et James Manicom mentionnent que, dans les dix dernières années, l'apparente attitude belliqueuse du gouvernement de Harper au sujet de l'Arctique a à de nombreuses reprises faite écho aux écrits de certains

²⁴ Roussel, S. et François Perreault. (2008). Le retour du Canada dans l'Arctique ou le parfait alignement des logiques stratégiques, politiques et idéologiques. *L'état du Québec 2009*. p. 575-576.

²⁵ *Ibid.* p.24.

commentateurs politiques invoquant des rivaux étatiques qui cherchaient à «attaquer» la souveraineté du Canada en Arctique.²⁶ Les deux auteurs font ainsi état de plusieurs pays ayant été considérés comme des menaces par une certaine partie de l'*intelligentsia* canadienne, citant ainsi les exemples des États-Unis, de la Russie et de la Chine.²⁷

1.4 Questionnement

En nous basant sur ce qui a déjà été écrit par d'autres auteurs, nous nous rendons compte que l'étude de la sécurisation de l'Arctique depuis 2005 n'a été étudiée que dans une perspective gouvernementale, le message des experts canadiens n'ayant pas été véhiculé comme un processus de sécurisation à part entière.

Par ailleurs, nous avons établi plus haut que le Canada par le biais de discours fermes et belliqueux, et les experts par le biais de leurs articles, ont à partir de 2005 perçu certains États comme des menaces à l'encontre de la souveraineté canadienne en Arctique.

Pouvons-nous considérer ces actes de langage comme faisant partie d'un processus de sécurisation et si c'est le cas, le processus établi par les acteurs institutionnels a-t-il précédé celui mis en place par le gouvernement ?

1.5 Hypothèses

Nous avons deux hypothèses. En effet, nous croyons que le gouvernement fédéral a bel et bien utilisé des menaces américaines, russes et chinoises pour poursuivre le

²⁶ Manicom, J. et P. Whitney Lackenbauer. (2013). East asian states, the arctic council and international relations in the Arctic. *CIGI Policy Brief*. p. 2.

²⁷ *Idem*.

processus de sécurisation qu'il a mis en place à partir de 2005. Par ailleurs, nous pensons que les experts canadiens spécialistes des questions sécuritaires arctiques avaient précédemment entamé un processus de sécurisation enjoignant le gouvernement canadien de considérer ces pays comme des menaces pour Arctique.

CHAPITRE II

CADRE THÉORIQUE

Comme nous croyons que les discours mis de l'avant par certains experts à partir de 1999 et à partir de 2005 par le gouvernement canadien sont des messages destinés à faire passer la question arctique d'une situation normale à une situation exigeant des mesures exceptionnelles, nous utiliserons la théorie de la sécurisation pour vérifier notre hypothèse.

2.1 L'École de Copenhague

On consent généralement à situer la naissance des études de sécurité aux années ayant suivi la Deuxième Guerre mondiale et à en attribuer ses racines aux études stratégiques, «champ d'études qui se concentre sur l'utilisation, ou la menace de l'utilisation, de la violence ou des instruments de violence, par des unités politiques dans la poursuite de la défense de leurs intérêts contre d'autres unités politiques».²⁸ De plus, durant près de 40 ans, ce champ a été lié aux concepts des approches réaliste et néo-réaliste. En effet, le concept d'État-nation était primordial et ce fut autour de lui que la sécurité s'articulait. Ainsi, l'essentiel des études de sécurité reposait sur les capacités des États à assurer leur sécurité nationale contre une menace militaire extérieure. Néanmoins dans les années 1980, des critiques se firent entendre contre

²⁸ Macleod, A. et D. O'Meara, (2007). *Théories des relations internationales: Contestations et résistances*. (Montréal : Athéna). p. 352.

cette conception étriquée et plusieurs propositions furent faites pour mettre de l'avant une nouvelle conception de la sécurité.²⁹

L'École de Copenhague est née en grande partie de cette contestation. En effet, cette dernière proposait de troquer l'approche instrumentale que l'on retrouvait dans les études classiques de la sécurité pour une approche plutôt réflexive. Ce qu'on entendait par là est qu'on ne devait plus percevoir la sécurité comme un fait donné relié à des menaces, mais qu'on devait plutôt la désessentialiser, « c'est-à-dire lui donner un contenu spécifique plus large et plus complexe, communicable par le langage. »³⁰ Ainsi, les auteurs de cette école soutenaient qu'une menace était toujours une construction effectuée par un ou plusieurs acteurs qui utilisent le langage de la sécurité dans le but de convaincre un auditoire, généralement une population, du besoin de recourir à des mesures extraordinaires.³¹

Une autre des révolutions de l'École de Copenhague est sa remise en question de la primauté de la menace militaire dans le champ des études de sécurité. En effet, cette école sectorise les enjeux de sécurité dans cinq grandes catégories. Aussi, mise à part la sécurité militaire, il y aurait la sécurité politique qui concernerait la stabilité institutionnelle d'un État et son régime politique.³² Ensuite, il y aurait la sécurité économique qui concernerait la stabilité et prospérité financière et économique d'un État.³³ Dans le même ordre d'idées, la sécurité environnementale se voudrait la

²⁹ Buzan, B. (1997). *Rethinking Security after the Cold War. Cooperation and Conflict*. p. 6-7.

³⁰ Ceyhan, A. (1998). *Analyser la sécurité: Dillon, Waever, Williams et les autres. Cultures & Conflits*. p. 4.

³¹ Buzan, B., Waever, O. et Jaap de Wilde. (1998). *Security: A New Framework for Analysis*. (London : Rienner). p. 35.

³² Buzan, B. (1991). *People, States and Fear: An Agenda for International Security Studies in the Post-Cold War Era*. (London : Rienner). p. 118.

³³ *Ibid.*, 123-124.

protection d'habitats naturels ou d'espèces naturelles.³⁴ Enfin, la sécurité sociale toucherait l'identité, la culture et la langue d'une population.³⁵

2.1.1 La sécurisation

C'est donc par le biais de ces tentatives de reconceptualisation de la sécurité et des menaces qui y sont liées que l'École de Copenhague développera l'un de ses plus grands apports aux études de sécurité, soit le concept de sécurisation. Ainsi dans *Security: A New Framework for Analysis*, l'œuvre majeure de l'école de Copenhague, qui se veut une collaboration entre Barry Buzan avec Ole Waever et Jaap de Wilde, les auteurs expliquent la sécurisation en mentionnant que si la sécurité « is the move that takes politics beyond the established rules of the game and frames the issue either as a special kind of politics or as above politics »³⁶, alors la sécurisation est l'extrême version de ce processus politique. De manière plus précise, la sécurisation est en fait un processus mis en place par un individu ou un groupe, généralement des dirigeants politiques, qui évoquent une menace existentielle à l'endroit d'un objet de référence, concept que nous expliquerons plus loin, afin de persuader un auditoire de l'importance d'agir. Ainsi, ne pouvant utiliser des politiques dites « normales » pour faire face à ladite situation, ces individus utilisent donc la sécurisation.³⁷ Les auteurs ajoutent également que l'un des principaux buts des études de sécurisation est de comprendre comment et pourquoi elle est mise en place.

Based on a clear idea of the nature of security, securitization studies aims to gain an increasingly precise understanding of who securitizes, on what issues (threats), for whom (referent objects), why, with what results, and,

³⁴ *Ibid.*, 131.

³⁵ *Ibid.*, 122.

³⁶ Buzan, B., Waever, O. et Jaap de Wilde. (1998). *Security: A New Framework for Analysis*. (London : Rienner). p. 23.

³⁷ *Ibid.*, 23-24.

not least, under what conditions (i.e., what explains when securitization is successful).³⁸

2.1.2 Concepts liés à la sécurisation

L'analyse de plusieurs concepts liés à la sécurisation est essentielle pour la compréhension de ce processus. Dans un premier cas, il y a l'acte de langage, *speech act*, «où le simple fait d'affirmer que quelque chose est un enjeu de sécurité fait en sorte que celui-ci le devient»³⁹. Ainsi, par le biais de discours, d'annonces et de publications officielles, un ou des acteurs tentent de convaincre un auditoire qu'une menace existentielle plane sur un objet et qu'il faut donc le sécuriser. Néanmoins, les auteurs précisent qu'un discours politique présentant une menace sécuritaire n'est pas suffisant pour qu'il soit question de sécurisation. En effet, pour que soit le cas, il faut que l'acte de langage fonctionne et que la société civile accepte que l'enjeu en question ne soit plus du domaine de la politique normale.⁴⁰ Aussi,

[...] pour que les représentations de la réalité exprimées par les élites gouvernantes soient socialement légitimes, elles doivent être conçues en fonction des compréhensions dominantes de la société au sein de laquelle elles sont produites (l'imaginaire collectif), faute de quoi elles seront marginalisées, voire ignorées.⁴¹

On saura qu'un discours de la sécurisation fonctionne seulement s'il est accepté par une grande majorité de la population.⁴² Ainsi, puisque l'étude de la sécurisation

³⁸ *Ibid.*, 32.

³⁹ Macleod, A. et D. O'Meara, D. (2007). *Théories des relations internationales: Contestations et résistances*. (Montréal : Athéna). p. 365.

⁴⁰ Buzan, B., Waever, O. et Jaap de Wilde. (1998). *Security: A New Framework for Analysis*. (London : Rienner). p. 27.

⁴¹ Massie, J. et Stéphane Roussel. (2009). Au service de l'unité : le rôle des mythes en politique étrangère canadienne. *La politique étrangère du Canada*. p. 72.

⁴² *Idem.*

considère la façon dont la population accepte ou refuse le «speech act», c'est donc à dire que le processus concerne plutôt les démocraties occidentales.⁴³

Le second concept associé à celui de sécurisation est l'identité de l'acteur. Celui-ci est la personne ou le groupe de personnes qui utilisent l'acte de langage pour annoncer qu'un objet de référence est existentiellement menacé et qu'il faut absolument réagir par des moyens extraordinaires. Ces acteurs sont normalement des représentants influents de la société, généralement des dirigeants politiques, des hauts fonctionnaires, des groupes d'intérêts ou encore des experts.⁴⁴ Enfin, pour être un acteur de la sécurisation, il ne faut pas seulement prononcer l'acte de langage, il faut également retirer un intérêt de la sécurisation⁴⁵

Le dernier concept lié à la sécurisation est l'objet de référence, autour duquel on a émis une menace urgente à laquelle il faut réagir. Traditionnellement, dans les études de sécurité, cet objet référent était soit l'État ou la nation; et leur survie se faisait sur les plans de la souveraineté pour le premier et de l'identité pour le second. Les tenants de l'École de Copenhague expliquent néanmoins qu'avec leur analyse comprenant un plus large spectre de secteurs sécuritaires, les objets référents peuvent être infinis. « In principle, securitizing actors can attempt to construct anything as a referent object »⁴⁶. Par ailleurs, comme mentionné plus haut, l'objet de référence peut renvoyer aux cinq secteurs sécuritaires, soit militaire, politique, sociale, économique et environnemental, et chaque cas de sécurisation peut désigner plusieurs objets de référence à la fois.⁴⁷

Enfin, pour les auteurs, la multiplication des procédures de sécurisation n'est pas souhaitable. En effet, allant à l'encontre de l'idée « the more security the better », ils

⁴³ Emmers. R. (2007). Securitization. Dans A. Collins(Ed), *Contemporary Security Studies*. p. 116.

⁴⁴ Buzan, B., Waever, O. et Jaap de Wilde. (1998). *Security: A New Framework for Analysis*. (London : Rienner). p. 31.

⁴⁵ *Ibid.*, 40.

⁴⁶ *Ibid.*, 36.

⁴⁷ *Ibid.*, 36.

soutiennent que la sécurité nationale ne devrait pas constituer un enjeu trop important pour les gouvernements, au risque d'avoir un impact négatif sur la démocratie, en leur donnant trop de pouvoir. Les politiques étatiques normales devraient être suffisantes pour assurer la sécurité régulière d'un État. Aussi, lorsqu'une procédure de sécurisation est mise en place, les gouvernements devraient chercher le plus vite possible à sortir de cette situation, et ce, par le biais de la désécurisation. Dans la même logique, ce dernier concept consiste principalement à trouver les moyens et les outils qui serviront à déconstruire l'acte de sécurisation en place. Pour désécuriser un problème de sécurité, il faut donc le sortir de sa sphère d'urgence et d'exception afin de le ramener sur l'agenda des politiques régulières.⁴⁸ Plusieurs moyens existent pour arriver à cette fin.

Premièrement, les acteurs politiques peuvent l'engendrer en évitant tout simplement de caractériser certains enjeux en termes de sécurité. Deuxièmement, ils peuvent accepter qu'un enjeu soit une question de sécurité tout en essayant de le gérer pour ne pas déclencher un dilemme de sécurité ou autres effets non. Troisièmement, les acteurs peuvent aussi poser un geste intentionnel pour ramener les enjeux de sécurité dans la sphère des politiques normales.⁴⁹

2.1.3 Un processus de sécurisation comprenant une double rhétorique

Même si Didier Bigo trouve intéressant ce concept de sécurisation, puisque ce dernier s'applique à interroger les règles d'énonciation des discours sécuritaires, l'auteur voit néanmoins certaines faiblesses dans l'approche des tenants de l'École de Copenhague. Il leur reproche de considérer que des acteurs politiques, par leurs

⁴⁸ *Ibid.*, 29.

⁴⁹ Atland, K. et B. Buzan, cité dans Perreault, F. (2010). *Les enjeux de sécurité dans l'Arctique contemporain – Les cas du Canada et de la Norvège*. (Mémoire de maîtrise). Université de Montréal. p. 30. Récupéré de Papyrus, l'Archive de publications électroniques de l'Université de Montréal https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/4134/Perreault_Fran%C3%A7ois_2010_these.pdf;jsessionid=B63F4C3E87602E69068DB52B2054B8C2?sequence=2 (Page consultée le 11 juin 2015).

simples discours, peuvent construire une menace autour d'un objet référent. Pour Bigo, la sécurisation n'est pas un processus aussi linéaire et un «énoncé sécuritaire, même articulé au sein d'un discours spécifique, n'a pas de force illocutoire en soi».⁵⁰ Par ailleurs, selon l'auteur, l'important dans l'étude d'un processus de sécurisation n'est pas tant le discours de sécurisation en lui-même, mais plutôt le travail établi précédemment par divers acteurs institutionnels œuvrant dans des domaines en lien avec la sécurité. Ainsi, la sécurisation reposerait plutôt sur la capacité de ces acteurs « à produire un «savoir-pouvoir» congruent aux lectures du monde, d'où l'importance de la convergence sur une figure de peurs provenant de secteurs différents [...] »⁵¹ En termes concrets, un objet référent deviendrait menacé, car des acteurs institutionnels, du champ des professionnels de la sécurité (fonctionnaires, universitaires, militaires, policiers, etc.) auraient travaillé à produire un discours ou un savoir «vrai» (ouvrages, articles scientifiques, études, recherches, statistiques, etc.), et ce, afin de convaincre les hautes têtes du pouvoir d'agir sur une situation jugée comme menaçante(ouvrages, articles scientifiques, études, recherches, statistiques, conférences, séminaires, interviews aux médias, etc.). Par la suite, ceux-ci reproduiraient à leur tour le processus de sécurisation pour convaincre la population d'agir sur une question donnée. En transposant les concepts de savoir du «vrai» et acteurs institutionnels de la sécurité sur le problème de l'immigration en Europe, Bigo mentionne que :

[...] si l'immigrant tend à devenir l'adversaire commun, ce n'est pas parce qu'il est désigné globalement par tous [...] comme cet adversaire, mais plutôt parce que convergent sur lui des insécurisations différentes : policière avec le crime, le terrorisme, la drogue; militaire avec la subversion, les zones grises, la cinquième colonne; économique avec la crise, le chômage; démographique avec la natalité et la peur du mélange, du métissage [...] ⁵²

⁵⁰ Bigo, D. (2005) Gérer les transhumances : «La surveillance à distance dans le champ transnational de la sécurité». Dans *Penser Foucault : Théorie critique et pratiques politiques*. p. 131.

⁵¹ *Idem*.

⁵² *Ibid.*, p. 144-145.

2.2 Méthodologie et opérationnalisation de notre cadre théorique

Comme mentionné dans notre hypothèse, nous croyons que des experts ont entamé plusieurs processus de sécurisation qui ont ensuite été entendus et utilisés par Ottawa. Aussi, nous pouvons conclure qu'il y a eu deux degrés de sécurisation, un au niveau des acteurs institutionnels et un autre au niveau des acteurs politiques. Nous avons également émis la possibilité que les experts et le gouvernement canadien aient après le début de la sécurisation en 2005 par Ottawa de l'Arctique, poursuivi le processus en utilisant alternativement trois menaces étatiques, soit la menace américaine, la menace russe et la menace chinoise. Nous nous retrouvons donc avec une possibilité d'analyse de quatre rhétoriques de sécurisation évaluée sur deux niveaux, pour un total de huit. Pour chacune de ces dernières, nous devons démontrer que des acteurs ont diffusé un acte de langage sur l'Arctique visant à faire de la région une question urgente, qui exige des dispositions spécifiques hors du domaine des politiques normales.

Pour faire l'étude du processus de sécurisation mené par le gouvernement canadien, nous retiendrons l'acte de langage des dirigeants politiques qui ont le plus de poids pour parler de la sécurité de l'Arctique et des relations du Canada avec les autres États, soit le premier ministre, le ministre des Affaires étrangères et le ministre de la Défense. Pour saisir la manière dont ces derniers ont instauré la sécurisation autour de cette région, nous analyserons leurs discours, leurs annonces, leurs communiqués et les textes officiels gouvernementaux qui ont trait à la sécurité de l'Arctique et qui ont été émis lors de la période ciblée. Une grande majorité de cet acte de langage se trouvera dans les sources officielles gouvernementales qui contiennent un grand nombre de déclarations officielles du gouvernement à l'égard de l'Arctique, comme les sites du premier ministre (<http://www.pm.gc.ca/fra/Gouvernement>), du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce du Canada (international.gc.ca), de la Défense nationale et des Forces armées canadiennes (<http://www.forces.gc.ca/>) et du

Canada' s Northern Strategy (<http://www.northernstrategy.gc.ca/index-eng.asp>). En lien avec chaque pan de processus qui correspond à une période donnée, nous chercherons à extraire les textes qui font de la région, un lieu menacé exigeant une intervention ferme du gouvernement.

Concernant le début du processus de sécurisation qui selon nous a débuté avec la publication de l'EPIC de 2005, nous étudierons le document afin d'en extraire les passages exposants l'Arctique comme une région menacée. Si nous trouvons effectivement des extraits sur ce sujet, ainsi que des extraits démontrant qu'Ottawa considère qu'il doit agir de manière urgente pour faire face à la situation, nous pourrions conclure avoir affaire à un processus de sécurisation.

Pour les périodes où nous croyons que le gouvernement canadien a utilisé des menaces étatiques pour sécuriser l'Arctique, nous chercherons à faire un lien entre certains événements médiatiques concernant ces États et l'Arctique, et l'acte de langage utilisé par des membres de la classe politique canadienne pour poursuivre la sécurisation de l'Arctique. Ainsi, nous chercherons dans des articles de journaux et dans les textes scientifiques, les événements au sujet de l'Arctique et de ces États qui ont semblé faire réagir le gouvernement canadien. Ensuite, nous étudierons la manière dont les dirigeants politiques ont utilisé ses situations pour décrire les États comme des menaces pour un enjeu arctique. Si lors de ces mêmes actes de langage, les membres du gouvernement suggèrent que le Canada devait intervenir afin de protéger la région nordique contre ces menaces, alors nous pourrions établir qu'il y a véritablement un processus de sécurisation en cours.

Dans un deuxième temps, pour voir si ce processus a été précédé d'une construction d'un discours du «vrai» par l'*intelligentsia* canadienne, nous analyserons l'acte de langage d'acteurs ou groupe d'acteurs institutionnels canadiens reconnus pour leur expertise sur les questions de sécurité en arctique, sur les questions de défenses ou militaires ou encore qui sont spécialistes des États-Unis, de la Russie ou de la Chine.

Par « acteurs institutionnels », nous entendons par là des membres du corps universitaire, d'importants fonctionnaires et des hauts gradés militaires, tous spécialistes de près ou de loin des enjeux sécuritaires canadiens ou plus spécifiquement de la sécurité arctique. En plus de choisir ces experts en fonction de leur poste et de leur expertise, nous nous concentrerons sur ceux dont le poids médiatique est le plus important. Ainsi, nous étudierons leurs études, recherches et articles afin de trouver des éléments qui démontrent qu'ils ont essayé de pousser le gouvernement à faire de l'Arctique une question qui exige des mesures urgentes. Nous analyserons également leurs interventions médiatiques. En effet, il est possible de croire que leur acte de langage ait été construit à travers des interviews qu'ils ont données à différents médias. Pour que l'acte de langage de ces experts soit retenu, il faut que celui-ci ait été émis avant le processus de sécurisation mis en place par les acteurs politiques.

Certes le concept de la sécurisation comprend plusieurs facettes qui ne semblent pas être traitées ni dans notre méthodologie ni dans notre mémoire, comme l'intérêt que retirent les acteurs de la sécurisation ou l'acceptation de l'acte de langage par la population. Si ces éléments sont importants dans l'étude du processus de sécurisation, ils sont secondaires dans le cadre de notre travail, car nous n'avons pas pour objectif de voir savoir si les processus ont fonctionné, mais plutôt de voir l'influence des acteurs institutionnels sur les acteurs politiques.

CHAPITRE III

LES DÉBUTS DE LA MISE EN PLACE DU PROCESSUS DE SÉCURISATION AUTOUR DE LA QUESTION ARCTIQUE AU CANADA DANS LES ANNÉES 2000

Dans ce chapitre, il sera question de l'apparition du processus de sécurisation reposant sur l'Arctique mis en place dès 2005 par Ottawa. En effet, nous tenterons d'établir comment et pourquoi la région est devenue un sujet politique demandant des mesures extraordinaires du gouvernement canadien.

3.1 Construction d'une nouvelle rhétorique du «vrai» par les experts canadiens dès 1999

Un processus de sécurisation ne commencerait pas au moment où un représentant de l'État émet un acte de langage destiné à sécuriser un objet référent; il débiterait plutôt au moment où des acteurs institutionnels tenteraient de construire, ce que nomme Bigo, un discours du «vrai»; ce dernier étant lui-même un processus de sécurisation. Cet acte de langage serait mis de l'avant par le biais d'études, de recherches et d'articles destinés à convaincre qu'un objet est menacé et qu'il est du devoir du gouvernement d'agir pour faire face à cette situation.

Sur la question de la sécurité de l'Arctique, il sera possible de constater qu'un tel travail a entamé dès 1999 par plusieurs membres de l'*intelligentsia* canadienne. Alors

que la question sécuritaire portant sur ce territoire était traitée avant cette date à travers une optique de coopération circumpolaire multilatérale, elle sera dès lors considérée à travers un prisme plus alarmiste et unilatéraliste.⁵³ À partir de cette année et durant près de cinq ans, la construction du discours du «vrai» par plusieurs experts canadiens reposera sur la possibilité que les changements climatiques permettent à moyens et longs termes l'ouverture du PNO et sur une anticipation de problèmes sécuritaires face à une telle situation. Avec ce lot de nouvelles menaces, les experts réclameront qu'Ottawa priorise de nouveau cette question et interviennent sérieusement pour protéger le territoire.⁵⁴

L'un des premiers témoignages de ce travail de persuasion sera établi par le Groupe de travail interministériel sur la sécurité de l'Arctique (GTISA), créé en 1999. Mis en place par le commandant du Secteur du Nord des Forces canadiennes, le colonel Pierre Leblanc, ce groupe réunissait, entre autres, des représentants des Forces canadiennes, de la Gendarmerie Royal du Canada, de la Garde Côtière, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, de Revenu Canada, des délégués de diverses communautés autochtones et plusieurs membres du corps universitaire.⁵⁵ La question de l'Arctique les touchant tous d'une façon ou d'une autre, ce groupe devait leur permettre de faire part de leur expérience dans le domaine de la sécurité en région arctique, d'identifier les problèmes qu'ils rencontraient à ce sujet, de trouver des solutions et de coordonner les mesures prises pour y faire face.⁵⁶

⁵³ Roussel, S. (2010). Continentalisme et nouveau discours sécuritaire: Le Grand Nord assiégé, dans Frédéric Lasserre (dir.), *Passages et mers arctiques. Géopolitique d'une région en mutation*, Presses de l'Université du Québec, Québec, 2010, p. 168-169.

⁵⁴ Lasserre, F. (2010). L'Arctique, zone de confrontation ou de coopération? Genèse de relations complexes et anciennes, dans Frédéric Lasserre (dir.), *Passages et mers arctiques. Géopolitique d'une région en mutation*, Presses de l'Université du Québec, Québec, 2010, p.68.

⁵⁵ Roussel, S. (2010). Continentalisme et nouveau discours sécuritaire: Le Grand Nord assiégé, dans Frédéric Lasserre (dir.), *Passages et mers arctiques. Géopolitique d'une région en mutation*, Presses de l'Université du Québec, Québec, 2010, p. 169.

⁵⁶ Huebert, R. (2005-2006, hiver). Un regain d'intérêt pour la sécurité de l'Arctique canadien?. *Revue militaire canadienne*. p. 22.

Dès la première réunion du GTISA, plusieurs intervenants mettront l'accent sur le nouvel environnement potentiellement dangereux entourant l'Arctique et sur l'importance que devrait accorder Ottawa à la défense de la sécurité de cette région. Dans son discours d'ouverture, le colonel Pierre Leblanc mentionnera ainsi :

Comme vous le savez sans doute, la situation géostratégique de l'Arctique s'est considérablement transformée au cours des cinq à dix dernières années, et le rythme de ce changement semble s'accélérer. [...] Manifestement, la plupart des ministères, et les compagnies aériennes, si l'on en juge par les ventes de billets, conçoivent le Canada comme un corridor reliant St. John's à Victoria. Le Nord est trop souvent oublié, et on ne lui accorde pas la place qu'il mérite. [...] Le Nord est une belle et vaste région de notre pays. Il abonde en richesses naturelles, mais son écosystème est très fragile. Il nous incombe à tous d'en prendre soin. C'est là en fait le but de ce congrès : offrir une meilleure couverture du nord du Canada, du point de vue de la sécurité.⁵⁷

Les réunions du GTISA auront lieu deux fois par année et un rapport découlera de chacune d'entre elles. Dans l'un de ces premiers rapports, rédigé par le Colonel Leblanc, on y fera l'étalage de toutes les possibles menaces que la réouverture du PNO pourrait amener dans l'Arctique. On y mentionnait entre autres, la possible augmentation des catastrophes écologiques :

Global warming is making the Arctic more accessible and vulnerable. The arctic eco- system is a very fragile one. It would require decades to recover from an Exxon Valdez type accident in the high arctic.⁵⁸

L'immigration illégale sera également citée comme une possible source de menace:

Illegal immigration continues to be a problem for Canadians. Again, the Arctic could be perceived as the open backdoor to Canada. There has already been a number of attempts to enter Canada illegally from the north such as in Iqaluit in 1997. The presence in 1999 of the Xue Long, a Chinese Government vessel off the coast of Tuktoyaktuk raised many questions.⁵⁹

⁵⁷ *Idem.*

⁵⁸ Leblanc, P. (2001). Canada and the north insufficient security resources. p. 1.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 2.

Le trafic de drogue pouvait selon le Colonel Leblanc également devenir un problème pour la sécurité de l'Arctique :

Drugs have already made their way into the Arctic. Given the level of security present today, the Arctic may be perceived as the open back door to Canada. Drug entry into North America tends to follow the easiest way in. As the US applied more of their military efforts to block illegal drug entry into the US, smugglers have looked further north to enter North America. The Arctic could become their next destination.⁶⁰

À toutes ces menaces anticipées, s'ajoutaient enfin les possibilités qu'un gros transporteur aérien s'écrase dans la région ou que les ressources naturelles qui s'y trouvent soient exploitées par des entreprises étrangères, et ce, sans le consentement du Canada.⁶¹ Le rapport se terminera en dénonçant le peu de ressources injectées par le gouvernement canadien pour défendre la région et demandera à ce dernier de changer la donne.

Cette aura de danger imminent continuera à être véhiculée par plusieurs autres experts ou groupes d'experts canadiens, comme le démontre Franklin Griffiths, universitaire spécialiste de l'Arctique, dans un de ses articles. Prenant en exemple l'année 2003, il mentionnera que le *Canadian Arctic Resources Committee* prédit dans un de ses rapports qu'une fonte des glaces sera telle qu'il serait possible de naviguer pendant toute l'année dans le PNO d'ici 2040. Alarmiste, ce comité mettra également l'accent sur la possibilité que plusieurs États refusent de reconnaître la souveraineté canadienne sur ce passage. De plus, lors d'une conférence à l'université de la Colombie-Britannique, un membre du *Canadian Polar Commission* et des dignitaires politiques réitéreront ces deux possibilités, maintenant un sentiment d'urgence dans le traitement de cette question.⁶²

⁶⁰ *Idem.*

⁶¹ *Ibid.*, p. 1-2.

⁶² Griffiths, F. (2003). Sovereignty not on Thinning Ice. *International Journal*. p. 258.

Durant cette période, plusieurs experts du milieu universitaire tenteront également de créer un discours du «vrai» sur les potentiels dangers auxquels l'Arctique devrait faire face dans les prochaines décennies et dénonceront eux aussi l'inaction du gouvernement canadien face à cette question. Le professeur Martin Shadwick écrira ainsi sur la manie du gouvernement canadien de ne s'intéresser à l'Arctique qu'à la suite d'événements ponctuels touchant la souveraineté ou la sécurité de l'Arctique. Citant par exemple les crises gouvernementales ayant suivi les passages de navires américains en 1969 et en 1985 dans les eaux arctiques canadiennes; il se désolera du rapide désintérêt du Canada peu de temps après chacune d'entre elles, parlant d'un phénomène d'«emballement- effondrement».⁶³

L'enthousiasme pour l'Arctique qui caractérisait les premières années du gouvernement Trudeau a flambé, puis s'est éteint pour laisser place à des priorités plus importantes telles que la réinstallation, en 1975, de l'OTAN à une place de choix dans la politique de défense du Canada. Le dégonflement du ballon a été même plus spectaculaire sous le gouvernement Mulroney parce que le déficit et la dette, puis la fin de la guerre froide ont mis fin à presque toutes les initiatives de souveraineté et de sécurité dans le Nord.⁶⁴

Mentionnant que les changements climatiques et que l'ouverture du PNO devraient faciliter le commerce international, Shadwick conseillera au gouvernement canadien de cesser de réagir face à ces territoires nordiques que suite à des crises, mais de plutôt mettre en place des actions à long terme pour défendre la sécurité de cette région.⁶⁵

Cette ligne de pensée sera reprise par Huebert, professeur au département de Science politique de l'Université de Calgary et directeur associé du *Center for Military and Strategic Studies*. Étant l'un des experts les plus importants des questions sécuritaires arctiques, Huebert écrira en 2003 un texte important sur les conséquences potentielles

⁶³ Shadwick, M. (2002). L'Arctique : un territoire exposé. *Revue militaire canadienne*. Vol.8, no 1, p. 65.

⁶⁴ *Idem.*

⁶⁵ *Idem.*

d'une fonte des glaces du PNO sur la sécurité de la région. Il s'inquiétera du manque de considération de la question arctique pour le gouvernement canadien et du peu de capacités militaires de l'État pour y faire face.

It would appear that Canada should be now giving serious thought to how it can best respond to the prospects of any future challenges. Unfortunately there is little indication that this is happening. Instead, it appears that the Government continues to downgrade its existing limited capabilities. The two main government agencies with important roles in the protection and maintenance of Canadian international interests in the Arctic are the Department of National Defence (dnd) and the Canadian Coast Guard (cgc). Both are continuing to see their northern capabilities reduced. [...] Canada does not have the capability to demonstrate a meaningful presence in its Arctic waters. So long as ice conditions in the north do not change, then this is not a significant problem. However, as the ice melts, it will become a serious problem.⁶⁶

Suzanne Lalonde, professeure à l'université de Montréal spécialiste de l'Arctique, du droit international public et du droit international de la mer, ira dans le même sens que ces collègues concernant le manque de capacités militaires du Canada pour faire face aux différents problèmes que posera l'ouverture du PNO.

The time has therefore come to decide whether Canada is going to choose to equip itself with the means to exercise these rights or simply abdicate its responsibilities. For the situation, as a result of global warming, is menacing. To date, foreign compliance has been largely determined by the need for the security provided by the ice-breaking services of the Canadian Coast Guard. As the ice disappears, chances are that traffic will increase at the same time as the need for Canadian services diminishes. There is therefore a growing risk of pollution, without mentioning the possibility of a catastrophic oil spill or nuclear accident. In addition, according to retired Colonel Leblanc, speaking at a recent conference on sovereignty and security in the Arctic, it is only a matter of time before organized criminals and terrorists start using the Arctic as a back door into Canada. And in the 21st century, the

⁶⁶ Huebert, R. (2001). Climate change and Canadian sovereignty in the Northwest Passage. *ISUMA*, p. 92.

unpolluted waters of the North as well as its oil deposits could be important to Canadians living in the south.⁶⁷

Tous ces extraits tirés d'articles scientifiques peuvent être considérés comme des actes de langage destinés à sécuriser la région arctique. En effet, tous ont été émis afin de pousser les dirigeants canadiens à percevoir la sécurité de l'Arctique comme une question exigeant des mesures extraordinaires. Pour ce faire, tous ont soutenu que la région allait connaître des changements importants en raison du réchauffement climatique, ce qui impliquerait une nouvelle donne pouvant devenir une menace pour la sécurité de la région.

3.2 Un discours sécuritaire provenant d'acteurs institutionnels entendu par Ottawa

Tout porte à croire que le message sera entendu par Ottawa à partir de 2004-2005. Ainsi, lors du Discours du Trône du 5 octobre 2004, le premier ministre canadien Paul Martin mentionnera :

Le Nord canadien, vaste région d'une importance culturelle et écologique unique, présente des défis particuliers et un grand potentiel. Le gouvernement élaborera, de concert avec ses partenaires territoriaux, les Autochtones et les autres résidents du Nord, la toute première stratégie globale pour cette région. La stratégie favorisera un développement économique et humain durable ; protégera l'environnement nordique et renforcera la souveraineté et la sécurité du Canada ; et encouragera la coopération avec la communauté circumpolaire internationale.⁶⁸

Par ailleurs, les premières bases d'une rhétorique sécuritaire sur le Nord canadien se mettront également en place dans ce même discours alors que le premier ministre fera

⁶⁷ Lalonde, S. (2004). Increased traffic through Canadian arctic waters: Canada's state of readiness. *Revue judiciaire Thémis*, Vol.38, no 1, p.124.

⁶⁸ Clarckson, A. (2004, 5 octobre). *Discours du Trône ouvrant la première session de la trente-huitième législature du Canada*. Récupéré de <http://www.parl.gc.ca/Parlinfo/Documents/ThroneSpeech/38-1-f.html> (Page consultée le 6 mars 2015).

allusion pour la première fois à l'Arctique comme l'objet référent de la sécurité en le liant à une menace spécifique, soit celle du réchauffement climatique : «La terre du Nord [...] fait partie aussi d'un monde qui se trouve sur les premières lignes écologiques, c'est un endroit fragile où l'on peut constater les effets perturbateurs de la pollution et du réchauffement de la planète.»⁶⁹ Ici encore, il sera difficile de parler d'un réel processus de sécurisation comme celui présenté par l'école de Copenhague, puisqu'encore une fois l'enjeu de l'Arctique n'est pas présenté comme urgent. Néanmoins, il est possible de percevoir dans cette allocution un véritable désir du gouvernement de convaincre les Canadiens de l'utilité d'agir. En effet, le champ lexical et l'allure poétique du discours semblent en appeler à l'imaginaire des Canadiens⁷⁰ : «La terre du Nord est d'une splendeur mythique – des montagnes qui percent les nuages, de profondes vallées creusées par les glaciers, des icebergs sculptés par le vent et les vagues. [...] Si le Nord moderne a conservé les échos d'un monde ancien, la région est néanmoins très prometteuse pour l'avenir.»⁷¹

Il faudrait attendre l'EPIC de 2005 du même gouvernement de Martin pour percevoir une tentative plus concrète de faire de la l'Arctique un véritable enjeu sécuritaire exigeant des mesures extraordinaires. Dans la section «Défense» du document, on peut y lire :

Les besoins en matière de souveraineté et de sécurité auxquels doivent répondre les Forces canadiennes pourraient s'intensifier avec l'accroissement de l'activité dans le Grand Nord. Les mines de diamants engendrent une expansion économique dans la région de même qu'une

⁶⁹ Martin, P. (2004, 5 octobre). *Discours du Premier ministre en réponse au discours du Trône*. Récupéré de http://www.pco-bcp.gc.ca/index.asp?lang=fra&page=information&sub=publications&doc=aarchives/sft-ddt/2004_2_reply-fra.htm (Page consultée le 20 juillet 2015).

⁷⁰ Perreault, F. (2010). Pourquoi les Canadiens attachent-ils autant d'importance aux régions arctiques?. *Chronique Nord-Nord-Ouest*. p. 6.

⁷¹ Martin, P. (2004, 5 octobre). *Discours du Premier ministre en réponse au discours du Trône*. Récupéré de http://www.pco-bcp.gc.ca/index.asp?lang=fra&page=information&sub=publications&doc=aarchives/sft-ddt/2004_2_reply-fra.htm (Page consultée le 20 juillet 2015).

augmentation de la population. La circulation aérienne augmente au-dessus de l'Arctique, et les changements climatiques pourraient entraîner une augmentation du trafic de navires marchands dans les eaux canadiennes du Nord. Ces développements ne se traduiront pas par une menace militaire dans le Nord canadien qui s'apparenterait à ce que nous avons connu durant la guerre froide, mais ils pourraient avoir une incidence sur la sécurité à long terme. Bien que la responsabilité principale à l'égard, notamment, de la protection de la souveraineté et de l'environnement, de la lutte contre le crime organisé, ainsi que de la répression du trafic d'immigrants clandestins et de stupéfiants incombe à d'autres ministères, les Forces canadiennes seront touchées à plusieurs égards. Il faudra, par exemple, intensifier les activités de surveillance et de contrôle, de même que les opérations de recherche et sauvetage. Des adversaires pourraient être tentés de profiter de nouvelles occasions s'offrant à eux si nous négligeons de nous préparer à composer avec des menaces asymétriques partout dans le Nord.⁷²

Cet extrait est intéressant à plusieurs égards. Tout d'abord, parce qu'il reprend pratiquement mot pour mot les menaces énoncées dans le rapport de 2001 par le Colonel Leblanc.⁷³ De plus, cet extrait est digne d'analyse, car il semble être véritablement le premier acte de langage du gouvernement canadien cherchant à sécuriser l'Arctique. En effet, Ottawa chercha à entourer la région d'une aura de menace en suggérant qu'une nouvelle donne y était présente, qu'elle allait probablement s'accroître de manière négative au fil du temps, jusqu'à devenir dangereuse pour la souveraineté et la sécurité du Canada. Certes, cette menace ne serait pas aussi inquiétante que celles connues lors de la guerre froide, mais qu'elle le serait assez pour que le gouvernement doive s'en prévenir de manière immédiate et urgente.

En plus de lancer les bases d'un processus de sécurisation de l'Arctique, cet énoncé sera le premier à établir un schéma rhétorique bien précis qui sera présent dans

⁷² Gouvernement du Canada. Fierté et influence : notre rôle dans le monde – Défense. *Énoncé de politique internationale du Canada*, Récupéré de <http://publications.gc.ca/collections/Collection/D2-168-2005F.pdf> (Page consultée le 20 juillet 2015).

⁷³ Roussel, S. (2010). Continentalisme et nouveau discours sécuritaire: Le Grand Nord assiégé, dans Frédéric Lasserre (dir.), *Passages et mers arctiques. Géopolitique d'une région en mutation*, Presses de l'Université du Québec, Québec, 2010, p.170.

plusieurs actes de langages gouvernementaux qui suivront sur l'Arctique. En effet, pour procéder à la sécurisation de cette dernière, les publications, annonces et discours mettront l'accent sur un sentiment d'urgence en utilisant souvent trois étapes, soit une description de la nature de la menace en Arctique, que l'on peut comprendre comme le secteur de sécurisation de l'objet référent, une évaluation de l'importance de celle-ci et enfin les solutions à apporter pour les contrer. De plus, bien plus souvent qu'autrement, les menaces qui seront évoquées dans les actes de langage des acteurs politiques canadiens ne seront pas effectives, mais plutôt annoncées comme une possibilité à prévoir et dont seule l'action du gouvernement peut en arrêter les conséquences négatives.⁷⁴

3.3 La sécurisation de l'Arctique dans le cadre plus large d'un discours continentaliste

Le délai entre le début de la création du discours du «vrai» par les acteurs institutionnels et l'assimilation du ce dernier à travers un discours gouvernemental peut être intéressant à analyser. En effet, comment expliquer que l'appel des experts n'ait été entendu qu'à partir de 2004-2005? Roussel explique ce délai par l'adoption par le gouvernement de Paul Martin d'une logique continentaliste qui pouvait facilement s'insérer un discours sécuritaire sur l'Arctique.⁷⁵

Pour Roussel, le continentalisme est une approche rationnelle qui veut que dans un contexte de politique étrangère et de sécurité, le Canada s'aligne sur la ligne de conduite émise par les États-Unis afin de défendre ses intérêts.⁷⁶ Plus précisément,

⁷⁴ Landriault, M. (2013). *La sécurité arctique 2000-2010 : une décennie turbulente?*. (Thèse de doctorat). Université d'Ottawa. p. 5.

⁷⁵ Roussel, S. (2010). Continentalisme et nouveau discours sécuritaire: Le Grand Nord assiégé, dans Frédéric Lasserre (dir.), *Passages et mers arctiques. Géopolitique d'une région en mutation*, Presses de l'Université du Québec, Québec, 2010, p. 163.

⁷⁶ *Idem.*

cette doctrine de politique étrangère est «fondée sur l'idée selon laquelle les États-Unis constituent, sur presque tous les plans, le principal partenaire du Canada, son plus grand allié (et donc la garantie de sécurité), la puissance dominante du système d'intérêt dont elle assure la stabilité et un voisin avec qui il partage étroitement un certain nombre d'intérêts et de valeurs.»⁷⁷ Aussi, le Canada se doit de travailler étroitement avec son voisin du sud afin de maintenir sa prospérité socioéconomique, sa sécurité nationale, son influence et sa stature politique.⁷⁸ Pour Guillaume Courschenes, le continentalisme canadien juxtapose également à cette vision d'un étroit partenariat sur les questions de politique étrangère et de défense, l'idée que le Canada est une puissance majeure de la communauté internationale. Aussi, le pays « doit agir comme tel, sans toutefois s'aliéner son grand voisin ou faire en sorte que la sécurité de ce dernier ne soit menacée.»⁷⁹ Enfin, si l'approche est dans ce cas dite rationnelle, c'est parce qu'elle se base sur un calcul coût versus bénéfice qui conclut qu'il est dans l'intérêt du Canada de s'aligner sur son voisin américain lorsqu'il est question de politique étrangère et de sécurité.⁸⁰

Si cette approche fut adoptée par plusieurs premiers ministres dans l'histoire canadienne, elle ne fut guère l'apanage de Jean Chrétien, qui lui, prôna durant sa décennie au pouvoir, une certaine distance avec son voisin américain lorsqu'il était question de politique étrangère et de sécurité. Il adoptera cette conduite dès les élections de 1993 qui l'amèneront à la tête de l'État, alors qu'il publia son programme électoral, appelé Livre rouge, où il dénonçait entre autres le «suivisme » et «les

⁷⁷ *Ibid.*, p. 164.

⁷⁸ *Idem.*

⁷⁹ Roussel, S. cité dans Courschenes Guillaume (2013). Le continentalisme comme idée dominante de la politique étrangère canadienne? Commerce international et sécurité à l'ère des conservateurs de Stephen Harper. *Cahier de recherche en politique appliquée*. Vol 5, no 2, p. 21.

⁸⁰ Roussel, S. (2010). Continentalisme et nouveau discours sécuritaire: Le Grand Nord assiégé, dans Frédéric Lasserre (dir.), *Passages et mers arctiques. Géopolitique d'une région en mutation*, Presses de l'Université du Québec, Québec, 2010, p. 167.

relations personnelles privilégiées» de Brian Mulroney face aux États-Unis.⁸¹ Comme mentionnée plus haut, l'approche continentaliste connaîtra néanmoins une certaine popularité au sein de l'appareil gouvernemental dès l'élection de Paul Martin. Ainsi, lorsque ce dernier fut élu premier ministre en 2003, l'une des premières promesses qu'il fit, fut de «réparer» les relations que le Canada avait avec son voisin du sud. Selon ce dernier, les rapports entre les deux États avaient grandement été affectés par deux événements passés, soit le refus de Brian Mulroney d'engager le Canada dans les années 1980 à participer au projet à l'*Initiative de défense stratégique* connu aussi comme le projet *Star Wars* de Ronald Reagan et le refus de Jean Chrétien d'engager les troupes canadiennes dans la guerre en Irak.⁸²

La volonté de mettre en place une politique étrangère et sécuritaire basée sur une vision continentaliste désormais prônée par Paul Martin sera entre autres visible dans le traitement de la question sécuritaire autour de l'Arctique, alors que cette dernière sera insérée dans une optique plus large de défense de l'Amérique du Nord.⁸³ L'EPIC démontrera bien cette nouvelle logique :

Il est de l'intérêt national du Canada de continuer de dialoguer et de coopérer avec les États-Unis sur des mesures qui touchent directement le territoire et les citoyens canadiens, et de continuer d'influer sur la défense du continent nord-américain. [...] Les efforts déployés par le Canada pour promouvoir la sécurité continentale se concentreront sur le renforcement de la frontière, tout en facilitant les déplacements des voyageurs et des biens légitimes et à faible risque, en renforçant notre souveraineté côtière et arctique, et en améliorant la sécurité aux points d'entrée en Amérique du Nord.⁸⁴

⁸¹ Roussel, S. et Chantal Robichaud (2004). L'État postmoderne par excellence ? Internationalisme et promotion de l'identité internationale du Canada. *Études internationales*. Vol. 35, no 1, p. 162.

⁸² Roussel, S. cité dans Courchesne Guillaume (2013). Le continentalisme comme idée dominante de la politique étrangère canadienne? Commerce international et sécurité à l'ère des conservateurs de Stephen Harper. *Cahier de recherche en politique appliquée*. Vol 5, no 2. p. 23.

⁸³ Roussel, S. (2010). Continentalisme et nouveau discours sécuritaire: Le Grand Nord assiégé, dans Frédéric Lasserre (dir.), *Passages et mers arctiques. Géopolitique d'une région en mutation*, Presses de l'Université du Québec, Québec. p. 175.

⁸⁴ Gouvernement du Canada. Fierté et influence : notre rôle dans le monde – Survol. *Énoncé de politique internationale du Canada*. p. 9.

Cette même logique de défense de l'Arctique à travers le renforcement de l'intégration nord-américaine sera également visible dans le livret *Survol* de l'EPIC qui mentionne que :

Pour relancer le partenariat nord-américain, les contributions du gouvernement du Canada doivent être plus importantes sur le plan des ressources et du leadership politique [...] Seul un engagement actif nous permettra de préserver notre liberté de manœuvre nationale et de nous assurer que la coopération porte ses fruits. Pour continuer d'avoir réellement voix au chapitre dans les affaires continentales, il faut certes des engagements plus concrets, surtout en matière de sécurité, mais nous y gagnerons aussi, car notre souveraineté nationale sera protégée, notre prospérité, renforcée et notre influence dans le monde, consolidée.⁸⁵

Enfin, il est possible d'inférer qu'Ottawa a privilégié le traitement de la question arctique à travers un discours continentaliste parce que cela allait dans son intérêt. Tout d'abord, si l'on prend la question sous une perspective identitaire, il est possible de penser que le gouvernement de Paul Martin croyait que «l'engagement en faveur de la souveraineté dans l'Arctique pouvait faire contrepoids à la perte identitaire qui accompagnerait éventuellement un renforcement de l'intégration nord-américaine».⁸⁶ Par ailleurs, il est également possible de croire que cette approche d'Ottawa avait pour but d'augmenter les capacités militaires du Canada dans le Nord. En effet, afin de défendre ce territoire sans à avoir à compter exclusivement sur les forces militaires américaines, le Canada se devait de s'armer.⁸⁷ Aussi défendre l'Arctique «obligeait» Ottawa à augmenter les dépenses militaires du pays.

⁸⁵ *Idem*, p. 6-7.

⁸⁶ Lasserre, F. et Stéphane Roussel (2007). Souveraineté, sécurité et identité : le Canada face aux défis posés par le changement climatique dans l'Arctique. *Revue internationale d'études canadiennes*, no 36. p. 283.

⁸⁷ *Idem*.

3.4 Constats

De 1999 à 2005, il a bel et bien eu une construction d'un savoir du «vrai» par les experts canadiens exprimant des inquiétudes face à l'Arctique, principalement face aux conséquences d'un PNO libéré de ses glaces par le réchauffement climatique. La sécurité du territoire arctique était en jeu. Pour faire face à ces menaces, ces experts demandèrent au gouvernement canadien d'intervenir de manière urgente en injectant des ressources financières et militaires.

Selon nos constats, il semble que ce message est était bel et bien entendu par Ottawa qui a amené à son niveau les craintes des experts à partir de 2005. En effet, pour convaincre la population canadienne de l'importance d'agir dans la région, ils utiliseront sensiblement le même acte de langage que ces derniers pour faire de l'Arctique une zone entourée d'une menace existentielle.

Nous concluons donc qu'en ce qui concerne la sécurisation entamée à partir de 2005 par Ottawa, celle-ci a été précédée d'une sécurisation mise en place par les experts canadiens spécialistes de la question arctique.

CHAPITRE IV

POURSUITE DU PROCESSUS DE SÉCURISATION SOUS UNE MENACE AMÉRICAINNE

L'acte de langage établi autour de l'Arctique par Ottawa dès avril 2005 connaîtra très rapidement une évolution. En effet, si ce dernier reposait en premier lieu sur des menaces anticipées, dès décembre 2005 et jusqu'à l'année 2007, l'acte de langage émis par les politiciens canadiens reposera plutôt sur la défense de la souveraineté canadienne sur le PNO, souveraineté semblant être remise en question par Washington. Avant d'analyser si la rhétorique émise durant cette période correspond à un processus de sécurisation et de vérifier si celui-ci a été précédé d'une construction d'un savoir du «vrai» par certains membres de l'*intelligentsia* canadienne, nous étudierons brièvement les relations entre le Canada et les États-Unis sur la question arctique.

4.1 Relations entre le Canada et les États-Unis sur l'Arctique

Lorsqu'il est question de l'Arctique, le Canada et les États-Unis partagent une longue histoire de coopération. Comme mentionnés dans l'introduction, lors de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre froide, les États-Unis trouvèrent en leur voisin du nord, un solide allié pour contrer les menaces présentes dans la région nordique. En effet, «Canada and the US worked together, building numerous defence

infrastructures, such as air bases, weather and radar stations, roads or pipelines⁸⁸». Néanmoins, malgré cette relation de bonne entente stratégique, les dernières décennies ont été le théâtre de plusieurs crises concernant le territoire arctique. Deux litiges principaux furent à l'origine de ces périodes mouvementées, soit ceux concernant la mer de Beaufort et le PNO.

4.1.1 Litige concernant la mer de Beaufort

Le litige repose sur une mésentente quant à délimitation de la frontière maritime entre les territoires canadiens et américains, et ce, dans la mer de Beaufort. Ainsi, les deux belligérants ne s'accordent pas sur l'interprétation d'un traité datant de 1825. Cet accord signé entre la Russie et la Grande-Bretagne avait pour objectif d'établir la limite entre l'Alaska et le Yukon, région qui leur appartenait à l'époque. Les deux protagonistes avaient alors établi que la limite territoriale de l'Alaska se situait sur le 141^e méridien et se prolongeait, « aussi loin que l'océan glacé ».⁸⁹

Pour le Canada, cette formule signifie que la frontière du 141^e méridien devrait servir d'assise pour tracer la frontière maritime. Du côté américain, on rejette cette optique, Washington estimant que le traité de 1825 n'avait que pour objectif d'établir les limites terrestres de l'Alaska et du Yukon. Aussi, pour délimiter leurs frontières maritimes, les États-Unis proposèrent deux méthodes, soit l'équidistance et la perpendiculaire.⁹⁰

⁸⁸ Arnold, S. L. et S. Roussel. (2009). Expanding the Canada-US security regime to the north?, dans Sven G. Holtsmark et B. Smith-Windsor (dir.). *Security prospects in the high North: geostrategic thaw or freeze?*. p. 66.

⁸⁹ Parlement du Canada. [s.d.]. *Revendications controversées du Canada à l'égard des eaux et des zones maritimes arctiques*. Récupéré de <http://www.parl.gc.ca/Content/LOP/researchpublications/prb0747-f.htm#laligne> (Page consultée le 20 juillet 2015).

⁹⁰ *Idem*.

La première consiste à établir la frontière maritime sur le principe de l'équidistance, c'est-à-dire en traçant une ligne médiane dont chaque point est à distance égale des points les plus rapprochés sur les lignes de base. [...] La deuxième méthode mise en avant par les États-Unis est l'utilisation d'une ligne perpendiculaire à la côte, au point où la frontière terrestre rencontre la mer.⁹¹

De plus, si les deux camps défendent aussi ardemment leur position respective, c'est que le potentiel économique du territoire est non négligeable. Ainsi, les premiers pronostiques concernant la région canadienne de la mer de Beaufort parlent de

[...] 53 découvertes importantes représentant 1,4 milliard de barils de pétrole et 12,7 trillions (soit 12 700 milliards) de pieds cubes de gaz. Trois découvertes côtières ont totalisé plus de 5 trillions de pieds cubes, et les découvertes extra-côtières comprenaient entre autres plus de 300 millions de barils provenant du gisement Amauligak.⁹²

Enfin, il faut savoir que si cette mésentente perdure, elle a frôlé en 2003, l'incident diplomatique entre les deux pays. En effet, cette année-là, les États-Unis lancèrent une vente aux enchères de baux d'exploitation pour certains gisements de pétroles et de gaz dans cette région. Pour répondre à ce geste, Ottawa a protesté diplomatiquement. Au final, aucune vente n'eut lieu, puisque les compagnies énergétiques craignaient que leurs investissements soient mis à mal par le litige.⁹³

4.1.2 Litige concernant le PNO

Le litige qui oppose Ottawa à Washington quant au PNO repose sur l'interprétation divergente de son statut juridique. Les États-Unis considèrent que ce dernier est un détroit international, ce qui donne le droit aux navires étrangers d'y passer sans

⁹¹ *Idem.*

⁹² Affaires autochtones et Développement du Nord Canada. [s.d.]. *Le Pétrole et le Gaz du Nord canadien – Des terres à explorer aux confins du Canada*. Récupéré de <http://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1100100036928/1100100036929> (Page consultée le 4 mars 2015).

⁹³ Breugnon, G. (2010). *Géopolitique de l'Arctique Nord-Américain*. (Paris : L'Harmattan). p. 151.

demander l'autorisation au Canada, comme c'est le cas du cap Horn et du détroit de Singapour.⁹⁴ Certes, le pays a juridiction sur les eaux territoriales entourant chaque île de son territoire arctique; cependant, le gouvernement américain estime que les différents passages existants entre ces îles devraient être ouverts aux embarcations internationales. Le Canada s'est toujours opposé fermement à cette conception, considérant plutôt son archipel arctique comme un bloc indivisible formant une prolongation de son territoire. Le PNO faisant alors partie de ses eaux intérieures, les navires étrangers qui désireraient le traverser devraient demander l'approbation du pays.⁹⁵

Les États-Unis prouvèrent leur détermination à considérer le PNO comme un détroit international à plusieurs reprises. L'un des premiers événements à faire grand bruit fut la traversée du superpétrolier américain *SS Manhattan* en 1969. À l'époque d'importantes réserves de pétrole avaient été découvertes en Alaska. Aussi, pour tester la faisabilité d'une traversée du PNO afin de transporter cette source d'hydrocarbure vers la côte Est des États-Unis, la compagnie *Humble Oil* demanda l'aide du Canada pour escorter le *SS Manhattan*. Si de prime abord, Ottawa perçut cette demande comme une reconnaissance de sa souveraineté dans ce passage, le gouvernement s'offusquera par la suite de ne pas avoir été averti que le brise-glace américain *Northwind* allait également être du périple.⁹⁶ Pour empêcher qu'une telle situation se reproduise, le Canada utilisera l'argument environnemental pour défendre sa souveraineté sur ses eaux nordiques. Ainsi, la *Loi sur la prévention de la pollution dans les eaux arctiques* de 1970 mettra de l'avant l'idée qu'un dégât environnemental était à prévoir en raison de l'augmentation du trafic de pétroliers ou de navires transportant des chargements dangereux dans le PNO. Pour diminuer tout incident

⁹⁴ Charron, A. (2006). Le passage du Nord-Ouest. *Revue militaire canadienne*. p. 42.

⁹⁵ Observatoire de la politique et la sécurité de l'Arctique.[s.d.]. *L'Arctique et la souveraineté canadienne*. Récupéré de <http://www.arctique.uqam.ca/spip.php?article76> (Page consultée le 20 juillet 2015).

⁹⁶ Dupré, S. (2009). *La navigation dans les eaux arctiques canadiennes. Du concept de risque à la géopolitique*. (Thèse de doctorat). Université Laval. p. 201.

dans ce passage, cette loi soutiendra que le Canada « could legislate an enforce construction and design standards for vessels navigating in the pollution protection zone which was declared to exist to a width of 100-n miles north of 60 degrees longitudes around the Arctic archipelago.»⁹⁷ Les États-Unis, à l'instar de nombreux États européens, dénonceront fermement ce décret qui selon eux contreviendrait au droit international maritime.⁹⁸

Les États-Unis déclenchèrent de nouveau l'ire du Canada en 1985. Après avoir pris le départ de la ville de Thule au Groenland en fin juillet, le brise-glace américain *Polar Sea* a ensuite sillonné les eaux du PNO, pour arriver à sa destination finale, la ville de Point Barrow en Alaska. À l'instar de l'événement de 1969, Washington n'avait pas soumis de demande officielle au Canada pour passer à travers son archipel arctique. Les gardes côtiers canadiens avaient néanmoins été mis au fait qu'une telle traversée se déroulerait et ils ne s'en étaient pas offusqués outre mesure. Le scandale entourant ce voyage fut déclenché que quelques semaines plus tard par le biais des médias qui diffusèrent l'histoire. Leur position générale faisait état d'une consternation envers le gouvernement canadien qui n'avait su défendre la souveraineté du pays sur ses eaux intérieures.⁹⁹ Pour faire face aux remous populaires, Ottawa entreprit donc plusieurs actions. Il annonça ainsi la construction de huit brise-glaces pour un coût de 500 millions de dollars et lança un *Décret sur les coordonnées géographiques pour la mer territoriale* qui devait permettre au Canada de calculer « les coordonnées du passage du Nord-Ouest en fonction de lignes de base droites, qui définissaient officiellement les limites extérieures de ses eaux intérieures historiques.»¹⁰⁰

⁹⁷ McDorman, L. Ted. (1986). In the Wake of the «Polar Sea» : Canadian Jurisdiction and the Northwest Passage. *Les Cahiers de droit*. p. 625-626.

⁹⁸ *Idem*.

⁹⁹ Dupré, S. (2009). *La navigation dans les eaux arctiques canadiennes. Du concept de risque à la géopolitique*. (Thèse de doctorat). Université Laval. p. 205.

¹⁰⁰ Charron, A. (2006). Le passage du Nord-Ouest. *Revue militaire canadienne*. p. 43.

4.1.3 Entente sur un *statu quo* quant au PNO

Malgré les incidents passés concernant les États-Unis et nonobstant une volonté canadienne d'exiger une demande d'autorisation des navires étrangers pour traverser le PNO, un accord promouvant un *statu quo* fut conclu entre le Canada et son voisin du sud. Tout en soutenant que les différents passages de l'archipel arctique canadien devaient être considérés comme un détroit international, l'*Accord sur la coopération dans l'Arctique* conclu en 1988 stipule que les États-Unis avertiront néanmoins les autorités canadiennes lorsque des brise-glaces américains circuleront dans le PNO.

Cette entente permit aux États-Unis d'empêcher l'apparition de nouveaux incidents diplomatiques avec le Canada, tout en évitant de créer un précédent. En effet, un bon nombre d'États à travers la planète ont des litiges territoriaux sur des passages maritimes que Washington considérait comme des détroits internationaux. Les États-Unis refusèrent ainsi de soutenir la Libye dans sa volonté d'affirmer que le golfe de Syrte faisait partie de ses eaux intérieures. Sachant que l'événement allait créer d'importantes tensions, mais toujours dans l'idée de soutenir leur position sur les détroits internationaux, en 1986 les navires américains *Yorktown* et *Caron* traversèrent également la mer Noire « en suivant délibérément une route qui traversait les eaux territoriales de l'Union soviétique, dans la limite des 12 milles [19 kilomètres] acceptée à l'échelle internationale ». ¹⁰¹ Cette obstination des Américains à défendre aussi ardemment la liberté de navigation pourrait s'expliquer entre autres par une volonté d'« intervenir avec flexibilité stratégique dans des régions sensibles où l'intérêt national serait en péril. » ¹⁰²

Côté canadien, la signature d'un accord reconnaissant le *statu quo* eut aussi du bon. En effet, elle permit à Ottawa d'utiliser indirectement l'équipement arctique américain pour défendre son territoire nordique.

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 46.

¹⁰² Plouffe, J. (2010). USA le pragmatisme du Grand Nord. *Outre-terre*. p. 456.

Le problème du Canada est qu'il ne dispose pas des mêmes capacités de déglacage que les États-Unis, qu'il s'agisse de la capacité de déplacement ou du rendement mesuré selon la puissance à l'arbre. En outre, alors que les brise-glaces du Canada sont rattachés à la Garde côtière canadienne, qui ne relève pas des forces armées, mais du ministère des Pêches et des Océans, les brise-glaces américains dépendent de la Garde côtière américaine, qui constitue une branche des forces armées et qui est placée sous le commandement de la marine en temps de guerre et du département de la Sécurité intérieure en temps de paix.¹⁰³

4.2 La poursuite du processus de sécurisation sous le thème de la menace américaine : Construction d'un savoir du «vrai» par les acteurs institutionnels

Après avoir connu des années d'une certaine accalmie, le PNO semblera redevenir un litige urgent à régler entre le Canada et les États-Unis dans les années 2000. Comme mentionné précédemment, jusqu'à 2005 les craintes des experts canadiens face à l'Arctique reposaient plutôt sur une anticipation de problèmes liés à une libération du PNO en raison des changements climatiques et de l'inaction d'Ottawa face à cette situation. Ces craintes fomentées par les experts canadiens tout au long de la première moitié des années 2000 sembleront se concrétiser à la fin de 2005. En effet, le *National Post* publiera un article le 19 décembre de cette année, mentionnant que le sous-marin américain *USS Charlotte* avait navigué le 10 novembre précédent dans les eaux territoriales canadiennes. Il était ajouté que les membres du gouvernement de Martin refusaient de dire s'ils avaient donné ou non leurs avais à une telle traversée. Cet article sera très intéressant au niveau de l'acte de langage émis par les nombreux experts interviewés. Tous dénonceront le voyage du navire américain. Ainsi, le spécialiste des questions arctique, le professeur à la *Canada Research Chair in Global Politics and International Law*, Michael Byers, mentionnera : «This is very

¹⁰³ Charron, A. (2006). Le passage du Nord-Ouest. *Revue militaire canadienne*. p. 46.

important -- it's crucial. [...] Any unauthorized passage could have a serious effect on our claim.»¹⁰⁴

Dénonçant l'inaction du gouvernement canadien, il ajoutera qu'il serait tout à fait possible que le Canada n'ait pas accès aux ressources naturelles de la région, si Ottawa continuait à laisser en plan cette dernière.

Professor Byers said potentially lucrative oil and gas resources off the Queen Elizabeth Islands could slip out of Canadian control if foreign navies are operating in the Arctic without our permission. "The fact of the matter is that we've spent nothing on Arctic sovereignty over the past 20 years.»¹⁰⁵

Le colonel Leblanc, expert cité précédemment, tiendra un discours allant dans le même sens en mentionnant qu'il ne croyait pas que le *USS Charlotte* ait informé Ottawa de son passage. Soutenant que des sous-marins étrangers traversaient les eaux arctiques canadiennes depuis des décennies, il doutait également que ces derniers aient demandé une autorisation canadienne.

He said the nations controlling the submarines -- the Americans, British and French -- usually do not tell Canada when their vessels enter the Arctic. «We're relying on their goodwill to know if they're in our waters or not.»¹⁰⁶

David Rudd, alors président du *Canadian Institute of Strategic Studies*, dénoncera quant à lui l'attitude générale des gouvernements canadiens qui se sont succédé sur la question arctique. Rappelons quelque peu les propos évoqués plus haut du professeur Shadwick, il mentionnera qu'Ottawa a perpétuellement adopté l'attitude « out of sight, out of mind » lorsqu'il était question de l'Arctique; ne s'en préoccupant que lorsque la région revenait dans l'actualité.

¹⁰⁴ *National Post* (2005, 19 décembre). U.S sub may have toured Canadian Arctic zone. Récupéré de : <http://www.canada.com/story.html?id=fb21432a-1d28-415e-b323-ceb22d477732v> (Page consultée le 20 août 2015).

¹⁰⁵ *Idem.*

¹⁰⁶ *Idem.*

It's an unspoken policy of willful ignorance. [...] If the public doesn't know about it, they're not going to agitate for more spending to monitor the North and protect our sovereignty. And serious surveillance of the North is a very expensive proposition.

Enfin, l'article se conclura par la mise en garde du professeur Byers et du Colonel Leblanc qui appelleront le gouvernement à mettre les ressources nécessaires en Arctique au risque de voir le Canada perdre souveraineté sur ce territoire.

He warned that if Canada cannot keep watch on its vast northern territory, we could lose control over the Northwest Passage, a 5,000-kilometre sea route through the Canadian Arctic that climatologists say could be open to commercial vessels within the next 10 years as a result of global warming and the retreating northern ice pack.

"Our enforcement capability is embarrassing," he said. "[And] that sends a message to other countries that we aren't really serious about our sovereignty or about enforcing our laws in our own territory."

Col. Leblanc said Canada is not even spending the bare minimum on northern sovereignty. While he was military commander in the North, he said even the handful of flights over the vast Arctic territory claimed by Canada were cut sharply.¹⁰⁷

Il est de notre avis que les propos rapportés par cet article du *National Post* sont en fait une tentative de sécurisation des experts. En effet, ces derniers y ont utilisé un acte de langage cherchant à faire de la question de l'Arctique une région entourée d'un danger, soit la menace américaine. Selon eux, les actions entreprises par l'État voisin dans le PNO étaient considérées comme un risque pour la souveraineté canadienne sur ce territoire. Aussi, les intervenants demandèrent à Ottawa de cesser d'ignorer cette question et d'intervenir pour que de telles situations ne se reproduisent plus.

¹⁰⁷ *Idem.*

4.3 La poursuite du processus de sécurisation sous le thème de la menace américaine : Un appel entendu par la classe politique

Stephen Harper, alors candidat aux élections fédérales de 2005, sembla entendre l'appel des experts canadiens émis dans le *National Post*. Rapidement après la publication de cet article, il prononcera un discours le 22 décembre 2005, où il s'insurgea contre le refus de répondre du gouvernement Martin sur la question du *USS Charlotte*. Reprenant l'acte de langage des experts, il laissera entendre que le gouvernement au pouvoir n'en faisait définitivement pas assez pour assurer la souveraineté du Canada en Arctique et que s'il était élu à la tête de l'État, son gouvernement mettrait les ressources nécessaires défendre ce territoire.

Today, I want to discuss a crucial issue of national sovereignty, namely protecting our sovereignty over the Arctic and Canada's north. The single most important duty of the federal government is to protect and defend our national sovereignty. And now there are new and disturbing reports of American nuclear submarines passing through Canadian waters without obtaining the permission of – or even notifying – the Canadian government. It's time to act to defend Canadian sovereignty. A Conservative government will make the military investments needed to secure our borders. You don't defend national sovereignty with flags, cheap election rhetoric, and advertising campaigns. You need forces on the ground, ships in the sea, and proper surveillance. And that will be the Conservative approach.

As Prime Minister, I will make it plain to foreign governments – including the United States – that naval vessels travelling in Canadian waters will require the consent of the government of Canada.¹⁰⁸

Le ton était donné. Il était revendicateur et belliqueux, mais répondait également à plusieurs demandes des experts mentionnés ci-haut. Lors de ce discours, le candidat à la direction du gouvernement tentera ainsi de démontrer que le sujet de l'Arctique devait être pris au sérieux, puisqu'il était question de souveraineté étatique et qu'il ne laisserait aucun tiers étranger, que ce soit le voisin américain ou tout autre État, violer

¹⁰⁸ Harper, S. (2005, décembre). *Harper stands up for Arctic sovereignty*. Récupéré de http://www.dennisbevington.ca/pdfs/en/2005/dec25-05_speech-harper.pdf (Page consultée le 20 juillet 2015).

cette souveraineté. Il y avait donc urgence d'intervenir dans le Nord. Positionnant son parti ainsi que lui-même, comme les vrais protecteurs de la souveraineté canadienne en Arctique, Harper s'engagea suite à l'événement du *USS Charlotte* à injecter un budget de 5,3 milliards de dollars afin de défendre le territoire, s'il était élu. Concrètement, cet argent devait permettre de construire trois brise-glaces, de mettre en œuvre d'un système de détection pour contrôler les sous-marins et les navires étrangers dans les eaux arctiques, de déployer des drones pour surveiller les activités dans le Nord et d'augmenter du nombre de Rangers en Arctique.¹⁰⁹

4.3.1 L'importance du territoire et de l'identité arctique

En utilisant un acte de langage reposant sur la défense de la souveraineté canadienne, le candidat au poste de premier ministre cherchait donc à sécuriser l'Arctique avec une approche militaire, puisque l'intégrité du territoire semblait être remise en cause. Le message a d'autant été bien reçu que l'Arctique est un sujet qui touche une corde sensible des Canadiens.¹¹⁰

Le pays ayant fait face à plusieurs crises identitaires récurrentes tout au long de son histoire, une des réponses « à ce déficit de symboles fédérateurs réside dans l'attachement au territoire canadien. »¹¹¹ Dans ce contexte, la grande majorité des gouvernements qui se sont succédé à Ottawa ont toujours fermement insisté sur l'importance de défendre le territoire du pays, ainsi que sa souveraineté, que la menace provienne de l'interne ou de l'externe. Ainsi, il est possible de croire que « la fermeté des gouvernements, du moins dans les discours, est autant un message

¹⁰⁹ Breugnon, G. (2010). *Géopolitique de l'Arctique Nord-Américain*. (Paris : L'Harmattan). p. 128.

¹¹⁰ Gayard, G. (2008). La revendication canadienne de souveraineté sur le Passage du Nord-Ouest. Le choix à double tranchant d'une rhétorique intransigeante. *Annuaire français de relations internationales*. p. 811.

¹¹¹ *Idem*.

envoyé à l'extérieur qu'un signe adressé à la société canadienne elle-même». ¹¹² En dénonçant haut et fort l'événement du *USS Charlotte*, Harper chercha donc autant, sinon plus, à interpeller les Canadiens que Washington.

Dans le même ordre d'idées, en intervenant aussi fermement face à cet événement, Harper cherchait possiblement à toucher la population sur une parcelle de son identité qu'il sait très importante, soit la nordicité. Même si un nombre très limité de Canadiens peuvent affirmer avoir déjà mis le pied dans le Grand Nord, l'importance du sentiment de fierté lié à l'identité nordique est substantielle pour la grande majorité d'entre eux. ¹¹³ La romancière canadienne Margaret Atwood exprima très bien cette dualité lorsqu'elle écrivit : « Je ne suis jamais allé à la baie James, et je pense que je n'irais jamais. Mais quelque part, je me sentirai seule sans elle ». ¹¹⁴ De plus, tabler sur l'identité nordique n'appelait pas seulement à un sentiment profondément ancré au sein du peuple canadien, c'était également faire référence directement à la protection d'un territoire et donc à la défense de la souveraineté canadienne en Arctique. En effet, lorsque

[...]le thème de la souveraineté est évoqué dans les discours politiques et agités dans les médias, son sens est souvent flou : l'idée de souveraineté est en effet liée, pour le public, à l'identité, à la personnalité même de l'État – il convient d'ailleurs de noter que ce lien est fait par les responsables politiques canadiens eux-mêmes. Dès lors, on comprend qu'une atteinte à la souveraineté soit vue comme inacceptable par une large part de la population. ¹¹⁵

Étant à la recherche d'un thème fédérateur cher au cœur de la population canadienne, il est possible de croire que Harper ait voulu saisir l'opportunité que lui offrait le passage du *USS Charlotte* pour pouvoir rallier le grand nombre de Canadiens à travers le pays à une cause que son parti promettait de défendre, soit la souveraineté du pays en Arctique et indirectement une partie de l'identité canadienne.

¹¹² *Ibid.*, p. 811-812.

¹¹³ *Idem.*

¹¹⁴ *Idem.*

¹¹⁵ *Ibid.*, p. 813.

4.3.2 Poursuite d'une sécurisation pour contrer le danger américain

De 2005 à 2007, l'acte de langage des politiciens canadiens ne cessera de pointer vers une défense des intérêts canadiens en Arctique remise en cause par Washington. En effet, quelques événements médiatiques de petites envergures concernant l'Arctique et mettant en vedette le voisin du sud, continueront à maintenir la rhétorique belliqueuse des autorités gouvernementales canadiennes à l'endroit des États-Unis.

Il y eut ainsi l'événement du 23 janvier 2006. L'ambassadeur américain créa une légère commotion à Ottawa, lorsqu'il profita d'une table ronde avec des étudiants de l'université Western en Ontario, pour confirmer la position de son pays face au PNO. Pour répondre à cette affirmation et voulant démontrer le sérieux de son engagement en Arctique, Harper déclara que: « Les États-Unis défendent leur souveraineté. Nous défendons la nôtre. Nous recevons notre mandat de la population canadienne et non pas de l'ambassadeur des États-Unis ». ¹¹⁶ Cette volonté d'engagement en Arctique se traduit la même année par une opération de navigation de la Marine canadienne dans le PNO, qui fut très médiatisée. Cette importante initiative dura près de douze jours et mobilisa plus de 400 hommes provenant de l'Armée de terre, de la Marine, de la force aérienne, de la gendarmerie royale et de la garde côtière. ¹¹⁷

Dans les mois qui suivirent et tout au long de l'année 2007, il fut difficile pour le gouvernement conservateur de Harper de garder un tel rythme d'initiatives en Arctique. Se rendant compte qu'il devait jongler avec des restrictions budgétaires, mais voulant toujours tabler sur le thème fédérateur qu'est la question arctique, Harper choisit de mettre en œuvre une nouvelle stratégie moins onéreuse, soit celle de la «promotion du discours». On entendait désormais fortement médiatiser des

¹¹⁶ Guetta, A. (2006, 7 février). Tensions glaciales entre Ottawa et Washington. *L'Express*. Récupéré de <http://www.lexpress.to/archives/2/> (Page consultée le 21 août 2015).

¹¹⁷ Breugnon, G. (2010). *Géopolitique de l'Arctique Nord-Américain*. (Paris : L'Harmattan). p. 129.

opérations de défense en Arctique, alors que celles-ci étaient finalement de faible impact.¹¹⁸

Le second avantage pour Harper découlant de la «promotion du discours» consistait à poursuivre une opposition Canada/États-Unis, et ce, afin d'attirer l'attention de Washington sur une question dont la capitale ne se souciait pas assez selon le Canada. Ainsi, dans un discours émit à Resolute Bay, ville située dans le Nunavut, le premier ministre annonça que les Forces canadiennes allaient «construire un nouveau centre d'entraînement militaire à Resolute Bay et rénover le port en eaux profondes de l'ancien site minier de Nanisivik et que l'effectif des Rangers canadiens serait augmenté de 900 hommes»¹¹⁹. Si à prime à bord, le discours était probablement destiné à conforter les Canadiens dont l'idée que leur gouvernement poursuivait son engagement de s'occuper du Nord, l'élocution avait également pour objectif d'attirer l'attention des États-Unis sur un océan dont ils ne se soucient pas suffisamment, selon Ottawa.¹²⁰

Loin de créer la dissension projetée, ces initiatives à l'instar de presque tous les autres gestes d'Ottawa visant à affirmer sa souveraineté en Arctique par des moyens militaires recevront l'approbation des États-Unis.

Le président américain George W. Bush s'est réjoui des nouveaux investissements militaires du Canada dans l'Arctique, mais il a refusé de revoir sa position traditionnelle voulant que le passage du Nord-Ouest appartienne à tout le monde. M. Bush a rejeté les prétentions canadiennes à ce sujet. « Nous ne nous entendons pas sur le passage du Nord-Ouest, a-t-il dit. Nous croyons que c'est une voie internationale. » Il a toutefois rapidement ajouté que les États-Unis ne remettent pas en cause la souveraineté canadienne sur ses îles arctiques, et il a salué les intentions de

¹¹⁸ *Idem.*

¹¹⁹ *Ibid.*, 129-130.

¹²⁰ *Ibid.*, 131.

M. Harper de construire dans la région un port en eaux profondes et un centre de formation militaire.¹²¹

Même si les États-Unis refuseront de céder sur leur position concernant le PNO, le pays encouragera toutes actions unilatérales du Canada dans le Nord qui accroîtront sa présence militaire, Washington trouvant très intéressant que l'Arctique soit surveillé par des forces canadiennes sans que l'appui de Washington soit requis.¹²²

4.4 Constats

Dans ce chapitre, il a été possible de constater qu'en quelques mois la rhétorique gouvernementale émise en 2005 au sujet de l'Arctique a connu une évolution. En effet, celle-ci passera rapidement d'une défense de l'Arctique contre des plusieurs menaces anticipées à une protection de l'Arctique contre une menace provenant de Washington qui remettait en cause le statut du PNO. Dans les discours émis lors de cette période, on émettait l'hypothèse que cette situation pouvait potentiellement avoir un impact sur la souveraineté du Canada dans cette région et que le pays allait réagir pour contrer la donne. Il est de notre avis que cette rhétorique soit en fait un processus de sécurisation et que celui-ci ait été précédé d'une construction d'un discours du «vrai» précédemment établi par des experts canadiens dans un article du *National Post*.

¹²¹ Plouffe, J. (2008). *Les États-Unis et l'Arctique depuis la fin de la guerre froide: renouvellement d'une vulnérabilité américaine, prolongement d'un statu quo stratégique*. (Mémoire de maîtrise). Université du Québec à Montréal. p. 139.

¹²² *Idem*.

CHAPITRE V

POURSUITE DU PROCESSUS DE SÉCURISATION SOUS UNE MENACE RUSSE

Dès 2007-2008, il sera possible de noter un changement dans le discours gouvernemental sur la question de l'Arctique. Dès lors, Ottawa cessera graduellement d'utiliser une rhétorique portée sur la défense des passages arctiques contre une menace principalement américaine, pour désormais reposer sur une défense du territoire arctique contre des revendications d'États riverains. Selon Frédéric Lasserre, « le dossier est de nature différente, puisqu'il s'agit de l'extension de la souveraineté purement économique sur des ressources potentielles des fonds marins, alors que la question des passages arctiques interroge le statut de ces détroits. »¹²³

Ce changement dans la rhétorique de Harper semblera apparaître à la suite d'événements et d'incidents mettant en vedette certaines actions de la Russie en Arctique, mais également au plan international. À chaque occasion, le gouvernement canadien dénoncera vigoureusement cet autre État circumpolaire. Peut-on parler ici d'un nouveau processus de sécurisation? Et si oui, a-t-il été précédé d'une construction d'un discours du «vrai» par les acteurs institutionnels canadiens? Avant de tenter d'élucider ces questions, nous analyserons préalablement les relations canado-russes sur la question de l'Arctique.

¹²³ Lasserre, F. (2010). L'Arctique, zone de confrontation ou de coopération? Genèse de relations complexes et anciennes, dans Frédéric Lasserre (dir.), *Passages et mers arctiques. Géopolitique d'une région en mutation*, Presses de l'Université du Québec, Québec. p. 68.

5.1 Relations canado-russes en Arctique

Sans représenter un allié historique comme le furent les États-Unis et ayant même été dans des camps opposés durant la guerre froide, le Canada et la Russie ont néanmoins partagé plusieurs positions convergentes concernant l'Arctique dans les dernières décennies. Les deux États possèdent en effet un grand territoire arctique (voir fig. 5.1). Tout comme Ottawa avec le PNO, Moscou s'est échiné pendant des années à soutenir que les voies maritimes qui longeaient ses côtes arctiques, celles du PNE, se situaient dans les eaux intérieures russes. Les navires étrangers devaient donc se prémunir d'une permission auprès des autorités pour les traverser. Cependant, à l'instar du Canada, la Russie vit une opposition de Washington à reconnaître ce statut au PNE. Campés sur leurs positions, dans les années 1960 les États-Unis tenteront plusieurs traversées des passages nordiques russes. Contrairement aux tentatives en eaux canadiennes, les plans américains n'aboutiront pas, en raison des fortes pressions et des menaces de ripostes des autorités soviétiques.¹²⁴

¹²⁴ Landriault, M. (2013). *La sécurité arctique 2000-2010 : une décennie turbulente?*. (Thèse de doctorat). Université d'Ottawa. p. 195-196.

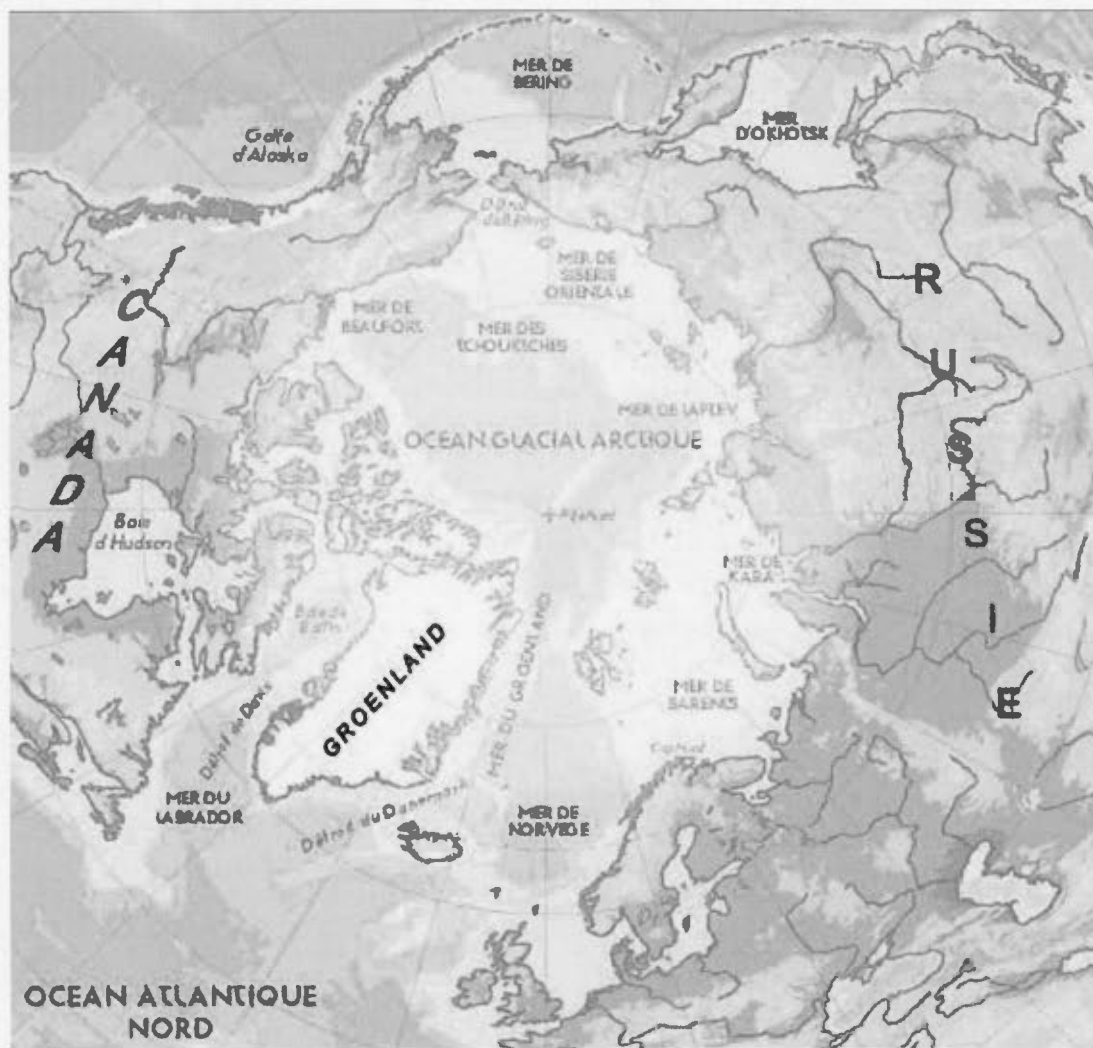


Figure 5.1 Territoires arctiques canadiens et russes (Source : Konexinfo. *La Russie se prépare à l'ouverture commerciale du passage de l'Arctique*. Récupéré de <http://konexinfo.wordpress.com/2008/01/06/la-russie-se-prepare-a-louverture-commerciale-du-passage-de-larctique/>) (Page consultée le 6 avril 2015).

Après la guerre froide et l'implosion de l'Union soviétique, la Russie entreprendra de s'ouvrir politiquement et économiquement au reste de la planète. Cela se traduit, entre autres choses, par une adhésion à plusieurs organisations internationales. La Russie sera ainsi l'un des membres fondateurs du CA, qui rappelons-le, avait pour objectif d'être un lieu de discussion pour les États circumpolaires sur les questions arctiques. Ottawa utilisera ce nouveau domaine de collaboration pour échanger avec la Russie, volonté qui sera reflétée dans le *Volet nordique de la politique étrangère canadienne* de 2000. Le document mettait en perspective les points en communs deux États, telle l'«identité arctique que le Canada partage avec la Russie»¹²⁵, qui devait leur permettre d'établir un partenariat pour traiter efficacement des enjeux de cette région.¹²⁶

Cette volonté de travailler conjointement avec la Russie sur les questions arctiques perdura pendant une bonne partie des années 2000, les deux pays entretenant des relations plutôt cordiales durant cette période. Vers la fin de cette décennie, la donne semblera néanmoins changer. Alors que pendant près de deux ans, la défense de l'Arctique se fit contre une menace plutôt américaine; dès 2007-2008, la Russie apparaîtra peu à peu au sein du discours sécuritaire du gouvernement canadien comme la menace contre laquelle il faudra défendre le nord. Cette rhétorique menaçante se développera graduellement au fil de divers événements nationaux et internationaux qui permettront au gouvernement canadien de créer une image d'une Russie peu encline à suivre le droit international, prompt à réagir agressivement avec d'autres États et enfin représentant une menace à l'Arctique canadien.

¹²⁵ Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. [s.d.]. *Le volet nordique de la politique étrangère du Canada*. p. 16. Récupéré de http://www.arctique.uqam.ca/IMG/pdf/Volet_nordique_pour_la_politique_etrangere_du_Canada.pdf (Page consultée le 4 juillet 2015).

¹²⁶ Landriault, M. (2013). *La sécurité arctique 2000-2010 : une décennie turbulente?*. (Thèse de doctorat). Université d'Ottawa. p. 199.

5.2 Drapeau russe

Fin juillet 2007, le brise-glaces nucléaire *Rossiya* et le vaisseau de recherche *Akademik Fédorov*, quittèrent la ville russe de Mourmansk pour se diriger vers le point le plus au nord de la planète (voir fig. 5.2). Deuxième voyage du genre en quelques mois, cette expédition qui avait à son bord plusieurs scientifiques russes avait pour objectif de fouiller les fonds marins du Pôle Nord dans le but d'y trouver des éléments géologiques qui permettraient à la Russie de proclamer sa souveraineté sur cette portion du fond marin.¹²⁷ L'enjeu territorial de cette expédition était de taille, soit revendiquer la dorsale de Lomonossov, une chaîne montagneuse sous-marine de près de 2000 km reliant les îles de Sibérie russe au Groenland.¹²⁸ Arrivée à leur destination, la mission scientifique russe envoya deux sous-marins de poche qui descendirent vers le Pôle Nord sur près de 4261 mètres afin d'atteindre les fonds marins. Après avoir récolté des échantillons de la flore et de la faune sous-marine, les occupants des deux engins larguèrent une capsule de titane contenant le drapeau de la Russie, qui fut planté dans le sol marin.¹²⁹

¹²⁷ Le Devoir. (2007, 3 août). Le drapeau russe n'impressionne guère Ottawa. *Le Devoir*. Récupéré de <http://www.ledevoir.com/politique/canada/152294/le-drapeau-russe-n-impressionne-guere-ottawa> (Page consultée le 21 août 2015).

¹²⁸ *Idem*.

¹²⁹ Duguay, N. (2007, 3 août). Ottawa nullement impressionné. *Ici Radio-Canada*. Récupéré au <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/International/2007/08/02/001-pole-nord-russie-jeudi.shtml> (Page consultée le 21 août 2015).

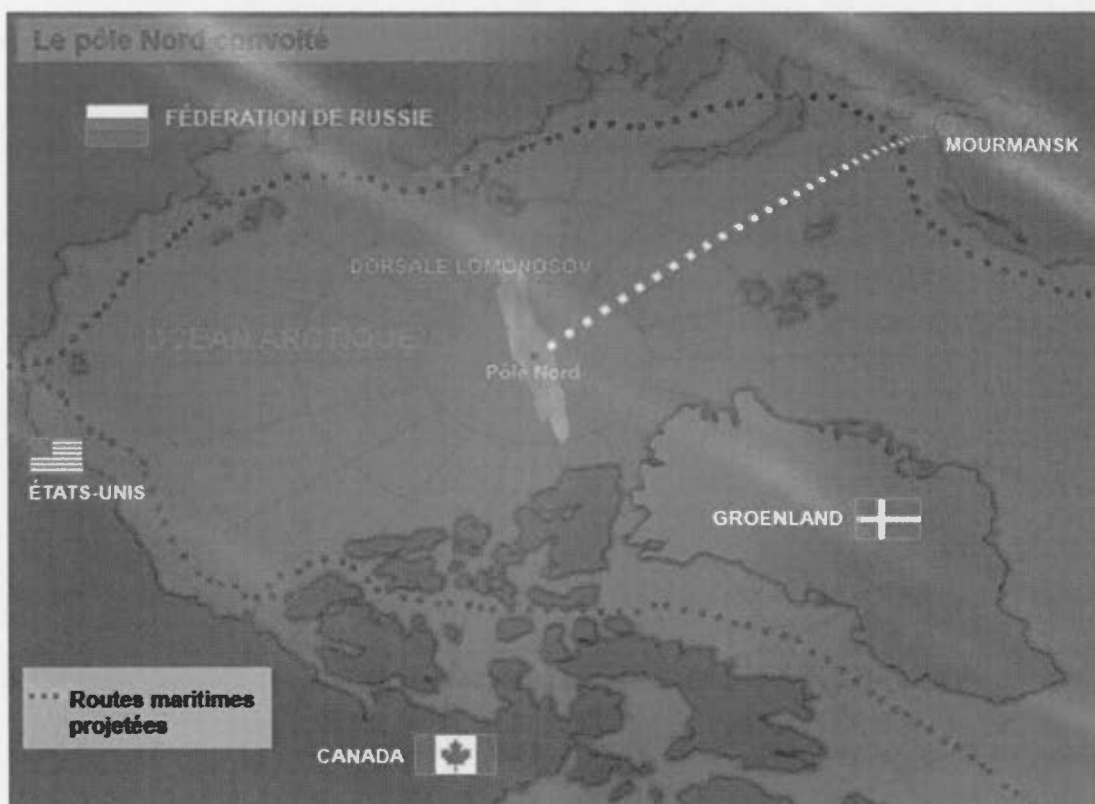


Figure 5.2 Trajet de l'expédition russe jusqu'au Pôle Nord (Source : Duguay, N. (2007, 3 août). Ottawa nullement impressionné. *Ici Radio-Canada*. Récupéré de <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/International/2007/08/02/001-pole-nord-russie-jeudi.shtml>) (Page consultée le 21 août 2015).

Actuellement, en vertu du droit international, aucun État ne possède le Pôle Nord et la région de l'océan Arctique qui l'environne. Il faut comprendre que les territoires marins sont assujettis à des systèmes juridiques qui déterminent quelles sont les zones maritimes qui appartiennent à un État. La Convention des Nations unies sur le droit de la mer de 1982 accorde ainsi aux pays côtiers un contrôle de leur littoral sur une zone économique exclusive de 200 milles nautiques, soit près de 360 km (voir fig. 5.3).¹³⁰ De plus, «dans ses eaux intérieures ainsi que dans sa mer territoriale, l'État côtier est souverain. Autrement dit, ses pouvoirs étatiques y sont complets et s'étendent sur l'eau, mais aussi sur l'espace aérien au-dessus ainsi que – ce qui nous intéresse ici – sur le fond marin et son sous-sol.»¹³¹ Cette zone maritime est accordée d'office aux États, sans qu'ils aient besoin de la revendiquer, ce qui n'est pas le cas de la zone maritime comprenant le plateau continental. Au-delà de la zone économique exclusive, le fond de la mer est, en effet, soumis aux lois maritimes légiférant les plateaux continentaux. Selon la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, pour qu'un État puisse réclamer les ressources de cette zone, il faut qu'il fasse la démonstration scientifique et géologique que cette dernière lui appartient.¹³² La Russie à l'instar de tous les autres États circumpolaires, à l'exception des États-Unis, a souscrit à ce traité. En soutenant que la dorsale de Lomonossov est le prolongement du plateau continental russe, Moscou pourrait donc selon le droit international maritime réclamer les territoires sous-marins situés dans cette région. Ayant ratifié la convention en 1997, la Russie dispose de dix ans à partir de cette date pour faire valoir ses revendications. En 2001, le pays présenta une première requête à la Commission des limites du plateau continental (CLPC), mais elle fut déboutée en raison d'un manque de preuves.¹³³ Depuis lors, le pays a tenté par

¹³⁰ Bartenstein, K. (2008). Planter des drapeaux : quelles règles pour répartir le plancher océanique de l'Arctique?. *Études internationales*. p. 541.

¹³¹ *Idem*.

¹³² *Idem*.

¹³³ Le Devoir. (2007, 3 août). Le drapeau russe n'impressionne guère Ottawa. *Le Devoir*. Récupéré de <http://www.ledevoir.com/politique/canada/152294/le-drapeau-russe-n-impressionne-guere-ottawa> (Page consultée le 21 août 2015).

5.3 Naissance d'une menace et essor d'un discours sécuritaire

L'expédition du vaisseau *Akademik Fédorov* reçut une grande couverture médiatique internationale. Si à l'étranger, les commentaires furent plutôt négatifs, au niveau national russe, l'expédition ainsi que l'épisode du drapeau déclenchèrent beaucoup d'allégresse chez la population. De plus, fiers de cette prouesse technologique et de l'accomplissement scientifique qu'il représentait, les médias russes se plurent à répéter que c'était : «la première fois que l'humanité relève le défi d'atteindre le fond de l'océan Arctique ».¹³⁵

Du côté canadien, dans les jours qui suivirent la divulgation de l'histoire de l'expédition russe, la position officielle du pays sera de minimiser l'événement en le ridiculisant, « This isn't the 15th century. You can't go around the world and just plant flags and say «We're claiming this territory»». ¹³⁶ Le gouvernement ira même jusqu'à qualifier cette expédition d'«essentiellement un spectacle de la part de la Russie». ¹³⁷ Le ton changera toutefois rapidement au sein du gouvernement canadien pour faire place à une rhétorique démontrant le désir du Canada de défendre ce territoire marin qu'il considère comme le sien. Ainsi, lors d'entrevues accordées à plusieurs médias, le ministre des Affaires étrangères, Peter MacKay réitérera l'intention de son gouvernement de mieux défendre la souveraineté du Canada dans l'Arctique, message qui sera appuyé par le premier ministre : «Nous devons agir rapidement pour assurer notre souveraineté à l'avenir et nous avons l'intention de le faire». ¹³⁸

¹³⁵ Maudeville, L. (2007, 14 octobre). La Russie plante son drapeau au fond de l'océan Arctique. *Le Figaro*. Récupéré de <http://www.lefigaro.fr/international/2007/08/03/01003-20070803ARTFIG90108-la-russie-plant-son-drapeau-au-fond-de-l-océan-arctique.php> (Page consultée le 21 août 2015).

¹³⁶ Gunitskiy, V. (2008). On thin ice : Water rights and resource disputes in the arctic ocean. *Journal of International Affairs*. p. 261.

¹³⁷ Le Devoir. (2007, 3 août). Le drapeau russe n'impressionne guère Ottawa. *Le Devoir*. Récupéré de <http://www.ledevoir.com/politique/canada/152294/le-drapeau-russe-n-impressionne-guere-ottawa> (Page consultée le 24 août 2015).

¹³⁸ Mackay, cité dans *Idem*.

Ce message sera répété dans le Discours du trône d'octobre 2007. Sans citer explicitement une menace russe, le premier ministre fera néanmoins état de menaces étrangères contre l'Arctique en mentionnant qu' : «Aujourd'hui, il nous faut poser un regard nouveau sur le Nord. Des nouvelles possibilités émergent d'un bout à l'autre de l'Arctique, mais aussi de nouveaux défis provenant d'ailleurs.»¹³⁹ Une opposition à la Russie sera plus clairement énoncée lorsque le premier ministre parlera du désir du gouvernement de se charger du dossier des zones maritimes concernant le Pôle Nord. Il affirmera ainsi que «Toujours dans une perspective d'affirmation de notre souveraineté, notre gouvernement dressera pour la première fois la carte complète du plancher océanique de l'Arctique canadien.»¹⁴⁰

5.4 Crise géorgienne et montée de la menace russe dans la rhétorique gouvernementale

La rhétorique d'une menace russe pour l'Arctique canadien se précisera vraisemblablement avec un événement qui n'aura aucun lien avec le Canada ni avec le territoire arctique, soit la deuxième guerre d'Ossétie. Depuis l'arrivée en 2003 de Mikheïl Saakkachvili, un politicien proaméricain, à la présidence de la Géorgie, les relations entre le pays et la Russie n'ont cessé de se dégrader. Elles ont débouché à l'été 2008 en une confrontation entre les deux protagonistes. Le conflit qui éclatera à trouvera ses sources dans une attaque lancée le 8 août 2008 par les forces géorgiennes contre la république séparatiste pro-russe d'Ossétie du Sud. Avec l'argument de

¹³⁹ Harper. S. (2007, 16 octobre). *Adresse du Premier ministre Stephen Harper en réponse au discours du Trône*. Récupéré de http://www.arctique.uqam.ca/IMG/pdf/Discours_du_Trone_-_2007.pdf (Page consultée le 21 août 2015).

¹⁴⁰ *Idem*.

défendre ses ressortissants, la Russie mènera une riposte dès le lendemain contre l'armée géorgienne, qui subira une lourde défaite.¹⁴¹

Si cette attaque fut grandement décriée par la communauté internationale, le gouvernement canadien pour sa part semblera percevoir dans ce conflit, une réappropriation de la «mentalité soviétique» par la Russie, qui vraisemblablement l'amenait à ne pas respecter le droit international en brimant la souveraineté d'un État. Questionné sur l'événement, Harper soutiendra ainsi que : «It's a strong statement that says that Russia must respect the territorial integrity of Georgia and obviously we must all respect this integrity for all of the countries of the UN»¹⁴².

L'acte de langage portant sur la menace russe du gouvernement canadien s'amplifiera dans les semaines qui suivront. Peu à peu, certains membres de ce dernier prendront parole afin de démontrer que la crise géorgienne prouvait que la Russie était un État belliqueux, ce qui amenait le Canada à remettre en question les relations entretenues avec le pays. Harper annoncera ainsi réexaminer tous les aspects de sa relation avec l'ancienne puissance soviétique, incluant les dossiers stratégiques et militaires.¹⁴³ Le ministre MacKay sera le premier à établir un lien entre cette crise et l'Arctique : «Unfortunately, we appear to be entering a new era of relations with Russia. [...] That is, again, something that we will be taking very close stock of, day to day, as we watch things progress, in Georgia but also in other regions, including the Canadian Arctic.»

¹⁴¹ Courrier International. (2008, 3 septembre). Le conflit entre la Russie et la Géorgie. *Le Courrier international*. Récupéré de <http://www.courrierinternational.com/dossier/2008/09/03/le-conflit-entre-la-russie-et-la-georgie> (Page consultée le 2 juin 2015).

¹⁴² Mayeda, A. (2008, 19 août). Canada to keep watch on Russia's Arctic activities. *The Vancouver Sun*. Récupéré de <http://www2.canada.com/vancouver/news/story.html?id=a1f76815-b29e-492a-850b-b95bdd75492e> (Page consultée le 15 mars 2015).

¹⁴³ *Idem*.

5.5 Intrusions aériennes russes et sécurisation par le biais d'une menace russe

La sécurisation de l'Arctique fondée sur la menace russe débutera vraisemblablement en 2008. Jusqu'alors, certains comportements de la Russie avaient été dénoncés dans les discours canadiens, mais aucun ne faisait référence à l'urgence d'agir dans le nord pour défendre la région contre une menace russe. À partir de 2008, suite à plusieurs incidents aériens concernant l'aviation russe, des politiciens canadiens emploieront un acte de langage beaucoup plus alarmiste contre la Russie et le risque qu'elle pouvait représenter pour la souveraineté canadienne en Arctique. Ainsi, alors que le premier ministre canadien était en déplacement dans le nord du pays, des avions militaires russes volant près de l'espace aérien du Canada seront interceptés par des CF-18 et seront sommés de s'éloigner. Dans un discours, le ministre MacKay s'empressera de mentionner qu' : «un certain nombre d'incidents sont survenus récemment qui nous indiquent un niveau d'activité plus grand de la part de la Russie.»¹⁴⁴ Dans les mois qui suivront, Ottawa deviendra plus explicite dans sa rhétorique. Il sera alors établi que l'ancienne puissance soviétique était désormais considérée comme dangereuse pour la région nordique et que le gouvernement devait réagir de manière concrète pour protéger ce territoire. Pour se faire, certains politiciens canadiens fusionneront le portrait de la Russie agressive et conquérante découlant de la crise géorgienne, aux opérations aériennes précédentes pour justifier certaines de leurs politiques dans le nord. Le premier ministre soutiendra ainsi :

[...] nous sommes inquiets que la Russie teste l'espace aérien canadien [...] Des actions russes ailleurs dans le monde nous indiquent un désir de travailler en dehors du cadre international. C'est pourquoi nous prenons une série de mesures incluant des mesures militaires pour solidifier notre souveraineté sur le Nord.¹⁴⁵

¹⁴⁴ Le ministre Mackay, cité dans Landriault, M. (2013). *La sécurité arctique 2000-2010 : une décennie turbulente?*. (Thèse de doctorat). Université d'Ottawa. p. 253.

¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 253-254.

Ottawa annoncera ainsi dans la stratégie de défense *Le Canada d'abord* du 12 mai 2008, l'achat d'avions militaires F-35, qui selon le gouvernement, devraient aider « nos militaires à défendre la souveraineté de l'espace aérien canadien ». ¹⁴⁶

Un autre événement très médiatisé concernant l'aviation russe viendra soutenir le discours gouvernemental quant à sa volonté de sécuriser l'espace aérien arctique contre la menace russe. En effet, le 28 février 2009, le gouvernement rendit publique que dix jours plus tôt, soit seulement à quelques heures d'une visite du président américain Barack Obama à Ottawa, un bombardier russe Tu-95 fut intercepté par deux CF-18 canadiens à la porte de l'espace aérien du pays. Même si l'avion obtempéra à faire demi-tour, le gouvernement dénonça haut et fort l'incident. Ainsi, le ministre MacKay, tout en refusant de considérer le vol des Tu-95 comme une provocation délibérée de la Russie, le politicien annonça tout de même que le pays avait pris la mauvaise habitude de ne pas avertir Ottawa pour de ce genre de vol et qu'il considérerait globalement ces actions comme une « démonstration de la capacité militaire russe ». ¹⁴⁷ Sans établir que la Russie était considérée par le Canada comme une menace à ses intérêts en Arctique, le ministre s'exclama néanmoins sur la volonté du pays à démontrer les capacités canadiennes dans cette région : « Il est nécessaire d'être vigilant et d'avoir une véritable présence en Arctique - dans l'espace aérien, sur le terrain et sur les eaux. Il est plus facile d'avoir notre armée, nos Rangers, pour démontrer notre capacité et notre présence. » ¹⁴⁸ Harper, quant à lui, fut plus prompt à interpréter le geste russe comme étant belliqueux et à dépeindre l'État comme une menace pour le Canada. En effet, il affirma dans les jours qui suivirent l'événement que son gouvernement était très préoccupé par « les actions de plus en plus agressives de la Russie et ses intrusions dans l'espace aérien canadien ». ¹⁴⁹ Pour faire face à cette

¹⁴⁶ *Ibid.*, p. 254.

¹⁴⁷ Radio-Canada. (2009, 27 février). Des CF-18 interceptent un bombardier russe. *Radio-Canada*. Récupéré de <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/National/2009/02/27/001-bombardier-russe.shtml?ref=rss> (Page consultée le 2 juin 2015).

¹⁴⁸ *Idem.*

¹⁴⁹ *Idem.*

menace, le premier ministre s'engagea à livrer bataille à l'adversaire. « Nous défendrons notre espace aérien [...]. Nous riposterons à chaque fois que les Russes se livreront à toute sorte d'intrusion visant la souveraineté du Canada. »¹⁵⁰

Dans les mois qui suivront, le gouvernement continuera d'entretenir une image menaçante de la Russie dans sa rhétorique. Il soutiendra qu'il s'agit là d'un acteur national qui ne respecte pas les lois internationales, dont les actions sont menaçantes pour l'Arctique canadien et avec qui il est difficile de coopérer. Dans cette veine, le nouveau ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, affirmera dans une allocution de novembre 2009 :

Notre leadership dans le Nord implique une consultation et une collaboration avec nos voisins de l'Arctique et, dans certains cas, la résolution de différends ou de disputes qui nous opposent à eux. [...] Toutefois, ne vous y trompez pas : lorsqu'un problème d'importance nationale est soulevé au Conseil de l'Arctique, notre gouvernement défend et défendra toujours nos intérêts et notre souveraineté dans l'Arctique. C'est pourquoi nous réagissons si vivement lorsque d'autres pays, comme la Russie, procèdent à des exercices ou se livrent à des activités qui semblent menacer notre sécurité dans le Nord et ébranler les relations de coopération que nous avons établies.¹⁵¹

Ainsi, dans le discours gouvernemental, la Russie, loin d'être considéré comme un allié avec lequel Ottawa pouvait travailler, devenait plutôt un rival avec lequel il fallait se montrer combatif : « Nous poursuivrons notre travail avec des alliés comme les États-Unis sur les questions d'intérêt commun et nous répondrons de manière appropriée lorsque d'autres États tenteront d'les (*sic*) limites en ce qui concerne l'Arctique canadien. »¹⁵²

¹⁵⁰ *Idem.*

¹⁵¹ Cannon, L. (2009, 23 novembre). *Allocution du ministre Cannon devant l'Economic Club of Canada*. Récupéré au <http://www.international.gc.ca/media/aff/speeches-discours/2009/58.aspx?lang=fra&view=d> (Page consultée le 21 août 2015).

¹⁵² *Idem.*

5.5.1 Exagération des intrusions aériennes russes et l'intérêt canadien

L'attitude d'Ottawa face à la Russie est questionnable puisqu'elle va à l'encontre de la pratique habituelle du pays de rester discret sur certaines questions militaires. En effet, il n'est arrivé que très rarement dans l'histoire récente que le gouvernement canadien médiatise des intrusions aériennes, ces incidents étant gardés sous le couvert du secret.¹⁵³ À ce propos, Bob Rae, député fédéral de l'opposition officielle canadienne, mentionnera après une conférence de presse de MacKay au sujet des vols russes près de l'espace aérien canadien : «Ce n'est pas inhabituel que ces choses arrivent. Ce qui est un peu inhabituel, c'est de se faire dire qu'elles ont eu lieu».¹⁵⁴ Cependant, pendant près de quatre ans, le gouvernement de Harper ira en sens contraire de cette habitude en dévoilant régulièrement aux médias et à la population les vols russes. Ainsi, entre 2007 et 2010, le parti au pouvoir dénoncera chaque année en moyenne contre 12 à 18 vols russes près de l'espace aérien canadien. Dans les faits, il est fort probable que le gouvernement ait exagéré volontairement cette menace. Selon un rapport du NORAD, en 2007, l'aviation canadienne aurait intercepté à quatre reprises des avions russes; en 2008, le total se serait chiffré à cinq fois; en 2009, trois appareils russes auraient été surpris par les forces canadiennes; et enfin en 2010, le total se serait élevé à trois. En comparaison, durant la même période, les États-Unis auraient quant à eux, intercepté près de 33 vols russes près de l'espace aérien de l'Alaska.¹⁵⁵

Plusieurs voix officielles étrangères tendront à soutenir la thèse d'une exagération délibérée du Canada quant à la menace représentée par la Russie. En effet, suite à

¹⁵³ Landriault, M. (2013). *La sécurité arctique 2000-2010 : une décennie turbulente?*. (Thèse de doctorat). Université d'Ottawa. 256.

¹⁵⁴ La Presse canadienne. (2009. 28 février). La veille de la visite d'Obama à Ottawa – Deux F-18 canadiens chassent un bombardier russe au-dessus de l'Arctique. *Le Devoir*. Récupéré de <http://www.ledevoir.com/politique/canada/236505/la-veille-de-la-visite-d-obama-a-ottawa-deux-f-18-canadiens-chassent-un-bombardier-russe-au-dessus-de-l-arctique> (Page consultée le 21 août 2015).

¹⁵⁵ Pugliese, D. (2010, 4 septembre). Norad logs few Russian flights. *Ottawa Citizen*. Récupéré de <http://www2.canada.com/ottawacitizen/news/story.html?id=4b99c8ca-8139-4ffa-a064-2162e67f90bd> (Page consultée le 21 août 2015).

l'interception des deux Tu-95, le gouvernement américain tiendra une position officielle plutôt apaisante, cherchant à minimiser le sérieux de ces vols. Le responsable des opérations au NORAD, le colonel John Zentner, secondera les positions étrangères en affirmant que ces vols étaient des exercices de formation, représentant un degré de menace minime, et que par ailleurs, les médias russes avaient annoncé leurs sorties.¹⁵⁶

5.6 Construction d'un discours du vrai par les experts canadiens sur la menace russe

Il semble que peu d'articles, de recherches ou d'études ont été publiés avant 2007-2008, appelant le gouvernement canadien à défendre l'Arctique, ou plus précisément son espace aérien ou ses intérêts économiques dans la région, contre une menace russe. Au contraire, grand nombre d'experts publièrent des articles mentionnant que le Canada devait agir avec prudence et diplomatie face à la Russie, car cet adversaire était coriace et qu'il avait les moyens de ces ambitions. Ainsi, suite à l'épisode du drapeau de 2007, Huebert appellera certes le gouvernement canadien à dénoncer diplomatiquement l'événement, mais prônera néanmoins une certaine retenue: «The smart thing to do would be to make a political statement that we politely disagree»¹⁵⁷ Le politologue ira même jusqu'à mentionner qu'il était tout à fait possible que la Russie n'ait pas tort d'émettre ses revendications, mais qu'il aurait été préférable que le pays attendent d'avoir des preuves scientifiques appuyant ses revendications avant de faire un tel coup d'éclat.¹⁵⁸

¹⁵⁶ B. Weber cité dans Landriault, M. (2013). *La sécurité arctique 2000-2010 : une décennie turbulente?*. (Thèse de doctorat). Université d'Ottawa. p. 255.

¹⁵⁷ The Ottawa Citizen. (2007. 31 juillet). Arctic exploration by Russia demands response, expert says. *The National Post*. Récupéré de <http://www.nationalpost.com/news/story.html?id=221069c4-cc1f-4bc2-ae40-c09480910322> (Page consultée le 4 juin 2015).

¹⁵⁸ *Idem*.

Toujours à ce sujet, Huebert mentionnera dans une autre publication que le Canada ne pouvait s'en prendre qu'à lui-même pour les incidents s'étant déroulés en Arctique dans les dernières années, puisque le pays avait cessé de se préoccuper de cette région pendant si longtemps. Néanmoins, l'auteur a appelé Ottawa à changer la donne de manière prudente, mais ferme, en mettant les ressources nécessaires pour s'occuper du futur de cette région.

Despite claims by diplomats from all of the Arctic nations that there are rules in existence to resolve the developing differences in the Arctic, Canadian leaders must approach the Arctic in a cautious but resolute manner. When a previously ignored region of the world suddenly finds itself with a significant percentage of the world's oil and gas resources, unresolved boundaries involving the United States and Russia, and new technologies and climate realities that increasingly are making the Arctic more accessible, Canadian decision-makers must tread carefully. Canada needs to begin preparing now for a future that is uncertain, but one that will certainly require Canada to be much better prepared than it previously has been. This means that it will need more and improved means of knowing what is happening in its Arctic regions.¹⁵⁹

Enfin, toujours au sujet de l'Arctique, Huebert mettra clairement en garde Ottawa quant à son attitude face à la Russie. Étant au fait des importantes ressources que la Russie pourrait déployer pour soutenir ses revendications, l'auteur estimait que le Canada se devait d'être conscient des possibles conséquences d'un comportement belliqueux du pays face à la Russie; rappelant que d'autres États avaient payé chèrement leur position bagarreuse face à l'ancienne puissance soviétique.

Canadian officials need to be aware of the challenges of facing an assertive (and possibly aggressive) Russia should Canada challenge their extended continental shelf claim. The Russians have already demonstrated what such action would like too many of its neighbours regarding the sales of natural gas. Both Poland and Ukraine have faced Russian action that has even included threatened gas cut-offs. The Russian Special Arctic Representative to the President (also the same individual who planted the Russian flag on

¹⁵⁹ Huebert, R. (2008). Canadian arctic security: Preparing for a changing future. *Behind The Headlines*. Vol. 65, no. 4. p. 20.

the seabed at the North Pole) has been interviewed saying that Canada talks a lot but does not do much in regards to the Arctic. [...] while Russia has agreed to resolve any differences on a diplomatic basis, it would view any Canadian effort to encroach on its claim in very negative terms. As a result, Canada should expect a vigorous response from Russia if it decides to go beyond the pole and into what the Russians believe is theirs in marking its claims. Thus Canadian officials should not shy away from the challenge but they should be prepared for Russia to adopt «hardball» policies.¹⁶⁰

Adam Lajeunesse, historien spécialisé en études militaires, soutiendra les propos de Huebert en mentionnant qu'avec les ressources militaires qu'Ottawa détenait, le Canada n'était pas en mesure d'adopter une attitude agressive pour traiter avec la Russie de la question de l'Arctique. Néanmoins, l'auteur poussera le gouvernement canadien à changer la donne en adoptant une position claire et ferme sur le territoire et en injectant les ressources nécessaires pour soutenir cette dernière. Seule la poursuite de cette ligne de conduite permettrait au Canada de faire respecter ses droits sur l'Arctique.

[...]the Russian expedition was more than bravado; it was an able demonstration of Russian capability to operate in the waters they hope to claim. Canada has no capability to match the Russian nuclear icebreaker fleet. The Canadian Coast Guard has only one heavy icebreaker remaining, and it will soon be forty years old. With stronger icebreakers of its own, the Canadian response may have been more forceful, but the resources available prevented any effective Canadian rejoinder.[...] The greatest folly of Canadian Arctic policy has always been the tendency to avoid the political and financial costs inherent in having a clear policy. That, however, is exactly what Canada needs in the twenty-first century. The nation's territorial claims must be firm and precise and the government committed to their defence. No foreign state will respect ambiguous claims nor, in an age of increasing Arctic activity, will the opinions of a paper sovereign carry much weight. Canada must take a lesson from its own history. In the face of opposition, Arctic sovereignty is best defended with a clear and consistent policy, supported by the resources necessary to demonstrate and assert the nation's strong interest in the region. If Canada

¹⁶⁰ Huebert, R. (2009). Canadian Arctic sovereignty and security in a transforming circumpolar world. *Canadian International Council*. No. 4. p.23.

truly wishes to maintain its self-image as the "True North Strong and Free," it will have to start showing that it takes that title seriously.¹⁶¹

Concernant les vols des bombardiers russes près de l'espace aérien canadien, une certaine désapprobation du comportement canadien sera perceptible au sein de l'*intelligentsia* canadienne. Ainsi, à l'instar du colonel américain John Zentner, cité précédemment, bon nombre de hauts gradés militaires tenteront de minimiser les incidents en considérant ces vols comme des «exercices de routine». ¹⁶²

Dans la même ligne de pensée, l'ambassadeur canadien en Russie de l'époque, Christopher Westdale, appellera les membres du gouvernement de Harper à cesser de chercher des querelles non fondées à la Russie, proposant plutôt à Ottawa de chercher à avoir de meilleures relations avec Moscou.

In sum, I think we should stop picking fights, where none need be, with Russia. We have plenty of other problems on earth to deal with and should welcome Russia's help doing so. I think we Canadians should be doing our utmost – which is far from what we are now doing – to promote good relations between our neighbours.¹⁶³

5.7 Constats

Ce chapitre nous a amené à nous interroger sur la rhétorique gouvernementale émise dès 2007-2008 autour du sujet de l'Arctique. Il a été établi que l'acte de langage émis par la classe politique canadienne à partir de cette période était bel et bien un acte de langage destiné à sécuriser la région arctique et cette fois-ci à l'aide d'une menace russe. Ainsi, au gré de différents événements internationaux concernant la Russie, Ottawa a émis des actes de langages dénonçant l'État comme étant comme peu enclin

¹⁶¹ Lajeunesse, A. (2008). Lock, Stock, and Icebergs? Defining Canadian Sovereignty from Mackenzie King to Stephen Harper. *The Calgary Papers in Military and Strategic Studies*. p. 12.

¹⁶² Thorne, S. (2009, 28 février). Airspace outcry «a farce» Russia says. *The Canadian Press*.

¹⁶³ Westdale, C. (2008). Succeeding Putin in Power. *Arctic security in the 21st century – Conference report*. p. 30.

à suivre le droit international et prompt à réagir agressivement avec les autres membres de la communauté internationale. Dès 2008, le gouvernement de Harper amalgamera dans son acte de langage cette représentation négative à une série d'interceptions de vols russes près de l'espace aérien canadien, afin d'annoncer que la Russie était désormais considérée comme un adversaire du Canada en Arctique.

Dans ce chapitre, nous avons également tenté de vérifier si cette sécurisation de l'Arctique par le biais d'une menace russe avait été précédée d'une construction d'un savoir du «vrai» par des acteurs institutionnels prônant le même message. Nous avons conclu qu'une telle construction n'a pas été établie par ces derniers. Au contraire, plusieurs experts canadiens spécialistes de la question arctique ou des questions militaires recommanderont au Canada d'adopter une attitude plus collaborative que combative face à la Russie pour discuter du sujet de l'Arctique. Aussi, nous concluons que la théorie de Bigo ne s'applique pas à ce pan du processus de sécurisation de l'Arctique.

CHAPITRE VI

POURSUITE DU PROCESSUS DE SÉCURISATION SOUS UNE MENACE CHINOISE

Seul pays non circumpolaire des trois États étudiés, la volonté de présence de la Chine dans le territoire arctique semble avoir commencé à inquiéter Ottawa dès sa première tentative d'adhésion au CA en 2008. Ce chapitre a donc pour objectif de comprendre quelles sont les implications de la Chine en Arctique, quels y sont ses intérêts et enfin comment et pourquoi elle est apparue dans le processus de sécurisation de la région.

6.1 Implications chinoises en Arctique

Le 29 mars 2010, Byers écrivait dans le *Ottawa Citizen*: «Foreign ministers from Russia, the United States, Canada, Denmark and Norway are meeting in Chelsea, Quebec, today -- with the Arctic on the agenda, and China on their minds. »¹⁶⁴ Même si la Chine a adopté l'attitude plutôt prudente du «wait-and-see», cherchant à calmer les appréhensions des États circumpolaires face à sa volonté de se faire une place dans les débats sur l'Arctique, une certaine circonspection est demeurée à son endroit.

¹⁶⁴ Byers, M. (2010, 29 mars). China is coming to the Arctic. *Ottawa Citizen*. Récupéré de <http://byers.typepad.com/arctic/2010/03/china.html#more>

D'autant plus que les indices d'un intérêt chinois pour la région se sont multipliés au cours des dix dernières années.¹⁶⁵

6.1.1 Recherches scientifiques et publications

En Chine, la dernière décennie a été très prolifique en termes de recherches scientifiques et de publications sur la question de l'Arctique. Ainsi, le pays a réussi à monter un important programme de recherches scientifiques indépendant, alors qu'historiquement il n'a jamais été très présent dans cette zone géographique. Par ailleurs, dans un article sur le sujet, Olga V. Alexeeva et Frédéric Lasserre soutiennent que même s'il est possible de trouver des études chinoises concernant l'Arctique datant des années 1980; les différences fondamentales entre ces dernières et celles émises récemment reposent sur le fait que les premières traitent plutôt des sujets de sciences exactes comme les problèmes liés aux réchauffements climatiques, alors que les études actuelles concernent surtout le domaine des sciences humaines, telles les questions de souveraineté en Arctique et de l'importance de la région dans la géopolitique future.¹⁶⁶ Pour les deux auteurs, l'objectif de ces publications est difficile à définir.

[...] elle pourrait être un signe de la volonté de Pékin de former l'opinion publique chinoise sur l'importance des enjeux arctiques pour l'avenir socioéconomique du pays et sur la nécessité pour la Chine de devenir un acteur plus actif dans cette partie du monde, ou bien tout simplement de laisser un champ d'expression à ce nationalisme afin de détourner l'attention de l'opinion publique, sans pour autant que le gouvernement ait l'intention d'intervenir.¹⁶⁷

¹⁶⁵ Jakobson, L. (2010, mars). China prepares for an ice-free arctic. *SIPRI Insight on Peace and Security*. p. 2.

¹⁶⁶ Alexeeva, Olga V. et F. Lasserre. (2013). La Chine en Arctique : stratégie raisonnée ou approche pragmatique?. *Études internationales*. p. 28.

¹⁶⁷ *Ibid.*, p. 29.

En ce qui concerne les études scientifiques sur le terrain, le programme de recherche polaire chinois a toujours investi de manière plus soutenue en Antarctique qu'en Arctique. En effet, un traité sur l'Antarctique datant de 1959 permet à un nombre réduit d'États, dont la Chine fait partie, d'entreprendre des programmes de recherches scientifiques sur ce continent. Aussi, dans le but premier de mener des expéditions dans la région, Pékin a acquis en 1994 le brise-glace ukrainien *Xue-long* et a entamé dans les années 2000 la construction d'un nouveau modèle. Si vingt-huit expéditions furent menées au total en Antarctique depuis l'acquisition du *Xue-long*; à partir de 1999, la Chine mènera également cinq expéditions dans l'Arctique. Enfin, toujours afin de poursuivre ses études scientifiques sur l'Arctique, le pays mit sur pied une station de recherche sur l'île de Svalbard dans l'archipel norvégien.¹⁶⁸

6.1.2 Jeu de séduction diplomatique

Toujours avec la volonté de s'impliquer dans les questions sur l'Arctique, la Chine entreprit dans les années 2000 d'obtenir une place au sein du CA, organisation que le pays considère comme l'une des plus importantes quant à la gouvernance de l'hémisphère nord.¹⁶⁹ Rappelons-le, créée en 1996 afin de promouvoir la coopération entre les États arctiques sur les enjeux liés à leur territoire nordique, cette organisation comprend maintenant au total huit membres permanents, qui sont tous des États circumpolaires, douze États observateurs, principalement des associations autochtones de la région arctique, et enfin, trois pays non circumpolaires pouvant réclamer le statut d'observateur *ad hoc*.¹⁷⁰ C'est précisément, ce dernier statut qu'a

¹⁶⁸ *Ibid.* p. 29-30.

¹⁶⁹ Manicom, J. et P. Whitney Lackenbauer. (2013, avril). East asian states, the arctic council and international relations in the Arctic. *CIGI Policy Brief*. p. 4.

¹⁷⁰ Affaires étrangères, Commerce et Développement du Canada. [s.d.]. *Le Conseil de l'Arctique*. Récupéré de <http://www.international.gc.ca/arctic-arctique/council-conseil.aspx?lang=fra> (Page consultée le 4 juin 2015).

tenté d'obtenir la Chine en 2008, et qui lui a été refusé en 2009. À l'époque, l'attitude qu'avait entretenue la délégation chinoise pour appeler les membres du CA a voté en faveur de sa candidature avait été jugé trop arrogante.¹⁷¹

Dans l'optique d'une nouvelle tentative d'adhésion au Conseil en 2013, Pékin entrepris dès sa déconfiture de 2009, un ballet diplomatique afin de séduire certains États membres de l'organisation. La Chine a profité de la crise financière qui a frappé l'Islande en 2008 pour s'attacher le pays. Pékin est ainsi devenu l'un de ses plus importants alliés et bailleurs de fonds. Cette nouvelle collaboration s'est entre autres traduite par plus de cinq visites du président islandais Olafur Ragnar Grimsson en Chine, où il a tenté de promouvoir son pays comme un centre logistique potentiel en Arctique. Les efforts de Pékin sembleront porter fruit, car suite à un voyage à Reykjavik en 2012 du premier ministre chinois de l'époque Wen Jiabao, l'Islande confirmera le soutien de son pays pour la prochaine candidature de la Chine comme membre observateur *ad hoc* au sein du CA. Il est enfin à noter que lors de cette visite, les deux États conclurent six accords de coopération de l'ordre de plusieurs millions de dollars, principalement dans les domaines de l'énergie, des sciences et des technologies.¹⁷²

La Chine s'est aussi lancée dans une tentative de séduction du Danemark. Ainsi, suite à une importante visite en 2010 d'une délégation d'investisseurs chinois en sol danois, d'importants contrats économiques d'une valeur de plus de 740 millions de dollars américains furent conclus entre les deux États.¹⁷³ Si le Danemark put trouver son compte dans cette nouvelle alliance économique, la Chine y trouvera le sien en signant une série d'accords portant «principalement sur le développement de la

¹⁷¹ Haquet, C. (2012, 28 août). Arctique : Pékin ne perd pas le nord. *L'Express*. Récupéré de http://www.lexpress.fr/actualite/monde/arctique-pekine-ne-perd-pas-le-nord_1153695.html (Page consultée le 17 juin 2015).

¹⁷² Alexeeva, Olga V. et F. Lasserre. (2013). La Chine en Arctique : stratégie raisonnée ou approche pragmatique?. *Études internationales*. p. 32.

¹⁷³ *Ibid.*, p. 33.

coopération dans le domaine des recherches sur la navigation en Arctique, de l'exploitation des ressources naturelles, des échanges scientifiques et des recherches conjointes, mais aussi sur l'appui de la candidature de la Chine auprès du Conseil de l'Arctique.»¹⁷⁴ Grâce à sa diplomatie, la puissance chinoise s'était donc fait un nouvel allié sur la question de l'Arctique.

Enfin, de manière anecdotique, mais démontrant le désir de la Chine de séduire les gouvernements des régions nordiques, le pays a tenté d'amadouer le Groenland, pays constitutif du Royaume du Danemark. Alors qu'habituellement, Pékin n'accepte de traiter qu'avec les dirigeants des gouvernements centraux des États avec qui il échange, il a fait exception pour la province. Il a accordé un privilège rare pour l'étiquette diplomatique chinoise, en permettant aux dirigeants politiques groenlandais de rencontrer en 2011 de hauts hommes politiques chinois. Depuis, la province n'a eu de cesse de démontrer l'ouverture à l'égard des investisseurs chinois.¹⁷⁵

6.2 Les intérêts de Pékin à l'endroit de l'Arctique

La République populaire de Chine est l'État le plus peuplé du monde, mais également la deuxième puissance économique mondiale. En effet, grâce à son bassin important de main-d'œuvre, le pays est devenu rapidement au cours de ces quinze dernières années «l'usine du monde»; ce qui par le fait même lui a permis de connaître une croissance économique fulgurante. Pour soutenir cet essor économique ainsi que l'émergence d'une classe moyenne très consommatrice, la Chine s'est retrouvée à combler un grand besoin en richesses naturelles. Même si le pays est un grand producteur de plusieurs ressources (charbon, gaz, fer, etc.), sa production ne lui suffit

¹⁷⁴ *Idem.*

¹⁷⁵ Bougon, F. (2013, 5 mars). Arctique : la Chine force le passage. *Le Monde*. p. 3.

plus pour soutenir ses besoins. Cette situation le pousse donc à chercher d'autres sources d'approvisionnement à travers le monde. Aussi, l'Arctique avec ces promesses de ressources conséquentes attire les convoitises du pays.¹⁷⁶

6.2.1 Un intérêt pour le PNO

À l'image des États-Unis et d'une grande partie de la communauté internationale, la Chine voit dans la libération de certaines routes du PNE et du PNO, de réelles opportunités d'assurer son transport maritime. Il faut se remémorer que la puissance du pays découle directement de sa croissance économique et que celle-ci repose principalement sur des échanges internationaux. Aussi, qu'il s'agisse d'exportations ou d'importations, la grande majorité se fait par bateaux. L'un des problèmes auquel fait face la Chine découle du fait que les principales voies maritimes qu'empruntent ses navires peuvent s'avérer vulnérables face à la menace de piraterie, comme c'est souvent le cas près des côtes africaines. Ce danger a un coût pour les armateurs chinois dont ils aimeraient bien se débarrasser. Par exemple, «due to piracy, the cost of insurance for ships travelling via the Gulf of Aden towards the Suez Canal increased more than tenfold between September 2008 and March 2009. »¹⁷⁷ Par ailleurs, en utilisant le PNE et le PNO, Pékin est conscient que sa flotte maritime commerciale pourrait raccourcir le temps de ces trajets pour certaines destinations (voir tableau 1) et donc épargner par la même occasion sur l'utilisation de carburant,

¹⁷⁶ Normand, F. (2014). L'insatiable appétit de la Chine pour les ressources naturelles. *Les affaires*. Récupéré de <http://www.lesaffaires.com/monde/asia/l-insatiable-appetit-de-la-chine-pour-les-ressources-naturelles/566804> (Page consultée le 17 juin 2015).

¹⁷⁷ Jakobson, L. (2010, mars). China prepares for an ice-free arctic. *SIPRI Insight on Peace and Security*. p. 5.

ce qui amènerait une diminution des frais de transport de l'ordre de 60 à 120 milliards de dollars par année.¹⁷⁸

La Chine voit également dans les potentielles nouvelles voies maritimes de l'Arctique un moyen de pallier à une certaine vulnérabilité politique qu'elle ressent à l'endroit du détroit de Malacca, l'un des chemins que ces navires utilisent le plus. La défense de ce dernier est sous la gouverne des États-Unis et des marines japonaises et indiennes. S'il est peu probable que l'un d'entre eux décide de bloquer cette voie maritime comme moyen de pression politique en cas de conflit étatique; la Chine se sent néanmoins en position de faiblesse. Sentiment d'autant plus présent, que le pays éprouve une certaine méfiance à l'encontre des politiques américaines futures à son endroit.¹⁷⁹

Enfin, Pékin perçoit dans le PNE et le PNO une réponse aux limitations de certains détroits internationaux quant à leur largeur insuffisante. En effet, les chemins arctiques seraient assez étendus pour permettre le passage de gros navires commerciaux, situation impossible par exemple dans le canal de Panama, reconnu pour être plutôt étroit. Dans l'incapacité de traverser ce détroit, les bateaux les plus imposants se sont vus dans l'obligation de contourner l'Amérique du Sud.¹⁸⁰

¹⁷⁸ Byers, M. (2011, 28 décembre). The dragon looks north – Chia grows for Arctic resources and shipping routes as northern ice melts. *Aljazeera*. Récupéré de <http://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2011/12/20111226145144638282.html> (Page consultée le 19 août 2015).

¹⁷⁹ Amelot, L. (2010). Le dilemme de Malacca. *Outre-Terre*. p. 249.

¹⁸⁰ Byers, M. (2011, 28 décembre). The dragon looks north – Chia grows for Arctic resources and shipping routes as northern ice melts. *Aljazeera*. Récupéré de <http://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2011/12/20111226145144638282.html> (Page consultée le 19 août 2015).

6.2.2 Jouer dans la cour des grands

L'intérêt chinois en Arctique repose également sur une volonté de participer à un débat concernant un enjeu qui deviendra certainement majeur au fil du 21^e siècle. L'idée est de « faire partie de la cour des grands ». Aussi, ce que redoute particulièrement Pékin est que les puissances circumpolaires «will more or less gang up and carve up the Arctic melon and its natural resources among themselves, to the exclusion of everyone else.»¹⁸¹ Pour éviter une telle situation, la Chine a choisi, comme mentionné précédemment, d'adopter une attitude plutôt patiente et diplomatique. En effet,

China wants, as the term in Chinese goes, to “insert its hands” (chashou) into Arctic affairs but finds it inconvenient to indicate this directly, because that would be infelicitous diplomatically. So instead, China engages in unctuous and circumlocutory diplomatic language about respecting the sovereignty of Arctic countries, hoping that the Arctic countries can resolve their differences quickly and anticipating that Arctic issues can ultimately be worked out through negotiation to the satisfaction of both the Arctic and international communities.¹⁸²

6.3 Sécurisation en Arctique grâce à la menace chinoise?

Suite à l'étude de la rhétorique gouvernementale portant sur l'Arctique, une constatation fut notée. Contrairement aux deux menaces étatiques analysées précédemment, le danger chinois n'a jamais été présenté en des termes clairs par Ottawa. Cependant, coïncidence ou action délibérée, dès 2008, années où la Chine présenta sa candidature afin de devenir membre observateur *ad hoc* du CA, plusieurs membres du gouvernement de Harper commenceront à émettre dans leurs discours

¹⁸¹ Wright. D.C. (2011, août). The dragon eyes the top of the world – Arctic policy debate and discussion in China. *China maritime studies institute*. p. 2.

¹⁸² *Idem*.

des références négatives à l'endroit de «pays non circumpolaires». ¹⁸³ On y soulignera par exemple que «Nombreux sont les États et les institutions qui ne s'intéressaient nullement à l'Arctique dans le passé et qui se découvrent tout à coup une passion pour le Nord.» ¹⁸⁴

Pour Mathieu Landriault, trois dangers seront dénoncés dans l'acte de langage des politiciens canadiens, lorsqu'il s'agira de commenter le nouvel intérêt des États non arctiques pour l'Arctique. Tout d'abord, il sera établi que cet intérêt pouvait être dangereux pour les populations qui vivent dans le nord du Canada. «De nombreux États et institutions qui n'avaient jamais porté attention à l'Arctique commencent à s'y intéresser. Nous avons constaté que diverses interventions et initiatives font fi des intérêts et du point de vue des peuples et des nations arctiques.» ¹⁸⁵ Pour Landriault, il ne fait aucun doute que si aucun pays n'est mentionné spécifiquement, on fait référence ici à l'Union européenne (UE) qui en 2009, avait promulgué une loi interdisant le commerce et l'achat des produits du phoque.

La seconde dimension menaçante de ces États sera présentée dans la rhétorique gouvernementale comme une soif des ressources disponibles dans l'Arctique. Ottawa essaiera ainsi de tabler sur la peur d'une course aux richesses naturelles appartenant au Canada. En 2010, on émettra l'idée que ces dernières suscitent « non seulement un intérêt croissant de la part du Canada et des autres États arctiques, mais aussi, de plus en plus, l'intérêt d'autres États éloignés de la région, même de l'Asie» ¹⁸⁶. De

¹⁸³ Landriault, M. (2013). *La sécurité arctique 2000-2010 : une décennie turbulente?*. (Thèse de doctorat). Université d'Ottawa. p. 249.

¹⁸⁴ *Idem*.

¹⁸⁵ Cannon, L. (2009, 23 novembre). *Allocution du ministre Cannon devant l'Economic Club of Canada*. Récupéré de <http://www.international.gc.ca/media/aff/speeches-discours/2009/58.aspx?lang=fra> (Page consultée le 4 janvier 2015).

¹⁸⁶ Cannon, L. (2010, 15 novembre). *Discours du ministre Cannon à la 3^e Conférence annuelle nord-américaine sur la navigation dans l'Arctique*. Récupéré de <http://www.international.gc.ca/media/aff/speeches-discours/2010/2010-089.aspx?lang=fra> (Page consultée le 4 janvier 2015).

nouveau, le gouvernement restera flou sur les pays visés, mais ceux provenant de l'Asie seront particulièrement pointés du doigt.

Le dernier danger qui sera dénoncé dans la rhétorique d'Ottawa reposera sur la question de la gouvernance internationale de la région arctique. En effet, dès 2008, le Canada s'est lancé dans une lutte pour résister à l'intervention de nouveaux joueurs dans la gouvernance de l'Arctique, à qui on reprochait le manque de connaissances dans la région.¹⁸⁷ Cette nouvelle détermination canadienne survint au même moment que le dépôt de la candidature de l'UE et de la Chine au CA. Avec l'intention de se moquer ouvertement de ces prétentions, le ministre des Affaires étrangères canadiennes, Cannon, mentionnera lors d'un discours à Oslo que « le développement du Nord n'est pas un tournoi de hockey auquel peuvent participer tous les pays. »¹⁸⁸

Ainsi, malgré un discours gouvernemental reprochant aux États non circumpolaires de se mêler des enjeux de l'Arctique, il est difficile de constater que la Chine a été mise de l'avant pour poursuivre un processus de sécurisation. Il faut se rappeler que la sécurisation est un processus mis en place par un individu ou un groupe, généralement des dirigeants politiques, qui construisent autour d'un objet de référence, une menace existentielle et tentent de persuader un auditoire de l'importance d'agir. Aussi, dans la période étudiée, soit 2005 à maintenant, la Chine n'est nullement apparue dans la rhétorique gouvernementale lorsqu'il est question de traiter du nord, et donc encore moins, était présentée comme une menace face à cette région. De plus, même lors d'actes de langage mettant en vedette des acteurs non arctiques, il reste difficile de parler de sécurisation, car en aucun cas, ces derniers ne furent utilisés pour entourer l'Arctique d'une menace existentielle. Mais alors,

¹⁸⁷ Landriault, M. (2013). *La sécurité arctique 2000-2010 : une décennie turbulente?*. (Thèse de doctorat). Université d'Ottawa. p. 251-252.

¹⁸⁸ Cannon, L. (2010, 15 septembre). *Discours du ministre Cannon sur la politique étrangère du Canada pour l'Arctique à l'Académie diplomatique du ministère des Affaires étrangères de la Russie*. Récupéré de <http://www.international.gc.ca/media/aff/speeches-discours/2010/2010-070.aspx?lang=fra> (Page consultée le 4 janvier 2015).

comment expliquer qu'une aura de menace entoure la Chine lorsqu'il est question de ce territoire? Et par qui est véhiculée cette perception?

6.4 Explication de l'image négative de la Chine en Arctique et construction d'un discours du «vrai» par les experts

La Chine n'est pas le seul pays asiatique à avoir des intérêts en Arctique. En effet, le Japon développe depuis un bon nombre d'années un programme de recherche sur cette région. Ainsi, depuis 2002, le pays travaille conjointement avec les scientifiques canadiens sur des recherches reposant sur des projets gaziers longeant la frontière côtière canadienne de la mer de Beaufort et du le Delta de Mackenzie. De plus, en 2008, le Japon s'est procuré un nouveau brise-glace afin de pouvoir mener des expéditions scientifiques en Arctique et en Antarctique.¹⁸⁹

La Corée du Sud n'est pas en reste. Depuis près de dix ans, via les compagnies *Daewoo* et *Samsung*, le pays s'est investi dans la construction et le perfectionnement de navires pouvant affronter de rudes températures hivernales et des trajets de glaces. L'État a également lancé dès 2002 une base scientifique dans l'archipel norvégien de Svalbard et a obtenu le statut d'observateur au CA en mai 2013.¹⁹⁰

Si à bien des égards, les intérêts et les démarches de ces deux pays peuvent se comparer à ceux de la Chine, le malaise à traiter avec Pékin sur les questions arctiques semble profond et généralisé dans la plupart des pays membres du CA. En effet, dans une étude faite par l'*Ekos Research* en 2011, on y rapporte que

[...]respondents in each of the eight member states of the Arctic Council were presented with a list of countries and asked which one they would be

¹⁸⁹ Lasserre, F. (2010, juin). China and the Arctic: Threat or cooperation potential for Canada. *China papers*. p. 10.

¹⁹⁰ *Idem*.

most comfortable dealing with and which they would be least comfortable dealing with on Arctic issues....China was identified as the least desired partner by every nation except Russia.¹⁹¹

Pour Ting Sheng Lin et Stéphane Roussel, dans le cas du Canada, trois arguments peuvent expliquer l'image de la «Chine menaçante». Dans un premier cas, on part de l'idée que l'Arctique canadien possède ce que Pékin convoite, soit d'importantes ressources naturelles et une future route maritime intéressante. Pour les deux auteurs, cette thèse inquiète les commentateurs politiques et les médias, d'autant plus qu'elle s'accompagne souvent de mentions sur les conséquences de son développement rapide. En effet, souvent dépeint comme un pays dont la croissance économique fulgurante nécessite toujours plus de ressources énergétiques et dont les capacités militaires ne cessent de croître; la peur d'une course aux ressources naturelles participe à cette image négative de la Chine.¹⁹²

Le second argument qui renforce cette aura de danger repose sur les capacités financières, scientifiques et diplomatiques que le pays a investies dans cette région. Comme nous l'avons vu précédemment, la Chine n'a lésiné sur aucune action pour pouvoir faire partie du futur développement de l'Arctique. Cette débauche de moyens inquiète par son intensité, certains se demandant ce qu'elle cache réellement. Néanmoins, pour Lin et Roussel, même si l'ampleur de ces moyens peut faire sourciller, il ne faudrait pas confondre les capacités et les intentions.¹⁹³ En effet,

Le risque ici est de confondre les capacités avec les intentions, de la même manière où l'on déduisait les visées expansionnistes de l'URSS contre l'Europe occidentale essentiellement à partir de ses capacités militaires. Plus, encore, les ressources déployées par le gouvernement chinois ne sont pas de nature militaire, mais bien scientifique, économique et diplomatique.¹⁹⁴

¹⁹¹ Manicom, J. et P. Whitney Lackenbauer. (2013, avril). East Asian states, the arctic council and international relations in the Arctic. *CIGI Policy Brief*. p. 3.

¹⁹² Lin, Ting-Sheng et Stéphane Roussel. (2012, mai). « Quand Nanook rencontre Xue Long – Les rapports entre la Chine et le Canada dans l'Arctique ». *Chronique Nord-Nord-Ouest*. p. 1.

¹⁹³ *Ibid.*, p. 2.

¹⁹⁴ *Idem.*

Enfin, le troisième argument expliquant l'image d'une Chine agressive proviendrait de certaines publications chinoises qui pousseraient les autorités politiques du pays à agir face à l'Arctique de manière plus belliqueuse qu'elles le font présentement. Comme vu antérieurement, certains d'entre eux appelleraient le gouvernement à se joindre aux nombreux États qui contestent la souveraineté du Canada sur le PNO, alors que d'autres soutiendraient la possibilité d'envisager des réclamations territoriales.¹⁹⁵

Ces arguments trouvent grandement écho dans ce que nomment, P. Whitney Lackenbauer et James Manicom, l'«école de Calgary». Les deux principaux représentants de cette école, soit David Wright et Huebert, experts que nous avons cités à de nombreuses reprises dans cette étude. Ils auraient grandement participé à la propagation de l'image négative de la Chine quant à sa participation aux questions arctiques et aurait dû même coup tenté de construire un savoir du «vrai». Ainsi, sans être un spécialiste de l'Arctique, les compétences linguistiques de Wright ont fait de lui un expert dans l'étude de la littérature arctique chinoise. Il soutient depuis plus d'une décennie qu'Ottawa ne devrait pas sous-estimer l'intérêt chinois face au Nord canadien. Dans ces écrits, cet historien pointe particulièrement du doigt les commentateurs chinois les plus agressifs qui, selon lui, ne devraient pas être pris à la légère sous prétexte d'avoir des opinions d'extrémistes. En plus de remettre en question la souveraineté du Canada sur le PNO en exigeant à ce qu'il soit considéré comme un point de transit international, ils soutiennent également l'idée de que leur nation étant la plus peuplée du monde, elle a des droits sur les ressources naturelles de l'Arctique.¹⁹⁶ Pour défendre les intérêts canadiens dans leur nord, Wright recommande donc que :

¹⁹⁵ *Idem.*

¹⁹⁶ Manicom, J. et P. Whitney Lackenbauer. (2013, avril). East Asian states, the Arctic council and international relations in the Arctic. *CIGI Policy Brief*. p. 4.

American policy makers should be aware that China's recent interest in Arctic affairs is not an evanescent fancy or a passing political fad but a serious, new, incipient policy direction. China is taking concrete diplomatic steps to ensure that it becomes a player in the Arctic game and eventually will have what it regards as its fair share of access to Arctic resources and sea routes. China has already committed substantial human, institutional, and naval resources to its Arctic interests and will continue to do so, likely at an accelerated rate, in the future.¹⁹⁷

Le raisonnement de Huebert sur la question chinoise est sensiblement semblable à celle de Wright. En effet, depuis près de dix ans, il tente d'alerter le gouvernement, les médias et la population canadienne du potentiel inquiétant de l'intérêt chinois face à l'Arctique. Il se désole principalement du manque de considération et de prises d'actions d'Ottawa face à l'attention toujours croissant de la Chine sur l'Arctique. Pour le politologue, il est clair que la Chine, au regard de ses investissements, autant financiers, diplomatiques que scientifiques, souhaite devenir un joueur important dans cette région. Pour Huebert, cet intérêt est questionnable à plus d'un égard et ces visées sur le territoire ne devraient pas être prises à la légère par le Canada.

What we're seeing with the Chinese, in particularly with their purchases in the North, is that they tend to be long-term, they tend to offer a premium. They tend not to buy to own. In other words, to keep concerns at a minimum. They tend not to buy more than a 48 percent share. [...]When Western companies go in, they try and get the best deal possible, right? That doesn't seem to be the case with the Chinese. They will to be willing to say «You know what, we're in it for the long-term so we're not going to quibble, we're going to give you a little more money.»¹⁹⁸

Cette façon particulière d'investir découle, selon le politologue, de l'approche de *wait-and-see*, mentionnée précédemment. Elle permettrait à la Chine d'acquérir une influence certaine en Arctique, tout en laissant au milieu d'affaires de s'habituer à la participation grandissante du pays.¹⁹⁹ Pour Huebert, cet aspect pourrait à longue

¹⁹⁷ *Ibid.*, p. 5.

¹⁹⁸ *Idem.*

¹⁹⁹ Huebert, R. (2012). Canada et la Chine dans l'Arctique : une situation en gestation. *Bulletin Méridien*.

échéance poser un problème, car rappelle-t-il, la Chine est un gouvernement autoritaire.

[...] compte tenu du fait que la Chine demeure un gouvernement autoritaire, des questions perdureront concernant l'indépendance des entreprises chinoises qui achètent des participations dans les entreprises canadiennes fondées sur les ressources. À longue échéance, cela offre-t-il au gouvernement de Chine un contrôle indirect indu sur les ressources canadiennes? Est-ce important? Il est possible que ces entreprises soient maintenant totalement indépendantes du gouvernement, mais pour le moment, ce n'est pas certain et, de la sorte, les préoccupations demeurent et demeureront.²⁰⁰

Pour Huebert, l'adaptation canadienne à la présence chinoise en Arctique pourrait s'avérer dangereuse. En effet, l'auteur va même jusqu'à mentionner qu'une telle accoutumance pourrait mener vers un scénario où des navires de guerre chinois seraient acceptés dans le territoire marin arctique.

Même si, de l'avis de la majorité des observateurs occidentaux, cette mesure est impensable, il faut rappeler que très peu d'observateurs avaient cru que la Chine pourrait devenir un intervenant de premier plan en Afrique et commencerait à déployer des navires de guerre au large de la Corne de l'Afrique avec le mandat de faire la chasse aux pirates, et pourtant, en 2012, la présence de la Chine est un fait accepté, tant en Afrique proprement dite que dans ses eaux. Compte tenu des efforts actuels de la Chine d'étendre sa participation économique dans la région de l'Arctique, il serait naïf de croire qu'il ne pourrait jamais y avoir de déploiement de navires de guerre chinois à l'avenir. L'arrivée de navires chinois de surface ou de submersibles près de ses eaux arctiques compliquerait le tableau stratégique qui se présente au Canada.²⁰¹

Enfin, toute cette rhétorique menaçante véhiculée par Wright et Huebert autour de la présence chinoise dans les enjeux arctiques réussira à gagner plusieurs médias canadiens. En effet, dans les dernières années, un bon nombre d'articles dénonceront

²⁰⁰ *Idem.*

²⁰¹ *Idem.*

les différents intérêts de la Chine en Arctique et chaque action prise par la puissance asiatique pour s'approcher de ces buts.

The rapid melt is also rekindling numerous interstate rivalries and attracting energy-hungry newcomers, such as China, to the region. The Arctic powers are fast approaching diplomatic gridlock, and that could eventually lead to the sort of armed brinkmanship that plagues other territories, such as the desolate but resource-rich Spratly Islands, where multiple states claim sovereignty but no clear picture of ownership exists.²⁰²

6.4.1 Un processus de sécurisation véhiculé par les experts non entendu pour des raisons électorales et économiques

Il semble intéressant d'étudier les motifs qui expliquent pourquoi le processus de sécurisation véhiculé par les experts au sujet de la menace chinoise en Arctique n'a pas été entendu par le gouvernement de Harper, d'autant plus que ce dernier a adopté une conduite revêche face à la puissance asiatique dès les premiers mois de son mandat en 2005-2006. En effet, dès son arrivée au pouvoir, celui-ci adoptera un comportement face à la Chine que Paul Evans désignera sous les termes de «warm Economics, cool Politics». La partie économique, soit le côté «warm economics» démontrera une volonté du gouvernement de Harper d'encourager fortement les échanges économiques avec la puissance asiatique:

It encouraged Chinese investment, though without setting clear guidelines and rules. New trade offices were opened in China as part of the global commerce strategy. Two-way trade expanded as did Chinese investment in Canada, even though in relative terms the Canadian share of both steadily declined.²⁰³

²⁰² Borgeson, S. (2008). Arctic Meltdown: The economic and security implications of global warming. *Foreign affairs*. Récupéré de <https://www.foreignaffairs.com/articles/arctic-antarctic/2008-03-02/arctic-meltdown> (Page consultée le 6 mars 2015).

²⁰³ Evans, P. (2011). Engagement with conservative characteristics: Policy and public attitude, 2006-2011. Dans *Issues in Canada-China Relations*. *Canadian international council*. p. 21.

Pour Evans, le gouvernement de Harper innovera néanmoins avec le côté «cool politics», pouvant être compris comme l'adoption d'une attitude plutôt distante et ferme face à la Chine. Le premier commentaire public du nouveau gouvernement sur la puissance asiatique sera ainsi négatif et dénoncera l'espionnage industriel chinois. Quelques mois plus tard, le ministre des Affaires Étrangères, Peter MacKay, établira que selon les principes de la politique étrangère du Canada, «China, like other countries, would be viewed through the lens of freedom, democracy, human rights and the rule of law.»²⁰⁴

Durant les mois qui suivront, une série d'actions entreprises par Ottawa confirmeront la volonté du Canada de s'opposer politiquement à Pékin. Par exemple, Harper et MacKay attendront des années avant de rendre visite à leurs homologues chinois. De plus, Ottawa décidera d'honorer le Dalai-Lama, personnage fortement contesté par le pouvoir chinois pour ses idées indépendantistes sur le Tibet. Par ailleurs, le premier ministre refusera de se présenter aux Jeux olympiques de Pékin, en 2008. Enfin, lors d'un voyage du premier ministre vers le Viêt Nam, celui-ci soutiendra la justesse de confronter la Chine sur la question des droits de la personne : «I think Canadians want us to promote our trade relations worldwide, and we do that. But I don't think Canadians want us to sell out important Canadian values—our belief in democracy, freedom, human rights. They don't want us to sell out to the almighty dollar. »²⁰⁵

L'attitude d'Ottawa face à la puissance asiatique paraîtra changer vers la fin de l'année 2007. Dès lors, il sera possible selon John Ivison de noter «une approche plus nuancée» et «un ton plus modéré» de la part des membres du gouvernement de Harper.²⁰⁶ Sans mettre de côté leur rhétorique sur les droits de la personne, ils commenceront néanmoins à parler médiatiquement du sujet de la Chine sous un aspect plus économique. Enfin, la page semblera définitivement tournée en 2009,

²⁰⁴ *Idem.*

²⁰⁵ Stephen Harper cité dans *Idem.*

²⁰⁶ John Ivison cité dans *Ibid.* p. 22.

alors que le premier ministre fera une toute première visite diplomatique et économique en Chine. De cette visite, John Ibbitson, journaliste au *Globe and Mail*, dira :

Despite the verbal slap he received from the Chinese leadership for being so late to his Damascene conversion to the importance of Asia, this has been a successful trip, one that we could look back on in a decade as a tipping point.²⁰⁷

Evans propose deux motifs majeurs pour expliquer ce revirement de situation. Le premier étant l'importance de la diaspora chinoise au Canada.²⁰⁸ En effet, la Chine était le premier pays d'origine des nouveaux arrivants au Canada, et la puissance détenait ce titre depuis 1998. En termes réels, le Canada a accueilli de la fin des années 1980 à 2008, près de 24 000 immigrants chinois, soit environ 10 pourcent de tous les nouveaux immigrants arrivant au Canada.²⁰⁹ Aussi, il est possible de croire que le gouvernement canadien ne voulait pas se mettre à dos le vote de cette diaspora.

Par ailleurs, Evans suggère que le second motif qui pourrait expliquer la nouvelle attitude plus conciliante du gouvernement Harper face à la Chine concerne le statut de puissance économique et politique du pays, dont Ottawa ne pouvait plus ignorer l'influence.²¹⁰ Il faut savoir que la Chine connaissait depuis quelques années déjà une croissance économique fulgurante, que la crise financière de 2007 avait à peine freinée. Aussi, il est tout à fait probable que le Canada ait voulu profiter de cette manne, ce qui l'a obligé à redéfinir son attitude face à l'État.

²⁰⁷ Ibbitson, J. (2009, 8 décembre). A new era for Canada rises in the East. *Globe and Mail*. Récupéré de <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/a-new-era-for-canada-rises-in-the-east/article1346340/> (Page consultée le 6 avril 2015).

²⁰⁸ Evans, P. (2011). Engagement with conservative characteristics: Policy and public attitude, 2006-2011. Dans *Issues in Canada-China Relations*. Canadian international council. p. 24.

²⁰⁹ Zhang, K. (2011). Flows of people and the Canada-China relationship. Dans *Issues in Canada-China Relations*. Canadian international council. p. 199.

²¹⁰ Evans, P. (2011). Engagement with conservative characteristics: Policy and public attitude, 2006-2011. Dans *Issues in Canada-China Relations*. Canadian international council. p. 24.

In the course of the financial crisis that began in 2007, there have been signs that suggest China will continue to play a key role in helping the world economy to recuperate by devising its national policy to stimulate domestic consumption, investing in the energy and other sectors in the world, making decisions about its large monetary reserves, and supporting its national corporations to diversify in the ownership of international firms. In view of the growing international financial influence of China, Canada and many countries of the European Union are beginning to redefine their relationships with China, in the hope of diversifying some of their economic ties to the growing market of Asia, and in light of the faltering economy of the U.S.²¹¹

Aussi, pour revenir à notre sujet principal, il est possible de croire que le gouvernement de Stephen Harper n'est pas entendu l'appel des acteurs institutionnels au sujet de la Chine en raison de l'adoption par Ottawa d'une attitude conciliante et de collaboration avec Pékin. Ne voulant pas se mettre à dos cette puissance économique, Harper et ses collègues ont choisi de ne pas poursuivre le processus de sécurisation établi autour de la question arctique en utilisant un danger chinois.

6.5 Constats

Comme il a été démontré, il est difficile d'affirmer que la Chine a été utilisée par Ottawa pour poursuivre un processus de sécurisation en Arctique. S'il est possible de retracer des actes de langage dénonçant un certain désir des pays non circumpolaires de se mêler de la gouvernance du territoire nordique; aucun acte de langage provenant d'un acteur gouvernemental canadien n'a présenté la Chine comme une menace à l'Arctique. Il est plutôt possible de croire que la Chine a été démonisée et exposée comme une menace pour la souveraineté du Canada sur son archipel arctique par des commentateurs politiques qui ont construit un discours du «vrai» sur ce sujet. Dans les dernières années, ces intervenants se sont efforcés d'interpeller le gouvernement

²¹¹ Li, P. (2011). Immigrants from China to Canada: Issues of Supply and demand in human capital. Dans *Issues in Canada-China Relations*. Canadian international council. p. 254.

sur le danger de ne pas prendre au sérieux les initiatives chinoises et sur l'importance de protéger convenablement le territoire arctique canadien.

Comme il a été démontré, il est possible que ce message n'ait pas été entendu pour des raisons électoralistes, en regard de l'importance de la diaspora chinoise au Canada, et également en raison de l'importance de la puissance économique que la Chine que représentait et dont le Canada voulait profiter.

CONCLUSION

L'un de nos premiers objectifs tout au long de ce mémoire fut d'analyser le comportement d'Ottawa face à la question sécuritaire arctique depuis 2005. Alors que le sujet fut pratiquement évacué des politiques canadiennes pendant une quinzaine d'années, à partir de 2005, les discours et publications provenant du gouvernement canadien sembleront démontrer que la sécurité de l'Arctique était redevenue une priorité, voire une question urgente à régler pour les dirigeants politiques du pays. Notre première hypothèse était que cette attitude gouvernementale était le reflet de la mise en place d'un processus de sécurisation, concept majeur de l'École de Copenhague voulant que des individus, généralement des dirigeants politiques, évoquent une menace existentielle à l'endroit d'un objet de référence afin de persuader un auditoire de l'importance d'agir. Toutefois, si les premiers actes de langage sur l'Arctique provenant d'Ottawa étaient plutôt basés sur des menaces anticipées encore floues, dès décembre 2005, l'acte de langage émis par les politiciens canadiens semblera se préciser pour reposer sur diverses menaces étatiques. Trois États sembleront particulièrement visés : les États-Unis, la Russie et la Chine.

Le deuxième de nos objectifs était d'évaluer si ce processus mis en place par le gouvernement canadien avait été précédé par un autre processus, mais cette fois-ci mis en place par certains membres de l'*intelligentsia* canadienne; notre hypothèse étant que cela avait bel et bien été le cas depuis 2005 au sujet de l'Arctique. En effet, nous avons vu plus haut que Bigo était d'avis qu'un processus de sécurisation ne débute pas au moment où des membres de la classe politique émettent un acte de

langage destiné à faire d'un objet référent un sujet entouré de politiques dites «normales» à un sujet qui exige des mesures extraordinaires; il commence plutôt par un travail fait bien avant par des acteurs institutionnels. Selon l'auteur, ces derniers par le biais de leurs études, recherches et autres publications entament la création d'un savoir du «vrai» appelant à la sécurisation d'un objet référent qui sera ensuite repris et véhiculé par les membres de la classe politique.

Le gouvernement canadien ayant débuté son processus de sécurisation à partir de 2005 et ayant par la suite semblé utiliser un acte de langage basé sur diverses menaces étatiques, principalement américaines, russes et chinoises, nous avons décidé de diviser ce processus en quatre pans et de les analyser individuellement. Pour chacun d'entre eux, nous devons démontrer comment Ottawa avait établi la sécurisation et vérifié si l'établissement d'un discours du «vrai» par les experts avait précédé.

Premier constat

Le premier témoignage de la mise en place par Ottawa d'un processus de sécurisation sur la question de l'Arctique sera la publication de l'EPIC. Dans la section «Défense» de ce document, on faisait mention d'une région arctique qui serait touchée dans quelques décennies par le réchauffement climatique, ce qui pourrait à terme libérer les eaux du PNO. Cette nouvelle donne était très problématique, car elle pouvait engendrer une foule de situations menaçantes pour la sécurité de la région et pour la souveraineté du Canada sur ce territoire. Aussi, il était mentionné dans l'EPIC que le gouvernement prendrait les mesures nécessaires pour s'en prévenir. Nous considérons que l'acte de langage utilisé dans ce document était sans aucun doute une tentative de sécurisation, car il cherchait à faire passer le sujet de l'Arctique d'une situation normale à une situation qui exige des mesures extraordinaires.

Par ailleurs, nous avons également démontré que l'acte de langage utilisé par Ottawa pour mettre en place cette sécurisation fut précédé par la construction d'un discours du «vrai» de plusieurs experts canadiens spécialistes de la question arctique ou des questions militaires. En effet, de 1999 à 2005, il a bel et bien une sécurisation de l'Arctique par les acteurs institutionnels qui ont exprimé dans leurs recherches, études et articles des inquiétudes face à la région. Tout au long de ces années, ils véhiculeront pratiquement mot pour mot les menaces qui seront émises dans l'EPIC au sujet de l'Arctique. Nous concluons donc qu'en ce qui concerne la sécurisation entamée à partir de 2005 par Ottawa, celle-ci a été précédée d'une sécurisation mise en place par des acteurs institutionnels.

Deuxième constat

L'acte de langage appelant à sécuriser l'Arctique connaîtra rapidement une évolution. Quelques mois seulement après la publication de l'EPIC, celui-ci passera d'une défense de l'Arctique contre des menaces anticipées à une protection de la région contre une menace américaine, qui remettait en cause le statut du PNO. Cette rhétorique apparaîtra à la suite de la confirmation du passage du navire américain *USS Charlotte* par le *National Post* le 22 décembre 2005. Harper, alors en pleine élection fédérale, émettra un acte de langage mentionnant que la situation était inacceptable, que les États-Unis ne pouvaient violer ainsi la souveraineté du Canada sur l'Arctique et qu'il agirait de manière à ce qu'une telle situation ne se produise plus en injectant les fonds nécessaires pour défendre militairement le territoire nordique du pays. Cet acte de langage et ceux qui suivront dans les deux années suivantes seront vraisemblablement des rhétoriques utilisées pour sécuriser l'Arctique, car ils seront émis afin de faire de l'Arctique une région exigeant un traitement exceptionnel.

À l'instar du premier processus, celui-ci a-t-il été précédé d'une création d'un discours du vrai par les acteurs politiques? Tout porte à croire que la réponse est positive. En effet, dans le même article du *National Post* qui fit réagir Harper, un grand nombre d'experts canadiens furent interviewés pour connaître leur appréciation de l'événement. La rhétorique qu'ils utiliseront peut vraisemblablement être considérée comme une sécurisation de l'Arctique, car tous exprimèrent que le passage du *USS Charlotte* reflétait le manque de considération et de ressources que le Canada avait concédées à l'Arctique dans les dernières années. En continuant à agir de la sorte, le pays pouvait à terme perdre sa souveraineté sur cette région. Le message véhiculé ici est bel et bien une tentative de sécurisation de l'Arctique, car une fois de plus, celui-ci appelait Ottawa à utiliser des actions urgentes pour défendre cette région.

Troisième constat

Dès 2007-2008, la rhétorique gouvernementale dirigée contre les États-Unis laissera peu à peu place à un acte de langage beaucoup plus belliqueux, et cette fois-ci, établi contre une menace provenant de la Russie. Nous avons établi que l'acte de langage émis par la classe politique canadienne à partir de cette période en était bel et bien destiné à sécuriser la région arctique. En effet, au gré de divers événements internationaux concernant la Russie, Ottawa a émis des actes de langages dénonçant l'État comme étant peu enclin à suivre le droit international et prompt à réagir agressivement avec les autres membres de la communauté internationale. À partir de 2008, le gouvernement de Harper amalgamera dans son acte de langage cette représentation négative à une série d'interceptions de vols russes près de l'espace aérien canadien, afin d'annoncer que la Russie était désormais considérée comme un adversaire du Canada sur la question de l'Arctique et qu'Ottawa mettrait en œuvre une série d'actions pour se défendre.

Dans ce chapitre, nous avons également voulu vérifier la théorie de Bigo sur la construction d'un savoir du «vrai» par les experts entamée avant celle de la classe politique. Nous avons conclu qu'une telle construction n'a pas été établie. Au contraire, plusieurs experts canadiens experts de la question arctiques sommeront le Canada d'adopter une attitude plus collaborative que combative face à la Russie pour discuter du sujet de l'Arctique. Aussi, il a été conclu que la théorie de Bigo n'a pas fonctionné dans ce pan du processus de sécurisation de l'Arctique par le gouvernement canadien.

Quatrième constat

Dans l'étude de notre chapitre sur la Chine, nous avons établi que malgré le fait que des membres du gouvernement canadien aient dénoncé l'intérêt de certains États non circumpolaires sur les questions arctiques, il nous est force de constater qu'à aucun moment Ottawa n'a poursuivi le processus de sécurisation autour de l'Arctique en se basant sur une menace chinoise. Il est plutôt possible de croire que la Chine a été démonisée et exposée comme une menace pour la souveraineté du Canada sur son archipel arctique par des commentateurs politiques qui ont construit un discours du «vrai» sur ce sujet. Le message n'aurait pas été entendu par Ottawa pour des raisons électoralistes, en regard de l'importance de la diaspora chinoise au Canada, et également en raison de l'importance de la puissance économique que la Chine que représentait et dont le Canada voulait profiter.

Constat final

L'analyse de l'acte de langage émis au sujet de l'Arctique par la classe politique canadienne et les acteurs institutionnels dans la décennie 2000 nous a permis de

conclure qu'un processus de sécurisation n'est pas un mécanisme simple qui suit une logique préétablie. En effet, contrairement à ce que Bigo soutenait, un processus de sécurisation mis en place par un gouvernement n'est pas toujours précédé d'un processus mis en place lui-même par des experts. Comme nous venant de le démontrer, s'il est possible que cette logique soit suivie, il est également possible qu'aucune construction d'un discours du «vrai» ne soit faite avant la mise en place d'un processus de sécurisation par le gouvernement. Enfin, il est également probable que cette construction soit faite par les experts, mais qu'elle ne soit pas entendue et poursuivie par la classe politique.

BIBLIOGRAPHIE

Magazines et journaux (papiers, numériques et électroniques)

- Bougon, F. (2012, 2 mars). Arctique : la Chine force le passage. *Le Monde*. Récupéré de http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/03/02/arctique-la-chine-force-le-passage_1651147_3232.html
- Byers, M. (2010, 29 mars). China is coming to the Arctic. *Ottawa Citizen*. Récupéré de <http://byers.typepad.com/arctic/2010/03/china.html#more>
- Byers, M. (2011, 28 décembre). The dragon looks north – Chia grows for Arctic resources and shipping routes as northern ice melts. *Aljazeera*. Récupéré de <http://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2011/12/20111226145144638282.html>
- Burgarelli, P. P. (2013, 30 juillet). Le dilemme de l'Arctique : sécurisation ou coopération?. *The Prince Arthur Herald*. Récupéré de <http://princearthurherald.com/fr/international/le-dilemme-de-larctique-securisation-ou-cooperation>
- Courrier International. (2008, 3 septembre). Le conflit entre la Russie et la Géorgie. *Le Courrier international*. Récupéré de <http://www.courrierinternational.com/dossier/2008/09/03/le-conflit-entre-la-russie-et-la-georgie>
- Daphné, C. (2009, 2 août). «Arctique : les Canadiens veulent qu'Ottawa en fasse plus». *La Presse*. Récupéré de <http://www.lapresse.ca/actualites/national/200908/02/01-889260-arctique-les-canadiens-veulent-quottawa-en-fasse-plus.php>
- David, C.-P. (2006, 12 septembre). Cinq ans plus tard – Les relations entre les États-Unis et le Canada : mêmes débats, nouveau contexte. *Le Devoir*. Récupéré de <http://www.ledevoir.com/politique/canada/117867/cinq-ans-plus-tard-les-relations-entre-les-etats-unis-et-le-canada-memes-debats-nouveau-contexte>

- Duguay, N. (2007, 3 août). Ottawa nullement impressionné. *Ici Radio-Canada*. Récupéré au <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/International/2007/08/02/001-pole-nord-russie-jeudi.shtml>
- Guetta, A. (2006, 7 février). Tensions glaciales entre Ottawa et Washington. *L'Express*. Récupéré de <http://www.lexpress.to/archives/2/>
- Haquet, C. (2012, 28 août). Arctique : Pékin ne perd pas le nord. *L'Express*. Récupéré de http://www.lexpress.fr/actualite/monde/arctique-pekine-ne-perd-pas-le-nord_1153695.html
- Ibbitson, J. (2009, 8 décembre). A new era for Canada rises in the East. *Globe and Mail*. Récupéré de <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/a-new-era-for-canada-rises-in-the-east/article1346340/>
- Koring, P. (2014, 22 mai). U.S., China and Russia at odds with Canada over Arctic. *The Globe and Mail*.
- Laffont, N. (2012, 28 février). Canada : des dépenses militaires en hausse malgré les coupes budgétaires. *Le Huffington post*. Récupéré de http://quebec.huffingtonpost.ca/2012/02/28/budget-defense-hausse_n_1308123.html
- Le Devoir. (2007, 3 août). Le drapeau russe n'impressionne guère Ottawa. *Le Devoir*. Récupéré de <http://www.ledevoir.com/politique/canada/152294/le-drapeau-russe-n-impressionne-guere-ottawa>
- Maudeville, L. (2007, 14 octobre). La Russie plante son drapeau au fond de l'océan Arctique. *Le Figaro*. Récupéré de http://www.lefigaro.fr/international/2007/08/03/01003-20070803ARTFIG90108-la_russie_plante_son_drapeau_au_fond_de_l_ocean_arctique.php
- Mayeda, A. (2008, 19 août). Canada to keep watch on Russia's Arctic activities. *The Vancouver Sun*. Récupéré de <http://www2.canada.com/vancouver/news/story.html?id=a1f76815-b29e-492a-850b-b95bdd75492e>
- Normand, F. (2014, 1^e mars). L'insatiable appétit de la Chine pour les ressources naturelles. *Les affaires*. Récupéré de <http://www.lesaffaires.com/monde/asie/l-insatiable-appetit-de-la-chine-pour-les-ressources-naturelles/566804>

Pinsonneault, M. (2008, 1^{er} décembre). Pas de récession sévère au Canada. *Finance et Investissement*. Récupéré de <http://www.finance-investissement.com/nouvelles/economie-marches/roubini-pr-dit-neuf-mois-de-recession-de-plus/a/nouvelles/pas-de-recession-severe-au-canada/a/19589>

Pugliese, D. (2010, 4 septembre). Norad logs few Russian flights. *Ottawa Citizen*. Récupéré de <http://www2.canada.com/ottawacitizen/news/story.html?id=4b99c8ca-8139-4ffa-a064-2162e67f90bd>

Radio-Canada. (2009, 27 février). Des CF-18 interceptent un bombardier russe. *Radio-Canada*. Récupéré de <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/National/2009/02/27/001-bombardier-russe.shtml?ref=rss>

Radio-Canada. (2014, 26 août). Harper inquiet des visées russes en Arctique. *Radio-Canada*. Récupéré de <http://m.radio-canada.ca/nouvelles/International/2014/08/26/007-harper-inquiet-russes-arctique.shtml>

The Ottawa Citizen. (2007, 31 juillet). Arctic exploration by Russia demands response, expert says. *The National Post*. Récupéré de <http://www.nationalpost.com/news/story.html?id=221069c4-cc1f-4bc2-ae40-c09480910322>

National Post (2005, 19 décembre). U.S sub may have toured Canadian Arctic zone. Récupéré de : <http://www.canada.com/story.html?id=fb21432a-1d28-415e-b323-ceb22d477732v>

Thorne, S. (2009, 28 février). Airspace outcry «a farce» Russia says. *The Canadian Press*.

Articles scientifiques

Alexeeva, Olga V. et F. Lasserre. (2013). La Chine en Arctique : stratégie raisonnée ou approche pragmatique?. *Études internationales*. 25-41.

Amelot, L. (2010). Le dilemme de Malacca. *Outre-Terre*. Vol. 2-3, no. 25-26. 249-271.

Arnold, S. L. et S. Roussel. (2009). Expanding the Canada-US security regime to the north?, dans Sven G. Holtmark et B. Smith-Windsor (dir.). *Security prospects in the high North: geostrategic thaw or freeze?*. 58-80.

- Bartenstein, K. (2008). Planter des drapeaux : quelles règles pour répartir le plancher océanique de l'Arctique?. *Études internationales*, Vol. 39, no. 4. 537-561.
- Bigo, D. (2005) Gérer les transhumances : «La surveillance à distance dans le champ transnational de la sécurité» dans *Penser Foucault : Théorie critique et pratiques politiques*. 129-160.
- Borgerson, G. S. (2008). The economic and security implications of global warming. *Foreign affairs*. 63-77.
- Buzan, B. (1997). Rethinking Security after the Cold War. *Cooperation and Conflict*, Vol. 32, no. 1. 5-28.
- Ceyhan, A. (1998). Analyser la sécurité: Dillon, Waever, Williams et les autres. *Cultures & Conflits*, 3-4(31-32), 39-62.
- Charron, A. (2006). Le passage du Nord-Ouest. *Revue militaire canadienne*, Hiver 2005-2006, 41-48.
- Courchesne, G. (2013). Le continentalisme comme idée dominante de la politique étrangère canadienne? Commerce international et sécurité à l'ère des conservateurs de Stephen Harper. *Cahier de recherche en politique appliquée*. Vol 5, no 2. 18-50.
- Cornut, J. (2000). L'Arctique dans une perspective historique : retour sur quatre âges d'or. *International Journal*, Vol 65, no 4. 2010. 943-953.
- Emmers, R. (2007). Securitization. *Contemporary Security Studies*. 109-125.
- Evans, P. (2011). Engagement with conservative characteristics: Policy and public attitude, 2006-2011. Dans *Issues in Canada-China Relations*. *Canadian international council*. 19-30
- Gayard, G. (2008). La revendication canadienne de souveraineté sur le Passage du Nord-Ouest. Le choix à double tranchant d'une rhétorique intransigeante. *Annuaire français de relations internationales*, No. 9. 803-817.
- Griffiths, F. (2003). Sovereignty not on Thinning Ice. *International Journal*. Vol. 58, no. 2. 257-258.
- Gunitskiy, V. (2008). On thin ice: Water rights and resource disputes in the arctic ocean. *Journal of International Affairs*, Printemps/Été, Vol. 61, no. 2. 261-271.

- Huebert, R. (2005-2006, hiver). Un regain d'intérêt pour la sécurité de l'Arctique canadien?. *Revue militaire canadienne*, Vol. 6, no. 4. 17-29.
- Huebert, R. (2012). Canada et la Chine dans l'Arctique : une situation en gestation. *Bulletin Méridien*, Automne-Hiver 2011/Printemps 2012. 1-6.
- Huebert, R. (2008). Canadian arctic security: Preparing for a changing future. *Behind The Headlines*. Vol. 65. no. 4. 4-21.
- Huebert, R. (2009). Canadian arctic sovereignty and security in a transforming circumpolar world. *Canadian International Council*. No. 4. 1-44.
- Huebert, R. (2001). Climate change and Canadian sovereignty in the Northwest Passage. *ISUMA*. 86-94
- Jakobson, L. (2010). China prepares for an ice-free arctic. *SIPRI Insight on Peace and Security*, 2010(2), 1-16.
- Lalonde, S. (2004). Increased traffic through canadian arctic waters: Canada's state of readiness. *Revue judiciaire Thémis*, vol.38, no 1, 49-124
- Lajeunesse, A. (2008). Lock, Stock, and Icebergs? Defining Canadian Sovereignty from Mackenzie King to Stephen Harper. *The Calgary Papers in Military and Strategic Studies*. 1-15.
- Lassere, F. (2009). Vers une route maritime? Passages arctiques et trafic maritime international. *Diplomatie*, 41, 20-27.
- Lasserre, F. (2010). China and the Arctic: Threat or cooperation potential for Canada. *China papers*, 1-11.
- Leblanc, P. (2001). Canada and the north insufficient security resources. 1-9.
- Lin, Ting-Sheng et Stéphane Roussel. (2012). « Quand Nanook rencontre Xue Long – Les rapports entre la Chine et le Canada dans l'Arctique ». *Chronique Nord-Nord-Ouest*, 9. 1-7.
- Li, P. (2011). Immigrants from China to Canada: Issues of Supply and demand in human capital. Dans *Issues in Canada-China Relations*. *Canadian international council*. 246-257.
- Manicom, J. et P. Whitney Lackenbauer. (2013). East asian states, the arctic council and international relations in the Arctic. *CIGI Policy Brief*. 1-8.

- Massie, J. et Stéphane Roussel. (2009). Au service de l'unité : le rôle des mythes en politique étrangère canadienne. *La politique étrangère du Canada*, Vol. 45, no. 1. 67-93.
- McDorman, L. Ted. (1986). In the Wake of the «Polar Sea»: Canadian Jurisdiction and the Northwest Passage. *Les Cahiers de droit*, 27(3), 623-644.
- Perreault, F. (2010). Pourquoi les Canadiens attachent-ils autant d'importance aux régions arctiques?. *Chronique Nord-Nord-Ouest*, Vol. 1, 1-11.
- Plouffe, J. (2010). USA le pragmatisme du Grand Nord. *Outre-terre*. 456-460.
- Roussel, S. (2010). Continentalisme et nouveau discours sécuritaire: Le Grand Nord assiégé, dans Frédéric Lasserre (dir.), *Passages et mers arctiques. Géopolitique d'une région en mutation*, Presses de l'Université du Québec, Québec, 2010. 161-184.
- Roussel, S. et Chantal Robichaud (2004). L'État postmoderne par excellence ? Internationalisme et promotion de l'identité internationale du Canada. *Études internationales*. Vol. 35, no 1. 149-170
- Roussel S. et François Perreault. (2008). Le retour du Canada dans l'Arctique ou le parfait alignement des logiques stratégiques, politiques et idéologiques, dans Fahmy, Miriam (éd.), *L'état du Québec 2009*. 574- 579.
- Shadwick, M. (2002). L'Arctique : un territoire exposé. *Revue militaire canadienne*. Vol.8, no 1. Récupéré de <http://www.journal.forces.gc.ca/vo3/no2/commenta-3-2-fra.asp>
- Westdale, C. (2008). Succeeding Putin in Power. *Arctic security in the 21st century – Conference report*. 28-32.
- Wright, D.C. (2011). The dragon eyes the top of the world – Arctic policy debate and discussion in China. *China maritime studies institute*, 8. 1-43.
- Zhang, K. (2011). Flows of people and the Canada-China relationship. Dans *Issues in Canada-China Relations. Canadian international council*. 198-232.

Discours et élocutions

Cannon, L. (2009, 23 novembre). *Allocution du ministre Cannon devant l'Economic Club of Canada*. Toronto, 23 novembre 2009. Récupéré au <http://www.international.gc.ca/media/aff/speeches-discours/2009/58.aspx?lang=fra&view=d>

Cannon, L. (2010, 15 septembre). *Discours du ministre Cannon sur la politique étrangère du Canada pour l'Arctique à l'Académie diplomatique du ministère des Affaires étrangères de la Russie*. Moscou, 15 septembre 2015. Récupéré de <http://www.international.gc.ca/media/aff/speeches-discours/2010/2010-070.aspx?lang=fra>

Clarckson, A. (2004, 5 octobre). *Discours du Trône ouvrant la première session de la trente-huitième législature du Canada*. Ottawa, 5 octobre 2004. Récupéré de <http://www.parl.gc.ca/Parlinfo/Documents/ThroneSpeech/38-1-f.html>

Harper, S. (2005, 22 décembre). *Harper stands up for Artic sovereignty*. Ottawa, 22 décembre 2005. Récupéré de http://www.dennisbevington.ca/pdfs/en/2005/dec25-05_speech-harper.pdf

Harper, S. (2007, 16 octobre). *Adresse du Premier ministre Stephen Harper en réponse au discours du Trône*. Ottawa, 16 octobre 2007. Récupéré de http://www.arctique.uqam.ca/IMG/pdf/Discours_du_Trone_-_2007.pdf

Martin, P. (2004, 5 octobre). *Discours du Premier ministre en réponse au discours du Trône*. Ottawa, 5 octobre 2004. Récupéré de http://www.pco-bcp.gc.ca/index.asp?lang=fra&page=information&sub=publications&doc=aarchives/sft-ddt/2004_2_reply-fra.htm

Monographies

Breugnon, G. (2010). *Géopolitique de l'Arctique Nord-Américain*. Paris, Paris : L'Harmattan.

Buzan, B. (1991) *People, States and Fear: An Agenda for International Security Studies in the Post-Cold War Era*. London, London : Rienner.

Buzan, B., Waever, O. et Jaap de Wilde. (1998). *Security: A New Framework for Analysis*. London, London : Rienner.

Lasserre, F. (2010). *Passages et mers arctiques*. Montréal, Québec : Presse de l'Université du Québec : Montréal.

Macleod, A. et D. O'Meara, D. (2007). *Théories des relations internationales: Contestations et résistances*. Montréal, Québec : Athéna.

Documents et rapports gouvernementaux

Cubasch, U., D. Wuebbles, D. Chen, M.C. Facchini, D. Frame, N. Mahowald, et J.-G. Winther. (2013). The Physical Science Basis. Contribution of Working Group I to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. *Climate change 2013*. 119-158. Récupéré de http://www.climatechange2013.org/images/report/WG1AR5_Chapter01_FINAL.pdf

GIEC. (2007). Bilan 2007 des changements climatiques : Rapport de synthèse. *GIEC*.

Gouvernement du Canada. Fierté et influence : notre rôle dans le monde – Survol. *Énoncé de politique internationale du Canada*. Récupéré de http://www.operationspaix.net/DATA/DOCUMENT/3461~v~Enonce_de_Politique_Internationale_-_Survol.pdf

Gouvernement du Canada. Fierté et influence : notre rôle dans le monde – Défense. *Énoncé de politique internationale du Canada*, Récupéré de <http://publications.gc.ca/collections/Collection/D2-168-2005F.pdf>

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. [s.d.]. *Le volet nordique de la politique étrangère du Canada*. Récupéré de http://www.arctique.uqam.ca/IMG/pdf/Volet_nordique_pour_la_politique_etrangere_du_Canada.pdf

Sites gouvernementaux

Affaires autochtones et Développement du Nord Canada. [s.d.]. *Le Pétrole et le Gaz du Nord Canadien – Des terres à explorer aux confins du Canada*. Récupéré de <http://www.aadnc-aandc.gc.ca/fra/1100100036928/1100100036929>

Affaires étrangères, Commerce et Développement du Canada. [s.d.]. *Le Conseil de l'Arctique*. Récupéré de <http://www.international.gc.ca/arctic-arctique/council-conseil.aspx?lang=fra>

Industrie Canada. [s.d.]. *Statistiques relatives à l'industrie canadienne*. Récupéré de <https://www.ic.gc.ca/app/scr/sbms/sbb/cis/internationalTrade.html?code=11-91&lang=fra>

Parlement du Canada. [s.d.]. *L'Arctique et les hydrocarbures*. Récupéré de <http://www.parl.gc.ca/content/LOP/researchpublications/prb0807-f.htm>

Parlement du Canada. [s.d.]. *Revendications controversées du Canada à l'égard des eaux et des zones maritimes arctiques*. Récupéré de <http://www.parl.gc.ca/Content/LOP/researchpublications/prb0747-f.htm#laligne>

Observatoire de la politique et la sécurité de l'Arctique.[s.d.]. *L'Arctique et la souveraineté canadienne*. Récupéré de <http://www.arctique.uqam.ca/spip.php?article76>

Thèses et mémoires

Dupré, S. (2009). *La navigation dans les eaux arctiques canadiennes. Du concept de risque à la géopolitique*. (Thèse de doctorat). Université Laval. 367 p.

Landriault, M. (2013). *La sécurité arctique 2000-2010 : une décennie turbulente?*. (Thèse de doctorat). Université d'Ottawa. 374 p.

Perreault, F. (2010). *Les enjeux de sécurité dans l'Arctique contemporain – Les cas du Canada et de la Norvège*. (Mémoire de maîtrise). Université de Montréal. 146 p.

Plouffe, J. (2008). *Les États-Unis et l'Arctique depuis la fin de la guerre froide: renouvellement d'une vulnérabilité américaine, prolongement d'un statu quo stratégique*. (Mémoire de maîtrise). Université du Québec à Montréal. 206 p.